

— OCTOBRE 2019

JOURNAL

RE
SOL
IS

n° 22

LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE EN FRANCE

350 initiatives locales pour une alimentation
responsable et durable



Philippe Kourilsky,
Président de RESOLIS

Depuis sept ans, RESOLIS s'attache à développer une méthodologie destinée à capter, avec la participation des acteurs et de façon aussi objective que possible, des informations qui permettent de mieux appréhender, comprendre, gérer et accompagner les actions de terrain. Cela permet notamment, à l'échelle individuelle, de mieux valoriser certaines initiatives, et à l'échelle collective, de mieux

accompagner les transitions, observées ou voulues. Il s'agit pour RESOLIS d'adopter une attitude de type scientifique, propre à alimenter des analyses faites au service des acteurs, financeurs et décideurs.

RESOLIS a principalement œuvré dans les domaines des précarités sociales et de la transition alimentaire. Le secteur de l'alimentation est porté par une puissante dynamique économique et environnementale, dont témoigne ce numéro du Journal RESOLIS. Ce dernier, financé par la Fondation Carrefour que nous remercions pour son soutien, montre, une fois encore, que la méthode RESOLIS fonctionne bien - ce que nous savions déjà. C'est évidemment le contenu qui est important. Le numéro rassemble une masse considérable d'informations accumulées pendant cinq ans. Un gros travail ! Hommage soit rendu à l'équipe qui, avec persévérance et talent, l'a conduit à ce niveau. Mais surtout, travail cumulatif, signifiant et interopérable.

Travail cumulatif : de 100 initiatives récoltées en 2016, on passe à 350 aujourd'hui. Les conclusions d'hier sont élargies et raffinées, sans être remises en cause sur le fond.

Travail signifiant, riche de beaucoup d'enseignements, certains inattendus. Encore faut-il souligner qu'il se limite à la France, et que le travail effectué, avec la même méthode, dans une dizaine de pays étrangers, n'y est pas rapporté.

Ce travail est aussi **interopérable** : la méthode étant homogène, les résultats sont beaucoup plus facilement analysables et comparables. C'est ainsi qu'un numéro récent du Journal RESOLIS traite de la précarité alimentaire, et jette un pont entre les deux activités principales de RESOLIS. C'est aussi grâce à cette interopérabilité que le même type d'analyse fonctionne, dans l'alimentation, à différentes échelles, des parcs régionaux au niveau national.

Si j'insiste sur ce point, c'est que la finalité de RESOLIS est de servir, d'être utile. Il faut que d'autres puissent s'approprier la méthode. Qu'ils se sentent libres de le faire, avec une condition hautement souhaitable : maintenir l'interopérabilité, dans une approche qui commence à ressembler à celle d'une vraie base de données, au service d'une connaissance structurée, pour en faire un bien public accessible à tous.

COORDINATION

Violette Divay, Laetitia Roussel

RESOLIS

Association loi 1901
Siret n° 794 833 863 000 10
4, rue de la Sorbonne, 75005 PARIS
alimentation@resolis.org

resolis.org

 Association RESOLIS
 resolis1
 Association RESOLIS

GRAPHISME

Camille Garnier

Merci à toutes les personnes ayant contribué à cette publication et aux porteurs de projet dont les initiatives ouvrent et façonnent les voies de la transition.

Merci à la Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France, aux PNR pour leurs photos ainsi qu'aux porteurs de projet qui ont partagé les photos de leur initiative.

© AUTEURS 2019

Les textes publiés sont disponibles sous la licence Creative Commons.

Les auteurs conservent leurs droits sur leur contribution mais autorisent la revue à la publier, copier, distribuer, transmettre et adapter à condition qu'ils soient correctement cités.

creativecommons.org/licenses/

IMPRESSION

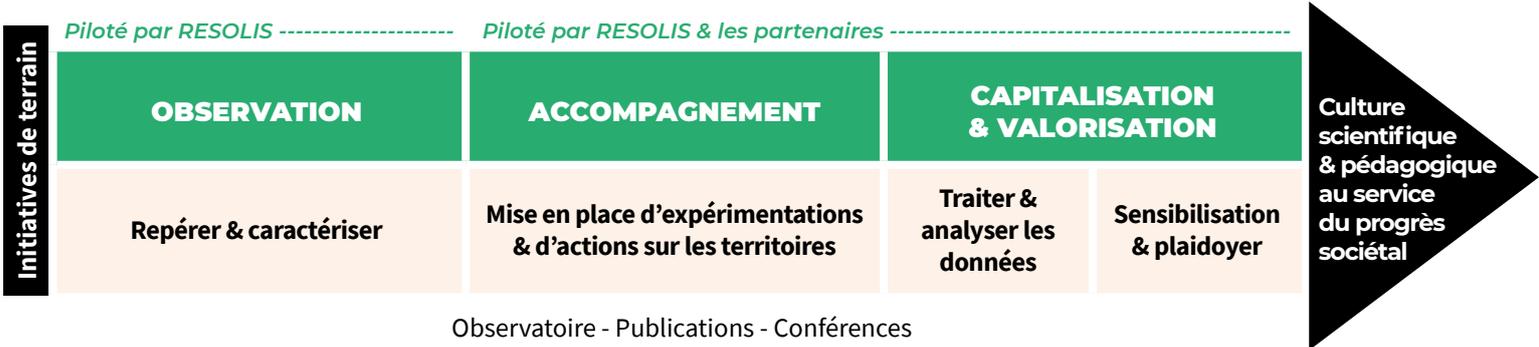
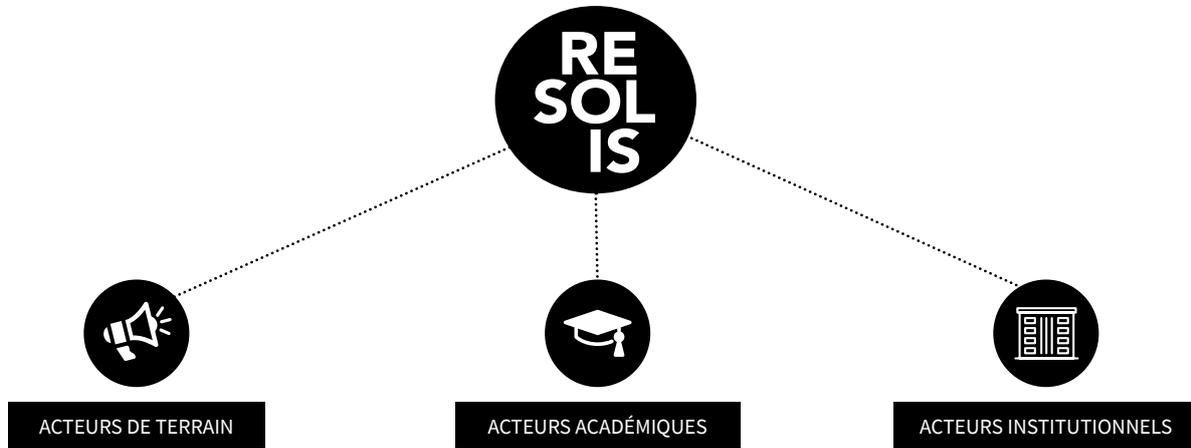
Escourbiac – France

ISSN 2276-4275



RESOLIS

Fondée en 2010, l'association RESOLIS s'est donnée comme missions l'analyse, la capitalisation, la diffusion et la promotion des pratiques de terrain à visée sociale et/ou environnementale qui ouvrent les chemins d'une transition.



Les membres de l'équipe

 Philippe Kourilsky Président	 Marie Cosse Programme Alimentation Responsable et Durable	 Sophie Dupraz Programme Alimentation Responsable et Durable	 Ariel Martinez Programme Alimentation Responsable et Durable
 Pierre Corvol Vice-Président	 Noémie Galvez Programme Solidarités territoriales	 Sophia Lakhdar Programme Solidarités territoriales	 Jean-Luc Tinland Directeur Général
 Philippe Musette Trésorier			
 Henri Rouillé d'Orfeuil Pilote Programme Alimentation Responsable et Durable			

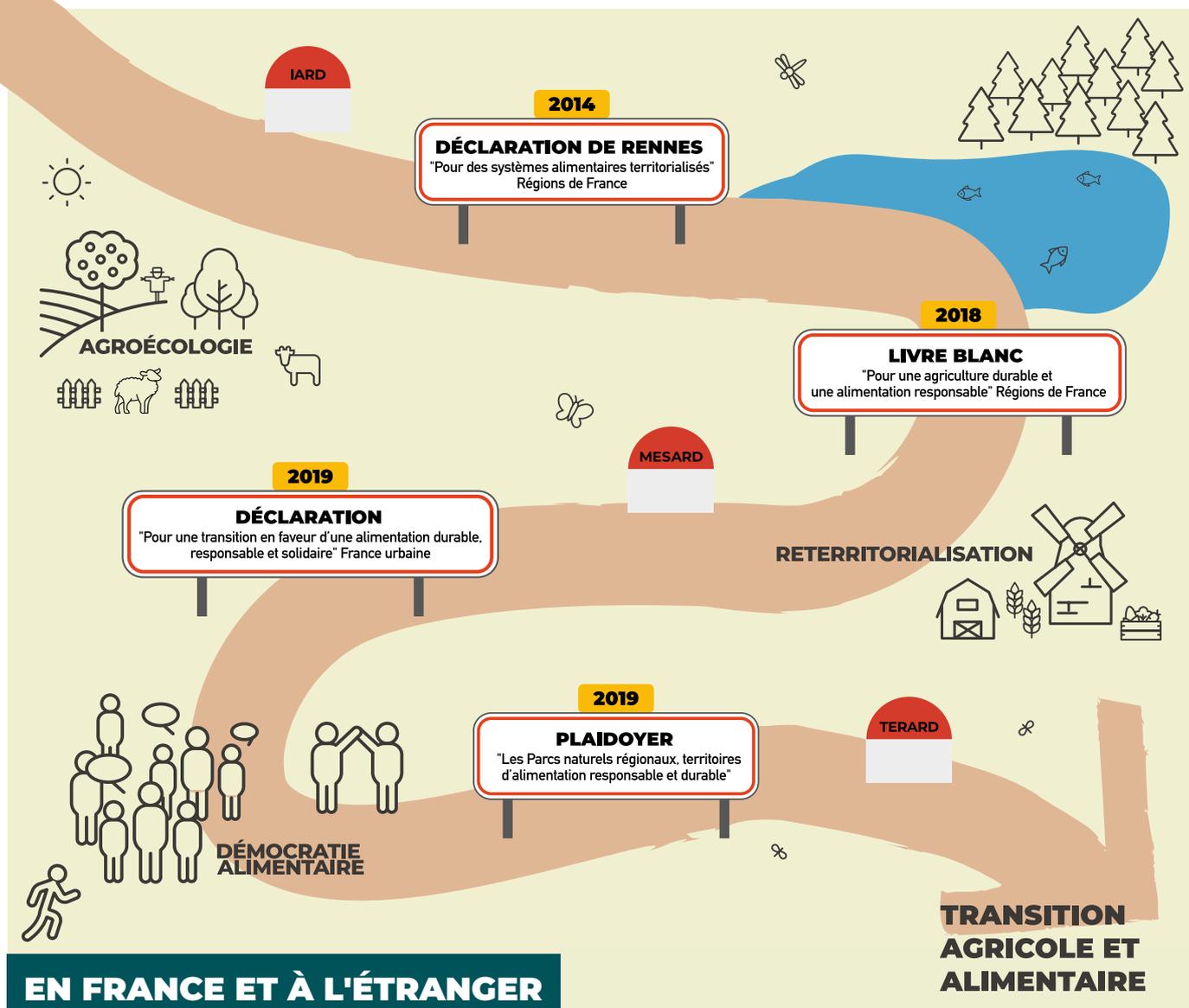
La liste complète de nos membres bénévoles Résolus sur : resolis.org/l-equipe

Pour une pédagogie de la transition agricole et alimentaire

Pour appuyer la transition, RESOLIS observe, caractérise et analyse trois grands sujets : (i) les initiatives d'ARD (IARD) des acteurs de la chaîne agro-alimentaire, (ii) les mesures de politique publique en faveur de l'ARD

(MESARD) mises en œuvre par les collectivités territoriales et (iii) les territoires d'ARD (TERARD) constitués par les dynamiques territoriales de transition pouvant mener à l'émergence de Projets Alimentaires

Territoriaux. RESOLIS développe son programme grâce à de fortes collaborations avec de grands acteurs territoriaux, académiques, de plaidoyer et d'accompagnement de la transition.



EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER



+ 700

IARD ET MESARD

publiées dans l'observatoire
resolis.org/observatoire-alimentation

+ 50 PARTENAIRES

+ 130 ÉTUDIANTS

mobilisés en France

9 ÉTABLISSEMENTS

d'enseignement supérieur

COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

AMÉRIQUES : ARGENTINE, BRÉSIL, COSTA RICA, ÉQUATEUR, QUÉBEC

AFRIQUE : BÉNIN, BURKINA FASO, SÉNÉGAL, TOGO, TUNISIE

EUROPE : ESPAGNE



SOMMAIRE

L'ÉDITO	p. 2
<i>Philippe Kourilsky</i>	

INTRODUCTION

Qu'attendons-nous ? - Philippe Pointereau	p. 6
Un système alimentaire face à de nouveaux défis et de nouveaux chantiers - Bertrand Hervieu	p. 7
Le Programme ARD de RESOLIS, chronologie - Henri Rouillé d'Orfeuil et Sophie Dupraz	p. 8
Ce que nous avons appris sur la transition agricole et alimentaire - Henri Rouillé d'Orfeuil	p.10

CE QUE NOUS DISENT LES ACTEURS DE LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

350 Initiatives d'alimentation responsable et durable - Laetitia Roussel et Violette Divay	p. 14
ZOOM : La transition alimentaire dans le secteur de la restauration privée commerciale en Ile-et-Vilaine - Étudiants du groupe Science Po Rennes	
ZOOM : Les microfermes au cœur de systèmes alimentaires durables - <i>Kevin Morel</i>	
De l'initiative singulière à la transition territoriale - <i>Gilles Maréchal et Doriane Guennoc</i>	

DES INITIATIVES AU SYSTÈME TERRITORIALISÉ

L'observation au service de la transition agricole et alimentaire - Sophie Dupraz	p. 32
---	-------

Ce que nous disent les collectivités

Les villes sur le chemin d'une alimentation durable, responsable et solidaire - Kader Makhoulf	p. 34
Les Régions françaises, faire de la transition agricole et alimentaire une opportunité pour l'économie et la cohésion des territoires - Hélène Aussignac	p. 36
Une stratégie alimentaire pour relocaliser l'alimentation, le cas de la région Centre-Val de Loire - Christelle de Crémiers et Ariel Martinez	p. 37

Ce que nous disent les territoires

Les Parcs naturels régionaux, territoires d'alimentation responsable et durable - France Drugmant	p. 40
Les Parcs Naturels Régionaux et les projets alimentaires territoriaux Projet collectif des étudiantes du groupe Science Po	p. 43
Le Parc Naturel Régional du Queyras et sa démarche de PAT - Xavier Bletterie	p. 44

Ce que nous dit notre partenaire espagnol

Faire du système alimentaire le moteur de la transition et du développement local Mónica Herrera Gil et Lola Vicente-Almazán Castro	p. 46
--	-------

CONCLUSION

Ce que nous avons construit et ce qui nous reste à construire - Henri Rouillé d'Orfeuil et Sophie Dupraz	p. 50
Catalogue des 350 initiatives de l'enquête	p. 53
Partenaires	p. 66

Qu'attendons-nous ?



Par Philippe Pointereau

Agronome, directeur du pôle agro-environnement de Solagro.

La transition est-elle en route ? Il semblerait que oui. Tous les acteurs de la chaîne alimentaire bougent sous la poussée des consommateurs qui souhaitent redonner du sens à l'acte quotidien de manger. Les entreprises agro-alimentaires et de distribution sont en train de revoir leurs recettes, d'adopter le Nutri-Score et d'intégrer des critères environnementaux dans leurs cahiers des charges. Les produits bio sont aujourd'hui dans tous les rayons. Les cuisiniers jouent la carte du plus végétal et du plus local. Les collectivités locales prennent en main les deux nouveaux leviers que leur a donnés la loi: mettre dans les cantines 50% minimum de produits intégrant des critères environnementaux dont 20% de bio et développer des projets alimentaires territoriaux pour rapprocher la production agricole et la demande alimentaire. Les consommateurs après avoir initié les AMAP se lancent dans les coopératives de consommateurs.

Santé Publique France sous l'avis du Haut Conseil de la Santé Publique promeut les nouvelles recommandations nutritionnelles qui ont pris un virage par rapport aux précédentes

Alors qu'attendons-nous face à l'urgence du climat, à l'effondrement de la biodiversité, à la croissance continue de l'obésité et des maladies chroniques ?

en commençant à intégrer des critères environnementaux. Si précédemment il était recommandé de consommer entre un et deux produits animaux par jour, aujourd'hui ce sont des limites maximum qui ont été fixées pour la viande rouge et la charcuterie. Concernant les produits végétaux il est conseillé d'en manger plus et non contaminés par les pesticides.

Ce que l'on attend de l'État aujourd'hui c'est qu'il tienne ses engagements pris sur la réduction des gaz à effet de serre ou l'usage des pesticides sans les repousser systématiquement. Ce que l'on attend c'est un Plan National Nutrition Santé et un Plan National Alimentaire ambitieux à la hauteur des enjeux et dotés de moyens, une PAC qui réponde à cette nouvelle demande alimentaire et qui maintienne nos paysans sur les territoires.

Les chercheurs ont fait leur job. Aujourd'hui toutes les études convergent pour dire qu'il faut tendre vers un régime plus végétal et plus biologique, et donc diminuer notre consommation de viandes et de produits laitiers et amplifier le développement de l'agriculture biologique. L'étude BioNutriNet pilotée par l'INSERM et l'INRA a montré clairement la compatibilité entre les enjeux environnementaux et de santé publique. Ainsi, nos choix alimentaires conditionnent à la fois la santé de nos écosystèmes et celle des humains, en accord avec le concept global « One health » (une santé) avancé par l'ONU. Elle a montré aussi que le poids de l'empreinte carbone de notre alimentation actuelle (au périmètre de

la ferme) est égal à notre quota carbone de 2050, soit 1,9 t eqCO₂ par an. Cela montre à la fois le chemin à parcourir pour réduire nos émissions et le poids de l'alimentation dans ces émissions.

Il ressort aussi que la généralisation de la consommation d'aliments bio devra impérativement s'accompagner d'une augmentation de la part des protéines végétales nécessitant moins de surfaces pour nous nourrir et compensant ainsi les rendements généralement moins élevés de l'agriculture biologique.

Les consommateurs bio ont ouvert la voie de la transition. La caractérisation récente de leur profil alimentaire montre qu'ils préfigurent en quelque sorte les consommateurs du futur. Ils montrent en tout cas que la transition alimentaire est possible et rendent crédible le scénario Afterres2050 que Solagro a élaboré pour la France de 2050.

Alors qu'attendons-nous face à l'urgence du climat, à l'effondrement de la biodiversité, à la croissance continue de l'obésité et des maladies chroniques ?

La France a cette chance d'être un pays où l'alimentation compte. Les français aiment manger et passer du temps à table, cuisiner et acheter leur nourriture. Et quand ils ne mangent pas, ils en parlent ! Nous sommes un pays de gastronomie. Il ne faut surtout pas lâcher cet intérêt pour notre alimentation qui nous relie avec les campagnes et le monde paysan. Le visage de l'agriculture de demain aura celui de notre assiette d'aujourd'hui. Celle-ci devra aussi être plus sobre tout en restant gouteuse. La sobriété peut être heureuse si elle reste conviviale. La nourriture relie les hommes. Alors tous à table.

Un système alimentaire face à de nouveaux défis et de nouveaux chantiers



Par Bertrand Hervieu

Sociologue, ancien directeur de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Dérèglement climatique, explosion des maladies non transmissibles telles que les diabètes, cancers ou accidents cardio-vasculaires, creusement des inégalités sociales sont au cœur des inquiétudes constatées et exprimées par nos contemporains.

Ces trois « plaies » conduisent toutes les trois à interroger en profondeur nos modèles de production alimentaire et les voies d'accès à l'alimentation, obligeant à considérer que les objectifs quantitatifs assignés pour atteindre la sécurité alimentaire mondiale, comme les immenses progrès réalisés en matière de sécurité sanitaire des aliments, ne permettent pas d'éviter que surgisse un fléau en matière de santé publique ni que soit assuré l'accès à l'alimentation pour tous.

Les modes de production alimentaire, comme le commerce mondial des denrées, contribuent fortement à la dégradation du bilan carbone. L'industrialisation de la production agricole comme la sophistication des processus de transformation des produits alimentaires ont éloigné le consommateur de la connaissance des aliments qu'il absorbe et contribué au développement de modes de consommation déséquilibrés.

Paradoxalement, alors que l'abondance alimentaire n'a jamais été aussi grande et que la sûreté des aliments n'a jamais été aussi répandue, on assiste à une explosion des dépenses de santé liée à une mauvaise nutrition d'une partie grandissante de la popu-

lation mondiale et à la persistance de l'exclusion de l'accès à l'alimentation d'une proportion inacceptable de la population dans toutes les sociétés.

Construire un nouvel horizon

Ce constat partagé invite à repenser nos systèmes alimentaires et à expérimenter de nouvelles pistes de production, de transformation et de consommation des aliments. Une première piste suggérée est celle d'une recherche de la territorialisation des productions afin de réduire les incroyables trajets effectués autour de la planète des produits alimentaires aux différents stades de leur production, transformation et commercialisation. On perçoit aisément que cette territorialisation des productions est tout à la fois un levier de développement économique local, un enjeu de réduction du bilan énergétique et un défi culturel.

Il s'agit non pas d'effectuer un retour en arrière vers un âge d'or supposé mais de franchir une nouvelle étape permettant de corriger les excès avérés d'un système alimentaire qui a permis de relever en quantité et en qualité une alimentation fortement meurtrie par la deuxième guerre mondiale. Nous sommes face aujourd'hui à de nouveaux défis économiques, sociaux, environnementaux et culturels.

Loin de proposer un nouveau modèle unique, la démarche à entreprendre consiste d'abord à s'attaquer aux



Polyculture à Saint-Sauveur-Gouvernet dans le PNR des baronnies provençales ©AL MESNAGE

excès et à corriger les mauvaises performances. Nous avons besoin d'une territorialisation ouverte, d'un engagement des entreprises sur des objectifs à poursuivre et d'une responsabilité partagée, d'une démocratisation de la gouvernance alimentaire afin de faire du « Droit à l'Alimentation » un droit humain accessible et respecté. Déjà des associations, des collectifs, des entreprises, des collectivités s'engagent dans cette voie, confirmant ainsi la légitimité et la possible réalisation de cette ambition.

La confrontation de ces démarches expérimentales, leur valorisation et leur diffusion sont une étape nécessaire dans la construction de ce nouvel horizon culturel, économique, environnemental et social.

Le Programme ARD de RESOLIS, chronologie



Par Henri Rouillé d'Orfeuil

Membre de l'Académie d'Agriculture de France,
Pilote du programme Alimentation responsable
et durable de RESOLIS



Par Sophie Dupraz

Responsable programme Alimentation
responsable et durable de RESOLIS



Un éleveur par bateau dans le marais poitevin © Parc naturel régional du Marais Poitevin

La préhistoire de notre Programme Alimentation responsable et durable (ARD) commence au printemps 2012 autour d'un café avec Jean-Louis Rastoin, alors directeur de la Chaire UNESCO en Alimentation du Monde de Montpellier SupAgro. L'échange porte sur la multi-crise du système alimentaire. Jean-Louis Rastoin, spécialiste de l'agro-alimentaire conventionnel, s'engage dans une nouvelle bataille, celle des « Systèmes alimentaires territorialisés » (SAT). Nous décidons d'organiser un colloque et de proposer à Sciences Po un projet collectif autour du thème « Nourrir les villes et développer les campagnes ». Le colloque a lieu le 12 décembre 2012 au Palais de la découverte en collaboration avec la Ville de Paris. Le projet collectif « Nourrir les villes et développer les campagnes, vers une alimentation responsable » est

accepté. Cinq étudiantes¹ défrichent le sujet. Leur travail est publié en octobre 2013 par la chaire UNESCO sous le titre « Nourrir les villes et développer les campagnes, initiatives pour une alimentation responsable et durable (ARD) ». Avec ces étudiantes nous avons appris à caractériser les initiatives d'ARD (IARD), notamment en mettant en avant leurs « externalités » non marchandes, qui permettent ou non de leur reconnaître un caractère d'ARD. L'idée d'observatoire a commencé à prendre corps.

L'année 2014 est, selon l'ONU, l'Année internationale de l'agriculture familiale. Avec l'Association des Régions de France (ARF), nous convenons de mettre l'accent sur l'alimentation. Le 4 juillet 2014, l'ARF organise un colloque sur « Les systèmes alimentaires, politiques

publiques, initiatives et pratiques d'acteurs ». À l'issue du colloque, l'ARF publie la Déclaration de Rennes « Vers des systèmes alimentaires territorialisés ». Cette déclaration va jouer un rôle important dans le socio-système qui s'intéresse à l'ARD. Régions de France crée en son sein un Groupe SAT où se retrouvent des représentants des régions. Un nouveau groupe de Sciences Po accélère les repérages d'IARD, ce qui permet en mars 2015 de publier le Journal RESOLIS « Systèmes alimentaires territorialisés en France, 100 initiatives locales pour une ARD ». Ce journal présente nos méthodes et nos premiers résultats d'observation.

L'année 2015 est pour RESOLIS une année de déploiement, en grande partie grâce à l'activité efficace de Valérie Nicolas, conseillère pour les affaires internationales à l'ARF :

→ Déploiements vers plusieurs régions : Auvergne, pour un recensement d'IARD auvergnates avec des étudiantes de VetAgro Sup de Clermont-Ferrand ; PACA, pour un travail de recensement avec des étudiantes d'Aix-Marseille Université et la préparation d'une série d'ateliers organisés lors de la MEDCOP21 à Marseille, de la MEDCOP22 à Tanger et de la COP22 à Marrakech – ce qui nous a permis de renforcer nos collaborations avec des partenaires méditerranéens, notamment avec le CERA, association espagnole, qui a

1. Pauline Charazac, Anne Colombari, Camille Demange, Céline Juteau et Marie Verrot

réalisé un inventaire « 100 IARD » et une remarquable publication, qui fait écho à nos travaux français ; Région Centre, pour diverses collaborations qui aboutiront en 2019 à une coopération sur le suivi des Projets alimentaires territoriaux (PAT) de la région Centre-Val de Loire.

→ Déploiements internationaux aussi en direction du Québec, puis du Costa Rica. Geneviève Parent, professeure de l'Université Laval, pilote un processus « 100 IARD » au Québec et propose à ses homologues de l'Université de San José de faire de même. Les résultats de nos trois processus « 100 IARD » ont pu être présentés lors d'un colloque international début octobre 2015 et nourrir la Déclaration de Québec « Pour la promotion d'IARD locales et l'émergence de SAT ».

→ Mais aussi déploiements thématiques : Lutte contre la précarité alimentaire (avec un groupe de Sciences Po), dé-carbonisation des chaînes agro-alimentaires (avec un groupe de l'IEDES/Paris I), rôle des femmes dans la transition alimentaire (Co-organisation du concours Marjolaine).

En 2016 et 2017, plusieurs événements nous ont offert de nouvelles opportunités :

→ En octobre 2016, à Bogota, lors du congrès mondial de la CGLU (Cités et gouvernements locaux unis), Régions de France, avec notre appui, a pu positionner la question de la sécurité et de la transition alimentaire dans l'agenda de l'événement. À l'issue du congrès, Régions de France a été chargée d'animer une « Communauté de pratiques » pour faire vivre le sujet, notamment avec des partenaires d'Amérique latine.

→ En février 2017, la Fédération des Parcs naturels régionaux de France (FPNRF) et RESOLIS ont été déclarés lauréats du Programme national de l'alimentation (PNA) pour un projet d'organisation d'un système d'observation de la transition agricole et alimentaire (TAA). Dans ce cadre, nous avons réalisé une étude des stratégies alimentaires des 53 PNR

et réalisé des enquêtes approfondies sur les IARD et les MESARD dans neuf « Parcs-pilotes ».

→ En mars 2017, grâce à une résidence d'écriture, la Fondation Rockefeller nous a permis de développer une analyse de l'histoire du système alimentaire mondial et d'écrire un livre « Transition agricole et alimentaire, la revanche des territoires », publié en janvier 2018.

→ Entre septembre et décembre 2017, RESOLIS a pu participer aux Etats généraux de l'alimentation (EGA) et a défendu l'approche territoriale de la transition alimentaire. Ses efforts auraient été vains si Régions de France, écartée comme tous les acteurs territoriaux des conclusions, n'avait pas souhaité publier un Livre blanc des Régions « Pour une agriculture durable et une alimentation responsable ». Par ailleurs, RESOLIS a publié un Journal RESOLIS « La lutte contre la Précarité alimentaire, 60 Initiatives locales pour une alimentation solidaire », qui rend compte à la fois de l'action du programme ARD dans ce domaine et des travaux de l'atelier 12 des EGA.

→ En 2017, suite à des contacts anciens avec la Fondation de France, RESOLIS a appuyé des projets triennaux au Sénégal, au Togo et au Bénin dans le cadre des « Batailles du consommer local ».

En 2018 et 2019, de nouvelles opportunités et de nouveaux engagements :

→ Au cours de l'année 2018, RESOLIS, associée à TerrAlim et grâce à l'appui de la Caisse des Dépôts et Consignations, du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) et de la Fondation Daniel et Nina Carasso (FDNC), a mené une étude sur « L'impact de la Transition Agricole et Alimentaire sur l'emploi ». Nous en retirons de nombreux fruits : relations renforcées avec de grands réseaux engagés dans la TAA, collaboration avec le MTES sur la question d'une labélisation TAA, interactions avec la CDC et la Banque des territoires

sur la question du financement de la TAA.

→ En 2018, une collaboration s'est engagée avec France Urbaine, coordination des métropoles et des grandes agglomérations françaises, qui a abouti à la déclaration « Pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire », une feuille de route 2019-2020 et la création d'un Groupe SAT. France Urbaine et RESOLIS publieront fin 2019 une première publication commune sur « L'expérience des villes françaises en matière de lutte contre la précarité alimentaire ».

→ En 2018 et 2019, grâce à la Fondation Charles Léopold Mayer nous avons pu renforcer notre action de plaidoyer, à la fois pro-territoires et pro-transition, le plus souvent en partenariat avec des grands acteurs du monde de l'ARD.

→ En 2019, suite à l'enquête menée en 2018 sur les politiques agricoles et alimentaires des régions et la publication du Livre blanc des régions en décembre 2018, Régions de France et RESOLIS vont prolonger l'enquête qui a fait apparaître près de 250 mesures, identifier celles qui peuvent être considérées comme des mesures en faveur d'une alimentation responsable et durable (MESARD) et les mettre en regard des 24 propositions du Livre blanc.

→ Au premier semestre 2019, grâce à un appui de la Fondation Carrefour, nous avons pu reprendre nos outils d'observation et de caractérisation. Fort de cette consolidation, nous avons pu adapter ces outils.

→ En 2019, RESOLIS a participé à la création de la Chaire d'AgroParisTech InterActions (Innover dans les territoires et accompagner les transitions) et intégré le comité directeur du RnPAT.

→ Enfin, 2018 et 2019 ont été marquées par une réflexion approfondie sur les acquis de l'association et ses perspectives stratégiques à un horizon de 5 ans. Cette réflexion interne, appuyée par la FDNC devrait servir de base à la construction à moyen terme d'un partenariat stratégique entre la FDNC et RESOLIS.

Ce que nous avons appris sur la transition agricole et alimentaire



Par Henri Rouillé d'Orfeuil

Membre de l'Académie d'Agriculture de France, Pilote du programme Alimentation responsable et durable de RESOLIS

Pas besoin d'être grand clerc pour percevoir qu'un même modèle d'agriculture et d'alimentation s'est diffusé aux quatre coins du monde et s'est substitué en grande partie à quantité de systèmes locaux. Un même système alimentaire, modernisé et mondialisé, a pris possession de tous les rouages de l'économie alimentaire. Cette conquête a été vécue comme un progrès par les consommateurs, qui ont pu bénéficier d'une baisse de leurs dépenses alimentaires, d'un accès plus facile aux aliments et d'une sécurité alimentaire mieux assurée. De fait, la modernisation et la mondialisation du système alimentaire ont été célébrées lors des Trente Glorieuses qui ont vu un système alimentaire, dévasté par la guerre mondiale, se redresser en quelques décennies.

Face à cette célébration presque unanime, quelques critiques ont pu être formulées, mais à l'époque elles ont été jugées négligeables. Aujourd'hui, dans ce domaine comme dans d'autres, peut-être plus que dans d'autres, les critiques de ce modèle modernisé et mondialisé se sont faites plus fortes et plus nombreuses, au point qu'elles sont maintenant au cœur des débats public, scientifique et, en définitive, politique. Ces débats portent sur le rôle de ce système alimentaire dans les dégâts environnementaux – émissions de GES, perte considérable de biodiversité, perte de fertilité des sols, pollution des eaux, régression des forêts,... -, les dégâts

sociaux – grande casse de l'emploi et concentration des revenus -, les dégâts culturels – perte de diversité des cultures alimentaires -, les dégâts sanitaires – risques liés aux effets persistants des produits phyto ou zoo-sanitaires, effets de l'ultra-transformation des aliments, « mal-bouffe » -, les dégâts en termes d'aménagement du territoire – perte de l'un des moteurs principaux du développement territorial... Ces manifestations ne sont plus considérées comme négligeables, elles font corps et appellent des transformations profondes du système alimentaire aujourd'hui dominant.

On peut certes traiter ces questions une à une, mais l'étude de l'histoire du système alimentaire nous montre qu'il y a plus simple, car ces mauvaises « externalités » trouvent leurs origines dans les deux grandes caractéristiques du système alimentaire contemporain : son excès de mondialisation et son excès d'agro-industrialisation (puisque tel est le vrai nom de la modernisation de l'agriculture). Cette analyse a pu être documentée lors de la résidence d'écriture offerte par la fondation Rockefeller en mars-avril 2017. Elle est décrite dans le livre¹.

La mondialisation du système alimentaire, comme celle de l'ensemble de l'économie, est ancienne. Elle remonte selon F. Braudel au XIV^{ème} siècle. Elle s'est faite en partie par l'absorption des écono-

mies territoriales préexistantes par une nouvelle économie mondialisée. Cette dualité entre économie mondialisée et économies territorialisées perdure encore aujourd'hui mais dans un déséquilibre de poids et, surtout, de pouvoir.

Nous tirons de cette analyse :

→ qu'il convient de parler d'un système alimentaire à deux composantes, l'une mondialisée, l'autre territorialisée. ;

→ que la transition va passer par une re-territorialisation, au moins partielle, du système alimentaire. Cela vaut pour les grands acteurs mondialisés pour qui cette re-territorialisation doit s'exprimer par une nouvelle ou un surcroît de responsabilité territoriale, à savoir une responsabilité fiscale, environnementale, sociale et culturelle. Cela vaut également pour les acteurs des territoires et leur responsabilité dans la relance des économies alimentaires locales.

L'agro-industrialisation de l'agriculture remonte au XIX^{ème} siècle, elle est reconnue par les historiens de l'agriculture comme la deuxième révolution agricole, celle qui a vu l'introduction dans les fonctions de production agricole d'intrants exogènes, à savoir de fertilisants de synthèse ou minéraux importés, de produits phyto ou zoo-sanitaires, d'énergies fossiles. Ces intrants ont occasionné des bonds en termes de rendement puisqu'ils ont permis de reconstituer la fertilité des sols au-delà des limites de leur capacité biologique *in situ* et d'artificialiser les milieux naturels pour les adapter aux plantes et aux animaux les plus

1. Henri Rouillé d'Orfeuil, « Transition agricole et alimentaire, la revanche des territoires », ECLM, janvier 2018.

productifs. La génétique s'est donc focalisée sur le seul objectif de productivité des plantes et des animaux sans se soucier de leur adaptation à des milieux naturels diversifiés. Cette deuxième révolution a aujourd'hui atteint ses limites, on parle d'une troisième révolution agricole de caractère agroécologique qui porte sur la substitution des intrants chimiques par des intrants biologiques et des énergies fossiles par des énergies renouvelables, mais qui repose aussi sur de nouvelles associations de plantes, d'animaux, d'arbres au sein des systèmes agricoles, associations qui permettent de bénéficier de la production de services écologiques offerts gracieusement par la nature.

Les économistes considèrent que les valeurs ou les performances non marchandes, à savoir environnementales, sociales et culturelles, doivent être considérées comme des « externalités », contrairement aux valeurs économiques qui sont prises en compte par le marché. Si ce sont les consommateurs qui pilotent par leurs achats le système économique, ce sont les autorités publiques qui doivent veiller aux performances non marchandes. Si celles-ci sont destructrices des biens publics, ces autorités doivent mettre en œuvre des mesures de politiques publiques pour amener les acteurs à corriger ces mauvaises performances ou externalités négatives.

Une pédagogie de la transition alimentaire

RESOLIS, qui s'est donnée comme boussole lointaine l'advenue d'une « Alimentation responsable et durable », a choisi de suivre une feuille de route, celle de l'appui à la « transition agricole et alimentaire ». Pour le Programme ARD de RESOLIS cette transition repose sur trois piliers : le premier de caractère économique - la relance des économies alimentaires locales, -, le deuxième de caractère environnemental - la révolution agroécologique de l'agriculture, le troisième de caractère social - l'accès à une alimentation de qualité pour tous.

Fort de cette boussole et de cette feuille de route, il reste à savoir comment initier ou accélérer cette transition alimentaire. Les analyses, théories et prescriptions issues du monde scientifique, comme les discours du monde politique, ont leur importance, mais il nous semble qu'un mouvement aussi ample, autant par le nombre d'acteurs concernés - nous sommes tous consommateurs et 50% des humains sont encore producteurs agricoles et/ou alimentaires - que par l'importance des évolutions à opérer, doit naître et se développer au sein du système alimentaire lui-même. Et la bonne nouvelle est que cette transition est en cours grâce à d'innombrables pionniers, déjà engagés sur de multiples chemins de transition. Certains, acteurs des chaînes de production ou de consommation des aliments, portent des initiatives d'alimentation responsable et durable, les IARD, d'autres, les autorités publiques, promeuvent des mesures de politiques publiques en faveur de l'ARD, les MESARD, enfin les uns et les autres initient ou confortent des dynamiques territoriales de transition, les TERARD.

Ces sont ces IARD, MESARD et TERARD que RESOLIS a décidé d'observer, d'analyser et de caractériser pour en faire les bases d'une « Pédagogie de la transition alimen-

taire », une pédagogie des solutions et de l'exemple. L'idée est de constituer des échantillons suffisamment larges pour montrer la diversité des initiatives et la créativité des acteurs, mais aussi pour pouvoir construire des typologies et extraire des sous-échantillons géographiques et thématiques correspondant aux différents types, spécificités, externalités. Ce travail d'observation et de classification n'est pas une fin en soi. Il trouve sa justification dans la valorisation des données et dans la construction d'actions de caractère pédagogique en direction des acteurs des chaînes alimentaires, pour favoriser les changements d'échelle ou les essaimage d'IARD, des autorités publiques, pour promouvoir la diffusion de MESARD, des consommateurs, pour provoquer une évolution de leurs demandes alimentaires.

Cette transition des petits pas est en passe de changer d'échelle. Le mouvement s'inverse lentement dans notre pays. Nous sommes encore loin d'un équilibre du système alimentaire entre composantes mondialisée et territorialisée et d'une inversion des politiques publiques, de la politique agricole commune (PAC) ou des grandes régulations internationales, mais la bataille du consommateur local et sain et la revanche des territoires sont engagées.



Épicerie de l'initiative Subbética Ecológica commercialisant des produits issus de l'agriculture paysanne © CERAI





CE QUE NOUS DISENT LES ACTEURS DE LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Apiculteur dans le Parc naturel régional des Baronnies Provençales © P. Daniel

350 initiatives d'alimentation responsable et durable



Par **Laetitia Roussel**

Stagiaire Programme Alimentation responsable et durable



Par **Violette Divay**

Chargée de mission Programme Alimentation responsable et durable

1. Méthodologie

Le programme Alimentation Responsable et Durable répertorie au sein de l'observatoire RESOLIS plus de 650 initiatives agricoles et alimentaires dans le monde, dont plus de la moitié sont françaises. Ces initiatives sont appelées IARD – Initiatives d'Alimentation Responsable et Durable – et sont publiées dans notre observatoire car elles illustrent des actions concrètes de la Transition Agricole et Alimentaire (TAA). Les 350 IARD françaises étudiées dans cet article reflètent la diversité des solutions innovantes portées par les acteurs de la transition dans nos territoires.

Ces initiatives ont été caractérisées grâce à 4 grandes questions :

→ **Où ?** Quelle est la **localisation** géographique de l'initiative ?

→ **Qui ?** Quel **acteur** porte le projet ? Quelle place occupe-t-il dans la chaîne alimentaire ?

→ **Quoi ?** Quelle est la **finalité** principale de l'initiative au sein de la chaîne de production et de consommation des aliments ? Quel type d'action a été engagé ?

→ **Pourquoi ?** Quelles **externalités positives** ou performances non marchandes l'initiative cherche-t-elle à développer et dans quel domaine ? Quels éléments permettent de la caractériser comme une initiative de transition ?

Ce sont les réponses à ces quatre questionnements ainsi que leur exploitation statistique et infographique qui sont ici présentées. Cet article fait écho à celui du *Journal RESOLIS #4* de mars 2015 « 100 initiatives locales pour une alimentation responsable et durable » qui analysait les 100 premières initiatives collectées dans le cadre de notre programme Alimentation Responsable et Durable (ARD)

→ Historique de l'observatoire

Depuis sa création le programme ARD a évolué et la vision de la TAA s'est affinée. Cette évolution se traduit par un changement dans la méthode de prospection des initiatives de l'observatoire. À la création du programme, l'effort d'identification des initiatives était centré sur la recherche de la diversité des initiatives, le but était de référencer des projets illustrant l'ensemble des maillons de la chaîne alimentaire et agricole. Aujourd'hui l'entrée principale est davantage géographique : l'observation est menée à l'échelle d'un territoire identifié et délimité dans l'objectif d'un repérage plus complet des acteurs et des actions participant à la transition.

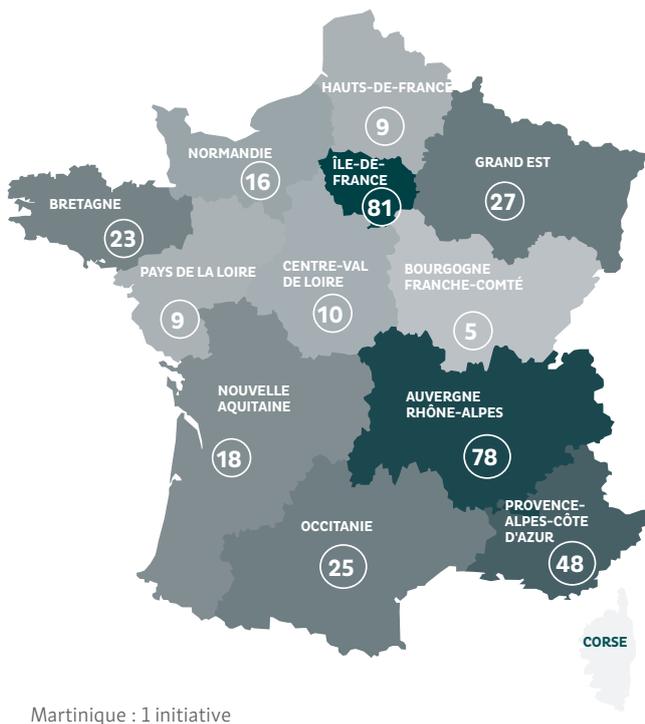
→ 350 IARD

Actuellement l'observatoire compte plus de 400 initiatives répertoriées en France. Nous avons choisi de vous présenter un échantillon limité à 350 d'entre elles afin de garantir

sa qualité et sa pertinence. En effet suite à un travail de vérification mené au premier semestre 2019 par nos équipes une vingtaine d'initiatives a été retirée de l'échantillon pour l'analyse car elles ne sont aujourd'hui plus en activité. Elles restent néanmoins consultables dans [notre observatoire en ligne](#). De nouvelles initiatives viennent continuellement enrichir notre observatoire.

→ Un échantillon, outil d'observation plutôt que d'évaluation

Du fait de la diversité des IARD et de l'enrichissement continu de l'observatoire depuis 2015, cet échantillon met en lumière les caractéristiques des initiatives de transition et permet une exploitation statistique relative. La mise à jour des initiatives de l'observatoire reste un enjeu majeur pour RESOLIS afin de pouvoir réaliser une analyse correcte de son échantillon. Nous sommes heureux d'avoir pu fournir ce travail d'actualisation des données au premier semestre 2019 pour vous présenter un échantillon à jour. Néanmoins, notre analyse reste fondée sur le contenu de fiches renseignées à partir des informations transmises par les porteurs d'initiatives. Notre ambition n'est pas de fournir des clés d'évaluation mais bien d'observation. Ces dernières nous permettent de dégager les grandes tendances qui vous sont présentées dans cette section.



Martinique : 1 initiative

Figure 1. Répartition régionale des initiatives

2. Description de l'échantillon

→ Où ?

Une répartition inégale des initiatives mais toutes les régions représentées

Cette répartition ne reflète pas la proportion réelle de l'implantation des initiatives en France, elle est la conséquence des campagnes RESOLIS d'identification des initiatives qui ont été plus nombreuses dans certains territoires, en fonction d'opportunités de partenariats, de localisation des groupes d'étudiants et des modalités de prospection.

Nous pouvons noter toutefois un très grand dynamisme dans le sud de la France métropolitaine, avec notamment la région Auvergne-Rhône-Alpes (78 IARD) et la Région PACA (48 IARD) qui représentent à elles deux plus d'un tiers de notre échantillon.

→ Qui ?

Des porteurs d'initiatives davantage tournés vers la production agricole et la production de services

Les acteurs de la transition ont été identifiés au travers de six maillons de la chaîne agricole et alimentaire : de la production à la distribution en passant par les services et la valorisation non alimentaire, tous les maillons sont porteurs de projets innovants.

Les **acteurs les plus référencés** dans notre échantillon sont les **acteurs de la production agricole** (à hauteur de 25%), suivis par les **producteurs de services d'accompagnement, d'appui et de financement** (22%). Les distributeurs (14%), les acteurs de la consommation (19%) et ceux

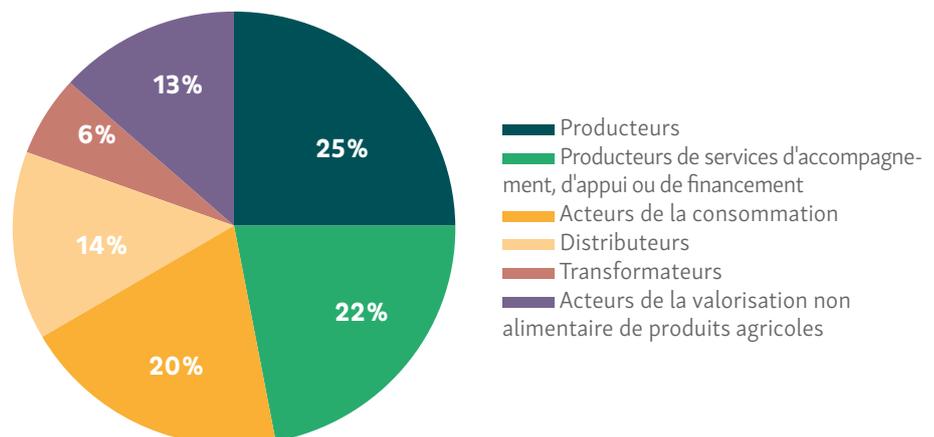


Figure 2. Les types d'acteurs

de la valorisation non alimentaire de produits agricoles (14%) sont présents dans l'échantillon de manière **plutôt équilibrée**. Les **acteurs de la transformation sont sous-représentés** puisqu'ils constituent seulement 6% des porteurs de projet.

→ Quoi ?

Importance des actions autour de la consommation et de la valorisation non alimentaire

Les types d'actions sont également classés par maillon de la chaîne agro-alimentaire, et pour chaque maillon, déclinés en plusieurs catégories. Dans l'échantillon, les activités principales appartiennent au domaine de la consommation alimentaire (76 initiatives) puis à celui de la valorisation non alimentaire de produits agricoles (71).

On note également que les types d'action (le quoi) ne correspondent pas aux pourcentages des types d'acteurs. Cela s'explique par le fait que **certains acteurs de notre échantillon sont référencés pour des actions différentes de leur position dans la chaîne alimentaire**. Ainsi il y a une différence de 7 points entre les acteurs de la production agricole et l'action production agricole. En effet près de la moitié des agriculteurs référencés s'engage dans d'autres activités telles que la valorisation non alimentaire ou la production de services. Notons également que

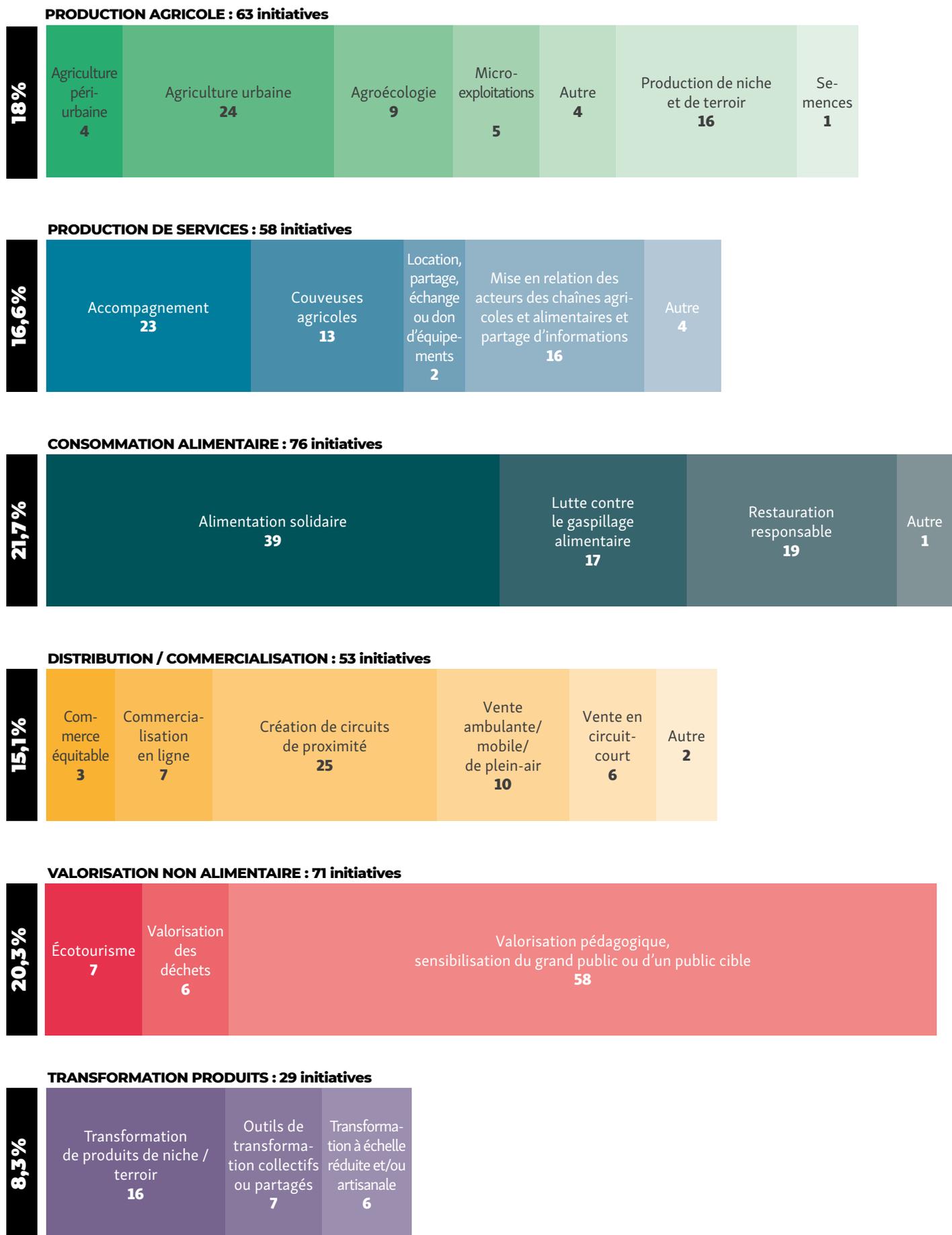


Figure 3. Les types d'actions

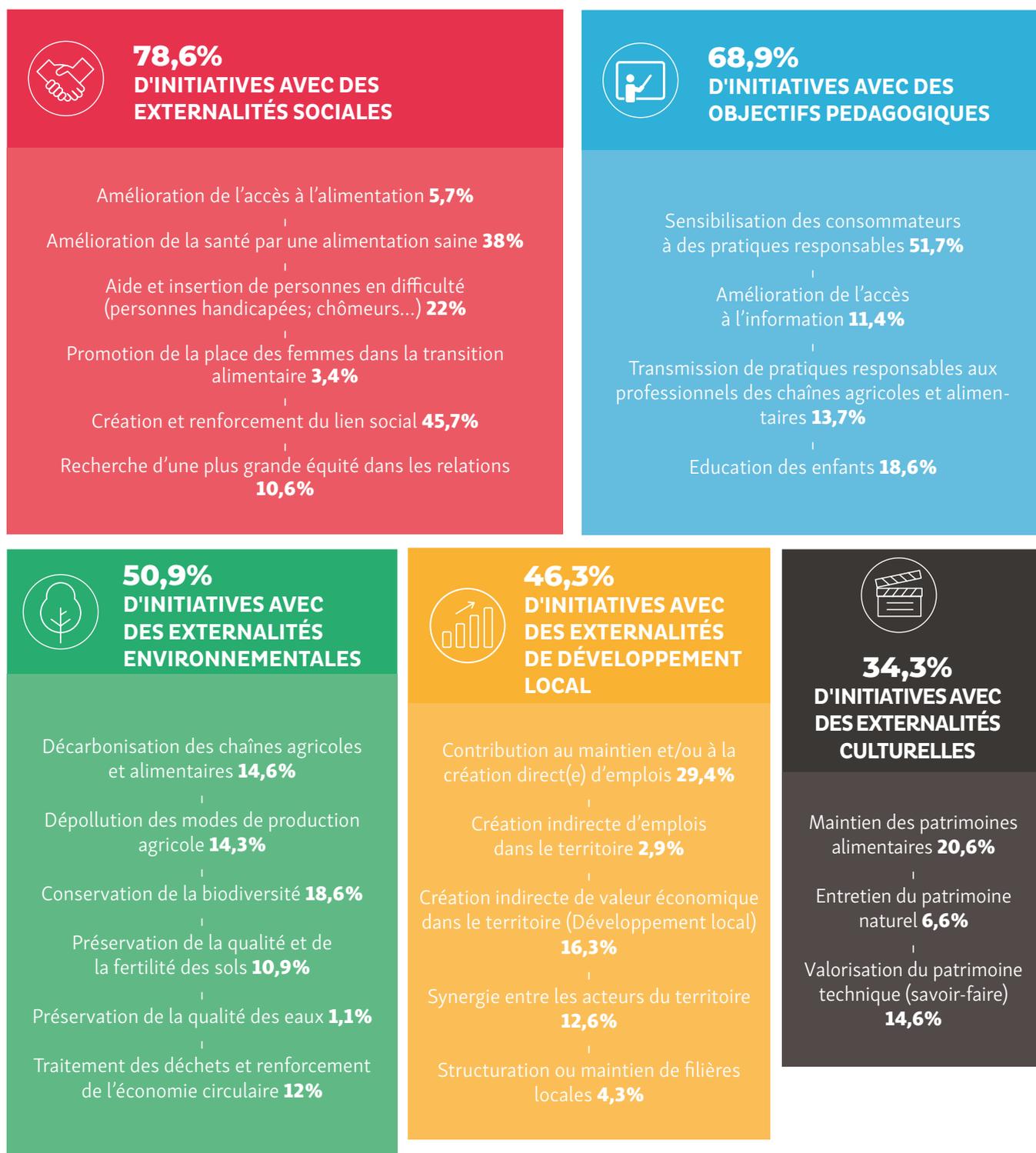


Figure 4. Les types d'externalités

l'activité de transformation est, tout comme les acteurs de la transformation, sous-représentée (8%).

→ Pourquoi ? Quelles sont les externalités positives de chaque initiative ?

La spécificité de la méthode

RESOLIS repose sur la caractérisation de chaque initiative selon ses externalités positives, regroupées en types d'objectifs. En effet, si les questions Qui ? et Quoi ? situent les porteurs de projet et leur activité principale au sein de la chaîne agricole et alimentaire, l'interrogation Pourquoi ? permet

de comprendre les raisons pour lesquelles ces initiatives sont considérées comme de transition. Leur point commun est de vouloir, au-delà de leur performance économique marchande, lutter contre les effets négatifs pour la collectivité du système alimentaire actuel en produisant des externalités ...



Fantine en cuisine © Sylvia Merel

... positives sociales, culturelles, environnementales, pédagogiques et de développement local. Pour chacun de ces 5 domaines, des catégories d'externalités ont été définies, soit 24 au total.

L'étude de l'échantillon met en avant la volonté des initiatives d'impacter plusieurs domaines à la fois. Ainsi 60% d'entre elles produisent des externalités appartenant à au moins 3 des 5 domaines décrits précédemment. Pour chaque initiative, nous retenons donc autant d'externalités positives que déclarées par les porteurs et acceptées après analyse. Cela nous donne un total de 1398 externalités. Exprimées en pourcentage, il est possible d'apprécier leur importance ou fréquences relatives dans l'échantillon des 350 IARD.

Le domaine social est l'objectif le plus répandu puisque 78,6% des initiatives ont une visée sociale. Suit le domaine pédagogique avec 68,9% de l'échantillon qui mettent en place des actions de sensibilisation du public. Ces objectifs sociaux et pédagogiques témoignent de la tendance des initiatives à toucher toutes les populations et à communiquer auprès du grand public pour entraîner des changements dans la demande alimentaire. D'ailleurs on notera que 51,7% des initiatives ont pour objectif de sensibiliser des

consommateurs à des pratiques responsables, 38% d'améliorer la santé par une alimentation saine tandis que 45,7% cherchent à renforcer le lien social.

On observe cependant que seulement 50,9% des initiatives ont pour objectif le champ environnemental. Si cela peut paraître surprenant au premier abord, cela s'explique par le fait que les initiatives ne travaillent pas toutes directement sur la dimension environnementale (conservation de la biodiversité, dépollution des modes de production agricole, ...). Leurs actions se concentrent sur d'autres domaines, entraînant des changements qui auront un impact positif indirect sur l'environnement.

Sur l'ensemble de l'échantillon, près de la moitié des initiatives (46,3%) produisent des externalités positives relatives au développement local tandis qu'une IARD sur 3 s'attache à protéger et développer les patrimoines alimentaires et les savoir-faire techniques.

3. Ce que nous dit l'échantillon

Cette caractérisation de l'échantillon des IARD nous a permis d'observer la pluralité des actions menées au

QUELLE PLACE POUR LE NUMÉRIQUE ?

Les modes de commercialisation en ligne, qui est un moyen plus qu'un objectif, se développent : ils sont le reflet d'une société où le numérique est toujours plus présent. Il joue dans certains cas un rôle de facilitateur, notamment en rapprochant consommateurs et producteurs et en offrant de nouveaux outils notamment collaboratifs.

→ Rendez-vous sur www.resolis.org/journal pour découvrir l'étude TACTIC (Transition Alimentaire Citoyenne et Technologies de l'Information et de la Communication) qui porte sur les pratiques numériques des initiatives de transition agricole et alimentaire, menée en partenariat avec le cabinet Terralim pour la Fondation de France, à paraître fin septembre 2019.

sein des différents maillons de la chaîne agricole et alimentaire. Que retenir alors de cette observation ? Nous souhaitons mettre en avant les tendances qui se dégagent pour ensuite aborder l'impact de ces initiatives avant de conclure sur les leviers d'accélération de la transition.

→ Que retenir ?

Des sujets sociétaux et des « signaux faibles »

• Des tendances « lourdes » dans l'observatoire, reflet des dynamiques de transition dans la société

On observe dans notre échantillon que les deux types d'actions les plus récurrents, « valorisation pédagogique » (16,6% de notre échantillon) et « l'alimentation solidaire » ...

ZOOM : La transition alimentaire dans le secteur de la restauration privée commerciale en Ile-et-Vilaine

Par Clara Ducloyer, Capucine Dupont, Valentine Gerves, Herve Lemeunier

Étudiants du groupe Sciences Po Rennes

De plus en plus d'initiatives sont prises dans le secteur de la restauration commerciale pour tendre vers des pratiques plus durables et responsables. Dans le cadre d'un projet collectif à Sciences Po Rennes, un groupe de quatre étudiants s'est intéressé aux dynamiques de ce secteur en Ile et Vilaine : une étude menée de février à mai 2019 a permis de recenser une douzaine d'initiatives de restauration privée, porteuses des enjeux de transition alimentaire au sein des Pays de Rennes et de Redon. Toutes ces initiatives sont consultables en ligne sur l'observatoire RESOLIS. En voici quelques résultats.

La transition alimentaire en Ile-et-Vilaine : un état des lieux

L'Ile-et-Vilaine se présente comme un terrain favorable aux initiatives de transition alimentaire en restauration privée, notamment grâce à :

- une grande offre de produits locaux (fruits et légumes, les produits de la mer,...) ;
- la présence d'une clientèle, voire même d'une demande sociale, pour une alimentation locale et de qualité ;
- des liens étroits entre les restaurateurs et leurs fournisseurs.

Les restaurateurs qui mettent en place ce type d'initiatives portent une attention particulière à la provenance de leurs produits. Leur engagement ne s'arrête d'ailleurs souvent pas à l'alimentation : ils cherchent à être durables dans

tous les aspects de leurs établissements (tri sélectif, utilisation de produits ménagers écologiques...). Leur engagement professionnel provient souvent de l'évolution de leurs trajectoires personnelles avec une volonté de retour au local, de se rapprocher du terrain et des producteurs (Restaurants Bercaïl et La Petite Ourse).

Dans les établissements de restauration privée, l'alimentation peut également représenter une ouverture vers d'autres domaines socio-culturels, être un « outil » employé à des fins plus vastes : dimension pédagogique pour des populations peu sensibilisées à l'alimentation durable, promotion d'un mode de vie sain ; aspect multifonctionnel de plusieurs établissements étudiés (Ciné Café de Redon, restaurant-escalade Modjo) ; idée de créer des lieux de vie, de dynamiser la vie locale, notamment en milieu rural (Un Café des Possibles).

Les enjeux dans le lancement et la pérennisation de ces projets dans la restauration privée

La volonté des restaurateurs de s'approvisionner en local et en produits durables peut se voir limitée par la difficulté de se fournir en bio et/ou en local, notamment pour des produits « exotiques » (thé, chocolat,...). De plus, la multiplication des fournisseurs est coûteuse en termes de temps. Ces contraintes peuvent toutefois pousser les restaurateurs vers des solutions innovantes : la pâtisserie 16h30 utilise par exemple des légumes provenant

d'Ile-et-Vilaine dans ses recettes de gâteaux.

D'autre part, la transmission des valeurs portées par ces initiatives doit être encouragée. Pour favoriser la promotion de ces savoir-faire et les transmettre à la future génération de restaurateurs, des rapprochements entre les porteurs de ces initiatives et les écoles professionnelles seraient bienvenus.

Enfin, bien qu'en expansion croissante, les pratiques durables et responsables en restauration commerciale sont encore mal connues et peu appuyées : manque de soutien des pouvoirs publics et absence de reconnaissance institutionnelle. La clientèle n'est pas toujours sensible ou consciente de la dimension durable du restaurant. Elle peut même parfois se montrer réticente vis-à-vis d'une cuisine bio, assimilée à des prix plus élevés. Cela explique le fait qu'un restaurant puisse revêtir une autre dimension, sociale ou pédagogique, pour atteindre un nouveau public (ferme-auberge, restaurant-escalade, ciné-café,...).

À RETENIR

Les projets de transition alimentaire dans la restauration privée sont de plus en plus nombreux. Un territoire comme celui de l'Ile-et-Vilaine apparaît comme un incubateur : la proximité entre les fournisseurs et les restaurateurs et la présence d'une clientèle sensible à ces thématiques facilitent le choix du bio et du local.



La Patte Jeanjean, une fabrique de pâtes locales à partir d'anciennes variétés de blé cultivées dans le Perche. © la Patte Jeanjean

... (11,1%), placent les citoyens au cœur des dynamiques de transition agricole et alimentaire, ce qui se voit confirmé par la prépondérance des externalités à visée sociale et pédagogique. Cette tendance est le reflet du rôle central qui est attribué aux citoyens dans le débat public : ils deviennent des consomm'acteurs, en prêtant de plus en plus attention aux critères environnementaux et sociaux dans leur choix de consommation. La responsabilisation et la moralisation du consommateur seraient un puissant levier d'action pour influencer sur l'ensemble des maillons de la chaîne agricole et alimentaire.

Notons qu'une grande part des initiatives de sensibilisation se situent en zone urbaine, dans les bassins de consommation. C'est le cas des projets d'agriculture urbaine qui illustrent la prise en main et/ou l'exigence accrue des consommateurs envers leur consommation alimentaire. Si l'agriculture urbaine seule ne peut pas nourrir la ville, elle a l'avantage de remettre les préoccupations sociales et pédagogiques au centre du débat. En sensibilisant les habitants à la question agricole et alimentaire en ville, elle permet alors d'atteindre un bassin de consommateurs urbains, éloignés souvent des préoccupations du monde rural.

Les circuits courts et de proximité : partout, même dans votre supermarché

Parmi les initiatives de distribution et de commercialisation de notre échantillon presque la moitié ont pour

objectif la relocalisation de l'alimentation à travers la création de circuits de proximité géographique tandis qu'une sur 10 travaille à la réduction du nombre d'intermédiaires de la chaîne alimentaire dans le cadre de la création de circuits-courts (un seul intermédiaire maximum). La présence de nombreux projets autour de ces thèmes dans l'échantillon reflète l'engouement autour des produits locaux et du soutien aux producteurs.

• Des initiatives moins (re)connues mais porteuses d'avenir

L'étude de l'échantillon nous a permis d'illustrer des tendances de fond et aussi de mettre en lumière des pratiques moins connues, soit parce qu'elles sont peu évoquées dans le débat public - alors qu'elles apparaissent fondamentales pour la transition et la construction de systèmes alimentaires territoriaux-, soit parce que ce sont des thématiques émergentes.

La restauration commerciale : de l'appétit pour la transition ?

La restauration commerciale (chaîne de restaurants, artisans restaurateurs, etc.) représente plus de 53 milliards d'euros hors taxes selon le Gira Food Service¹, soit 2,5 fois le poids du secteur de la restauration collective. Si elle ne fait pourtant pas l'objet de la même attention que cette dernière, de plus en plus de restaurateurs souhaitent s'inscrire dans la transition alimentaire,

en s'approvisionnant localement, en utilisant des produits bio ou encore en sensibilisant leurs clients à une alimentation responsable. En 2018-2019 un groupe d'étudiants de Sciences Po Rennes a travaillé sur le thème de la restauration responsable dans la restauration commerciale. La synthèse p. 19 présente leur travail.

Rôle des outils de transformation pour l'établissement de filières locales

La sous-représentation des initiatives de transformation dans notre échantillon reflète la suprématie de l'industrie dans la transformation des produits agricoles. La transformation à moindre échelle est pourtant essentielle dans la construction de filières locales et de systèmes alimentaires territorialisés. Ainsi, seulement 16 initiatives ont une activité de transformation de produits de niche et de terroir et 6 autres une activité de transformation à l'échelle réduite et/ou artisanale.

La transformation est le maillon souvent manquant entre producteurs, distributeurs locaux et consommateurs. Les activités de transformation permettent pourtant de conserver une valeur ajoutée dans le territoire, de réduire les distances de transport et d'assurer des débouchés supplémentaires au niveau local aux producteurs.

Les outils de transformation collectifs ou partagés offrent un modèle différent et complémentaire où hommes et femmes se réunissent

1. http://www.girafoodservice.com/publications/2018/142/foodservice_france_2018.php



Récolte du Potager de Beaumesnil © 1001légumes

Alimentation mais pas seulement : les tiers-lieux et les espaces de pluriactivités

L'exercice de caractérisation a mis en avant l'importance des initiatives qui travaillent sur plusieurs maillons de la chaîne et qui parfois intègrent des activités non alimentaires. Ce regroupement d'activités a des finalités variées : la première est la sécurisation financière par la complémentarité des activités. La seconde est la redynamisation du territoire en attirant sur un même lieu des artisans porteurs d'une activité économique. Un exemple, celui de **La FÉE du Pont Gros**, entreprise agricole diversifiée qui associe jardins partagés et ateliers créatifs autour du recyclage, parrainage de chevaux sauvés de la boucherie, élevage de porcs plein air et vente directe des produits transformés à la ferme. Pluriactivité et tiers-lieux ne sont pas nouveaux mais répondent à un besoin croissant de pouvoir concentrer en un même lieu différentes fonctions pour un impact décuplé.

→ Impacts et performances de ces initiatives

La caractérisation RESOLIS donne les clés pour observer les externalités positives des initiatives et leurs performances qui s'inscrivent dans la transition agricole et alimentaire. Celle-ci repose sur trois évolutions : une reterritorialisation du système alimentaire, une révolution agroécologique de la production agricole et l'affirmation d'une démocratie alimentaire. •••

pour faire fonctionner un outil qui ne serait pas forcément viable dans un schéma économique traditionnel. Un exemple, celui d'**Apto 84** (24 agriculteurs s'auto-organisent autour de leurs unités mobiles de pressage) où le regroupement de professionnels permet de maintenir une activité de transformation à l'échelle territoriale.

Diversité des formes d'organisation

Les formes d'organisation au sein des initiatives de l'échantillon sont nombreuses. Certaines d'entre elles sont parfois décrites comme innovantes en raison de leur gouvernance. Le mot "gouvernance" très employé est souvent très flou. L'analyse de l'organisation et du mode de gestion des IARD de l'échantillon fait apparaître des pratiques très diverses. Celles-ci nous montrent qu'il n'y a pas de modèle prédéfini ou de nécessité d'innovation dans la « gouvernance » qui soient requis pour réussir un projet, et cela quel que soit le maillon de la chaîne.

Trois exemples : Celui d'**Alter-Conso**, une coopérative de distribution de paniers de produits agricoles locaux dans l'agglomération lyonnaise. Elle se démarque par une absence de hiérarchisation et de spécialisation chez les salariés de la structure qui contribuent à l'ensemble des tâches. Du côté de la consommation alimentaire, l'exemple des coopératives de consommateurs, qui existent depuis le 19^{ème} siècle mais qui refleurissent partout en France comme **Coopaparis**, et qui conjuguent souvent démocratie participative et création de lien social pour promouvoir une alimentation de qualité à des prix accessibles pour tous. Enfin concernant la production, l'exemple du **GAEC de Trevarn**, qui est passé d'une ferme herbagère à un écosystème d'activités grâce à un projet collectif alliant solidarité et indépendance économique. Ici aucune forme originale de gouvernance, il s'agit juste d'un bon fonctionnement collectif.



ÉTUDE « IMPACT DE LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE SUR L'EMPLOI » : ÉTAT DES LIEUX & PROPOSITIONS

À partir de l'analyse du recensement agricole (2010) et de plus 1500 initiatives d'alimentation responsable et durable, proposées par RESOLIS, La NEF, la FNAB, le RENETA et la FRCIVAM de Bretagne, Terralim et RESOLIS ont montré en effet que la transition alimentaire était quasiment toujours favorable à la création d'emplois.

<https://www.resolis.org/journal>, Mars 2019



Diversité et pratiques écologiques dans une microferme du Sud-Ouest © Kevin Morel

ZOOM : Les microfermes au cœur de systèmes alimentaires durables



Par Kevin Morel

Chargé de recherche à l'INRA, UMR SADAPT

Actuellement, une installation agricole sur trois est menée en France par des personnes hors-cadre familial, souvent non issues du milieu agricole. Parmi ces nouvelles installations, les microfermes maraîchères biologiques font l'objet d'un engouement croissant. Cet intérêt s'explique d'abord pragmatiquement au regard des faibles surfaces et investissements nécessaires comparés à d'autres productions, pour des porteurs de projets sans capital agricole familial et pour qui l'accès au foncier est un vrai défi. De plus, ces systèmes alternatifs répondent aux aspirations écologiques et sociales fortes d'un « retour à la terre » qui est avant tout un projet de vie global.

À contre-pied de l'agrandissement agricole, les microfermes revendiquent la possibilité de vivre sur de très petites surfaces (inférieures à 1,5 ha par équivalent temps plein qui était classiquement la norme minimale en maraîchage bio). À l'opposé de la tendance à la spécialisation, elles défendent l'idée de pouvoir cultiver

une grande diversité de légumes (au moins une trentaine) pour fournir une large gamme de produits en circuits courts et créer des écosystèmes résilients et esthétiques. Elles remettent également en cause la nécessité absolue du recours au tracteur en défendant la possibilité de réfléchir au cas par cas au niveau approprié de motorisation (petit motoculteur, travail manuel, etc...). Ces initiatives se réfèrent souvent à des sources d'inspiration alternatives comme le maraîchage biointensif, la permaculture et l'agriculture naturelle.

Comme pour tout projet agricole, l'atteinte d'une rémunération décente du travail est un défi complexe, surtout les premières années, et demande de la formation, de la préparation et de l'expérience. Cependant, une thèse¹ menée à l'INRA a montré que les microfermes pouvaient atteindre une viabilité économique identique voire supérieure à d'autres types d'installations agricoles par une intensification de la production par unité de surface (travail manuel, associations

de cultures, successions rapides) et une baisse des charges permises par des pratiques écologiques et un bas niveau d'équipement.

Les microfermes contribuent à créer de l'activité dans les campagnes, à produire de l'alimentation saine de proximité tout en préservant les ressources. Elles peuvent être les maillons de dynamiques locales en s'intégrant à des exploitations agricoles existantes plus grandes comme un nouvel atelier ou comme pièce d'un « écosystème d'activités » (intégrant aussi petits élevages, fromageries, paysans-boulangers etc...) dans des installations collectives plus larges. Le rôle des microfermes dans une transition plus large des territoires fait l'objet de recherches en cours.

EN SAVOIR PLUS

¹Morel, K. 2018. *Viabilité des microfermes maraîchères biologiques. Diffusion des principaux résultats de thèse. Rapport pratique à partir d'une thèse de doctorat réalisée à UMR SADAPT, INRA, AgroParisTech, Université Paris-Saclay.* <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01930607>

Morel, K., 2019. *Installation collective néo-paysanne: ensemble vers d'autres modèles.* POUR, (234-235) : 153-161.

...

• **Re-territorialisation, pour des processus de développement local et une redynamisation des territoires**

Le développement local

Deux indicateurs de cette re-territorialisation sont le maintien et la création d'emploi. Dans notre échantillon 29,4% des initiatives déclarent avoir pour but le maintien et/ou la création directe d'emplois, ce qui est cohérent avec les résultats de l'enquête réalisée par le cabinet de conseil Terralim et RESOLIS pour la caisse des dépôts qui souligne l'impact positif de la TAA pour la conservation et la création des emplois locaux non délocalisables.

Le maintien et la création d'emplois sont renforcés lorsque tous les acteurs de la transition de la chaîne agricole et alimentaire sont présents sur le territoire. Cet effet de maillage et de dynamisation du territoire est d'après RESOLIS possible grâce aux trois autres externalités positives liées au développement local : la création de dynamique économique dans le territoire, l'établissement d'une synergie entre les acteurs du territoire, la structuration ou le maintien de filières locales. L'observatoire RESOLIS totalise 46% des initiatives possédant au moins une externalité relative au développement local. Ce chiffre peut sembler bas, mais seules sont comptabilisées les initiatives qui mènent des actions visibles dans ce sens. Néanmoins, la grande majorité des IARD ont nécessairement un impact sur leur territoire puisqu'elles participent à le mailler et à en renforcer l'attractivité. Un exemple, celui de l'association du **Potager de Beaumesnil** qui promeut une agriculture diversifiée et durable auprès d'un public rural, composé à la fois de consommateurs et d'agriculteurs. D'un côté, ses activités pédagogiques permettent de créer du lien social à travers le réseau de bénévoles et l'organisation d'animations auprès de

divers publics. De l'autre côté ses activités de maraîchages en agriculture biologique permettent le développement d'une offre en produits frais et de qualité, tout en démontrant aux agriculteurs environnants qu'il est possible de produire en biologique et de s'en sortir. De plus la structure apporte un dynamisme à la commune et à ses environs grâce à ses activités.

Le patrimoine culturel, pour le maintien des spécificités locales et des savoir-faire

RESOLIS a identifié des externalités culturelles participant activement à la sauvegarde des patrimoines alimentaires et culturels mais aussi des savoir-faire, primordiaux pour la transition alimentaire. L'objectif de transmission de pratiques responsables aux professionnels de la chaîne agroalimentaire participe de la même façon au renouvellement des agriculteurs et des artisans des métiers de bouche, et contribue au maintien d'un patrimoine gastronomique du champ à l'assiette à travers l'ensemble du territoire. Un exemple, celui du Réseau marseillais **BOU'SOL**, qui essaime les boulangeries « Pain et Partage » bio, locales et solidaires et qui forme de nouveaux professionnels. Des projets à visée pédagogique ont parfois également un impact culturel sous-jacent. C'est le cas du documentaire : *À la recherche des femmes chefs* qui promeut les femmes artisans et soutient la naissance de nouvelles vocations féminines dans ce secteur.

• **Révolution agroécologique, pour des processus de production agricole respectueux de la santé de la nature et des hommes**

Des impacts sur l'environnement, en filigrane

Les initiatives ne travaillent pas directement toutes sur leurs performances environnementales mais la plupart le font de manière indirecte. Le programme **Alimentaire mon**

cher Antton! est par exemple un outil d'éducation pour sensibiliser les enfants à une alimentation saine, de qualité et éco-responsable ce qui contribuera in fine à des pratiques alimentaires plus respectueuses de l'environnement (agriculture biologique, décarbonisation de la chaîne alimentaire).



Part de l'agriculture biologique dans les initiatives

L'offre tirée par la demande en produits biologiques

La demande en produits biologiques est en augmentation constante ces dernières années : la valeur des achats alimentaires a connu une croissance de 15,7% entre 2017 et 2018 et le chiffre d'affaire du bio a plus que doublé en 5 ans d'après l'Agence Bio. Toute la chaîne alimentaire est dépendante de la chaîne agricole et on observe qu'une demande toujours plus forte oriente les producteurs vers le bio. D'après l'Agence bio², 69% des produits biologiques consommés en France sont d'origine nationale, mais seulement 42% des fruits bio sont français. Le développement de la production bio est donc en retard sur la progression de la demande. Cette croissance se retrouve aussi au sein de notre échantillon : 52% des IARD mettent en avant les produits biologiques alors qu'elles n'étaient que 47% lors de la publication RESOLIS « 100 initiatives d'alimentation locale » en 2015. Les initiatives visent également à répondre à la demande dans des territoires éloignés des grands centres urbains. C'est le cas du **MarchéBus** qui permet d'accéder à des produits biologiques dans le territoire rural de l'Alsace du Nord.

...

2. Agence bio : Les chiffres 2018 du secteur bio. Un ancrage dans les territoires et une croissance continue. https://www.agencebio.org/wp-content/uploads/2019/06/DP-AGENCE_BIO-4JUIN2019.pdf

Le bio, un bon indicateur de la progression de la transition agricole et alimentaire, mais une évolution incertaine entre marketing AB et changement sociétal

Grâce à une demande toujours plus forte, la production biologique progresse. Porté à l'origine par des militants, soucieux des valeurs de respect de l'environnement, des saisons et des hommes, l'intérêt pour le biologique se retrouve de plus en plus chez les consommateurs grand public mais aussi dans le discours commercial. La Grande et Moyenne Distribution augmente son offre en produits labellisés AB pour répondre aux besoins des consommateurs. Néanmoins, on peut s'interroger sur la qualité et le coût environnemental de certains produits issus de ces circuits où l'intérêt commercial prime. Le débat récent autour de la pertinence de produire hors saison des tomates labellisées AB en est l'exemple. Les détracteurs dénoncent l'absurdité environnementale de produire en hiver en France des tomates dans des serres chauffées, ce qui génère un coût environnemental élevé (émissions de CO₂, désorientation de la faune aux alentours) même si aucun intrant chimique n'est utilisé.

• Démocratie alimentaire, pour une alimentation de qualité pour tous

Aux deux piliers de la transition alimentaire, le pilier économique, celui de la reterritorialisation du système alimentaire, et le pilier environnemental, celui de la révolution agroécologique, nous ajoutons un troisième pilier de caractère social, celui de la démocratie alimentaire, qui s'incarne dans la volonté de permettre à tous les citoyens d'accéder à une alimentation de qualité. Ce troisième pilier se décline en trois principes démocratiques :

Un accès à l'alimentation pour tous

Selon le baromètre Ipsos – Secours

populaire, 20% des français soit 13,3 millions de personnes se trouvent dans une situation de plus ou moins forte insécurité alimentaire en 2018 tandis que 4.8 millions d'entre eux font appel à l'aide alimentaire, selon la DGCS en 2015. De nombreuses initiatives de notre échantillon concernent la lutte contre la précarité alimentaire, comme celle du [Marché Ambulant du Perche](#) qui collecte et distribue une aide en zone rurale pour améliorer l'accès à l'alimentation.

Des produits de qualité pour tous

Un nombre croissant d'initiatives prend également en compte l'importance de la qualité des aliments distribués afin de garantir un accès pour tous à des produits sains. Ce principe est bien intégré dans les initiatives de notre échantillon : 38% des IARD ont en effet pour objectif d'« Améliorer la santé grâce une alimentation saine ». Un exemple, l'épicerie solidaire étudiante [LieuU'topie](#) qui favorise l'accès à des produits biologiques à des personnes qui n'ont pas les moyens d'y accéder. Ce type d'initiative est complémentaire aux actions sensibilisation sur le « manger bien » menées auprès des enfants ou des adultes tels que les défis "[Famille à alimentation positive](#)" de Corabio.

Participation des citoyens et souveraineté alimentaire

La démocratie alimentaire signifie aussi la volonté d'inclure dans la gouvernance alimentaire l'ensemble des citoyens. Au-delà d'une inclusion dans des instances de programmation et de décision en matière d'alimentation, nous retrouvons dans cet objectif de démocratisation alimentaire, les besoins d'information, de formation et de communication. De nombreuses initiatives répondant à ces besoins sont référencées dans notre échantillon. Dans le *Journal RESOLIS*³ que nous avons consacré à ces questions - « [La lutte contre la précarité alimentaire, 60 initiatives locales pour une alimentation](#)

solidaire » -, nous avons proposé un « indicateur de démocratisation » des initiatives reposant sur la participation des personnes concernées aux actions de solidarité alimentaire, de gouvernance, de financement et également à la production et à la distribution des produits.

4. Quels leviers pour aller plus loin ?

L'analyse des difficultés et des atouts déclarés par les porteurs des initiatives de l'observatoire nous a permis de dresser un tableau des défis à surmonter pour permettre l'accélération de la transition.

• Les principales difficultés rencontrées

Sans surprises, trois difficultés principales sont le plus souvent mentionnées : le manque de temps, les problèmes de financement, la mobilisation et la gestion de bénévoles. Elles sont en partie liées au statut associatif de nombreuses IARD (54%). Le modèle économique, et souvent son absence, est un véritable enjeu pour la pérennité et la stabilité de ces organisations, souvent petites et fragiles, notamment lors de leurs premières années. 67% des initiatives de notre échantillon compte moins de 10 ans d'existence, l'enjeu de leur pérennisation est particulièrement critique.

• Les facteurs de réussite

Les difficultés ne manquent pas, mais les facteurs de réussites sont eux aussi nombreux. L'engagement des personnes donne une forte résilience à ces initiatives, il en va de même de l'appartenance à des réseaux et de la possibilité de bénéficier de services apportés par des associations, elles-mêmes fortement engagées dans le grand mouvement de transition. Le

3. https://www.resolis.org/upload/journal/document/38_20180123_journal19_preca_alim_web.pdf

partage de connaissance et les liens avec d'autres structures, au niveau local ou national, s'avèrent être des moyens particulièrement essentiels pour aider les IARD à se consolider. À échelle locale, l'ancrage territorial permet de développer les synergies et de renforcer la solidarité entre acteurs et le partage de connaissance.

• Pour porter plus loin la transition, s'appuyer sur les initiatives pionnières

Ces retours d'expériences montrent le rôle essentiel joué par les actions pionnières dans la dynamique de transition. Il se manifeste par un double mouvement de changement d'échelle et d'essaimage des initiatives locales d'ARD. Pour exprimer pleinement ce double mouvement les initiatives pionnières, nos IARD, ont besoin d'être accompagnées et appuyées. Elles ne sont pas toute la transition alimentaire, loin s'en faut, mais elles en sont l'avant-garde. De quel accompagnement et de quels appuis s'agit-il ?

L'observation et l'échange des expériences, des connaissances et des savoirs en matière de transition alimentaire :

L'avancée des connaissances, le plus souvent obtenues par l'observation des expériences locales et l'échange entre pairs, est la première clé de la dynamique de la transition alimentaire. Les expériences acquises par des pairs constituent le premier matériau pour la construction d'une « pédagogie de la transition agricole et alimentaire ». Pour les acteurs du système alimentaire, une telle pédagogie de l'exemple et des solutions ne remplace pas mais est plus convaincante qu'un discours politique ou que des prescriptions de caractère scientifique, issues des laboratoires.

L'accompagnement et l'appui pour un changement d'échelle des initiatives probantes mais locales

Pour les IARD, qui en ont le potentiel et dont les porteurs le souhaitent,



Atelier pédagogique à l'Oasis Rigaud © Le mat Drôme

des services d'accompagnement, d'appui et de financement pourront les aider à changer d'échelle. D'après l'enquête que nous avons menée en 2015 sur notre premier échantillon de 100 IARD et le sondage fait en 2018 sur un échantillon de plus de 1500 initiatives locales - échantillon obtenu par l'agrégation des différentes cohortes (RESOLIS, La NEF, la FNAB, la FRCIVAM Bretagne) -, nous avons constaté que seulement 20% des porteurs de IARD avaient le souhait de changer d'échelle ! Pour les 80%, une fois passées les premières années, souvent difficiles, sécurisées leurs initiatives et stabilisés quelques emplois, on note peu de désirs de changer d'échelle synonyme de recrutement, et peut-être d'un passage au prudhomme, d'endettement et de risques financiers, de changement de statuts et de risques juridiques. Mais cependant, les 20%, plus entrepreneurs, souvent situés vers les maillons aval des chaînes agricole et alimentaire - distribution, restauration, consommation -, portent des projets ambitieux, notamment en termes de création d'emplois. Pour ces 20%, l'accès à des services d'appuis de différentes natures, notamment bancaires, est alors déterminant.

L'accompagnement et l'appui à des processus d'essaimage

Nous retrouvons là les 80% qui,

toujours d'après nos enquêtes de 2015 et de 2018, sont dans leur grande majorité très favorables à encourager l'essaimage de leurs initiatives si de nouveaux acteurs souhaitent se lancer. L'accès à une pédagogie, reposant sur l'accueil, l'échange, la formation, la mise en réseaux, devient nécessaire. De tels outils et organisation existent, mais ils ont besoin d'être soutenus et pérennisés.

Derrière la volonté de porter plus loin la transition alimentaire et de permettre aux initiatives pionnières de jouer ce rôle d'avant-garde, nous souhaitons dire, et ce sera notre conclusion, que se profilent des mesures de politiques publiques spécifiquement dédiées au renforcement de cette pédagogie de la transition alimentaire. Engagée dans le repérage, l'analyse et la caractérisation des IARD, RESOLIS s'est tournée dès 2016 vers les collectivités territoriales et le repérage de ces mesures de politiques publiques dédiées à la transition, les MESARD, puis, vers la combinaison des IARD et des MESARD, qui transforme les territoires en territoires d'ARD, les TERARD. La présente étude des IARD n'est donc que le premier volet d'un triptyque IARD/MESARD/TERARD, un triptyque sur lequel se construit l'action de RESOLIS et de ses partenaires.

De l'initiative singulière à la transition territoriale

Vers une carte de France de la transition agricole et alimentaire



Par Gilles Maréchal

Fondateur du cabinet TERRALIM, il accompagne depuis plus de 20 ans les démarches de stratégies alimentaires.



Par Doriane Guennoc

Urbaniste et géographe consultante chez TERRALIM, elle travaille sur l'organisation de systèmes alimentaires territorialisés.

Les initiatives d'alimentation dessinent une multiplicité de voies pour stimuler la transition agricole et alimentaire. Mais chacune à son niveau n'a que des effets limités, et ne génère pas un mouvement d'ensemble. Le pari et la conviction portés par RESOLIS et ses partenaires sont que c'est l'agrégation de démarches territoriales qui est la plus pertinente pour changer d'échelle. Ce qui pose la question de savoir comment les projets localisés dans un même espace se joignent, s'articulent, se renforcent pour générer un avenir différent ou au contraire se concurrencent et s'étouffent.

Mais comment apprécier la profondeur de la transition sur un territoire ? Quels peuvent être les indicateurs qui laissent penser que quelque chose est en train de se passer, structurellement, à tel endroit ? Comment apprécier les évolutions ?

L'opportunité de proposer une première approche s'est déclarée à la jonction de 2 projets : → d'une part, une étude confiée par la Caisse des Dépôts et Consignations à l'association RESOLIS et au cabinet Terralim. Elle visait à explorer en quoi les pratiques de transition agricole et alimentaire génèrent un contenu

en emploi supposé plus important que les pratiques conventionnelles, à engagement financier comparable. Les travaux ont vite révélé la faiblesse de l'information disponible pour éclairer cette question de manière rigoureuse, en particulier faute d'indicateurs de transition.

→ d'autre part, le projet Frugal, formes urbaines et gouvernance alimentaire. Inscrite dans le programme « pour et sur le développement régional », cette recherche-action vient éclairer comment la fonction alimentaire des villes interagit avec leur configuration physique, environnementale et sociale. Elle a mis au point une méthode qui permet de décrire les pratiques de production agricole à l'échelle d'une aire urbaine, en fonction de variables pertinentes dans le débat sur la transition.

Des indicateurs de transition

Le rapprochement entre le besoin ressenti par le premier travail et l'éclairage que peut apporter le second a permis de passer de l'échelle de la zone urbaine à tout le territoire national. La méthode développée pour Frugal à l'université de Caen, au sein du laboratoire ESO, s'appuie sur des données établies : celles du recensement agricole de 2010, où 516 152 exploi-

tations peuvent être et ont été traitées. Bien entendu, le recensement ne comporte pas de rubrique « exploitation en transition ou non ». Il fallait donc trouver un biais pour y éclairer les processus de transition agricole et alimentaire à l'échelle des territoires. Pour cela, deux hypothèses ont été posées :

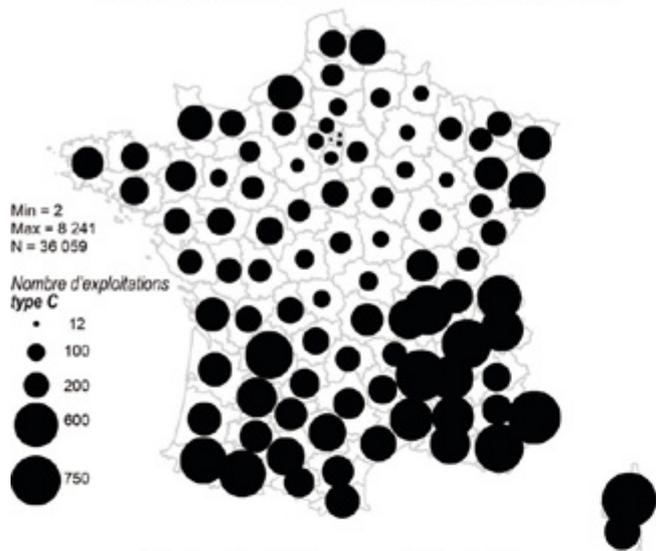
→ La première porte sur le rôle moteur de la production agricole, conclusion de l'étude sur l'emploi. Elle postule que ce secteur est déterminant pour accompagner une transition qui s'exprime aussi dans le secteur de la transformation, celui de la distribution et celui des services et fournitures associés. L'observation des dynamiques territoriales montre en effet que dans les régions où un type de production (élevage, céréales) dessine l'essentiel du paysage agricole c'est **la disponibilité d'une offre diversifiée qui constitue le facteur limitant.**

→ La deuxième hypothèse est que parmi les données disponibles, **deux variables sont révélatrices de la profondeur de la transition : l'agriculture biologique et les circuits courts.** Elles ont été choisies non comme délimitant à elles deux un domaine que l'on pourrait appeler « transition » mais comme les seules données

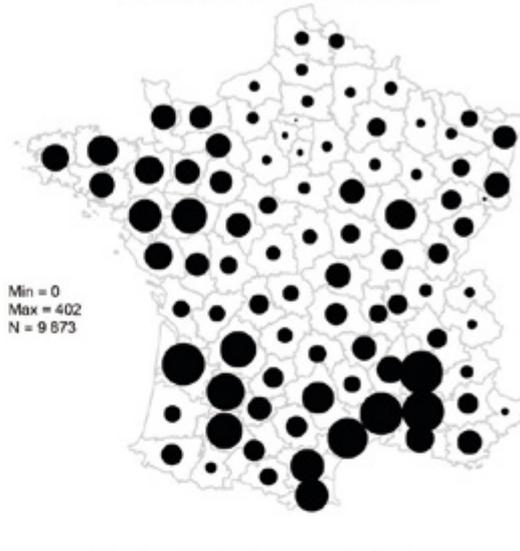


Il est possible, à partir d'indicateurs simples, d'avoir une approche quantitative et géographique sur les transitions agricoles et alimentaires en cours. »

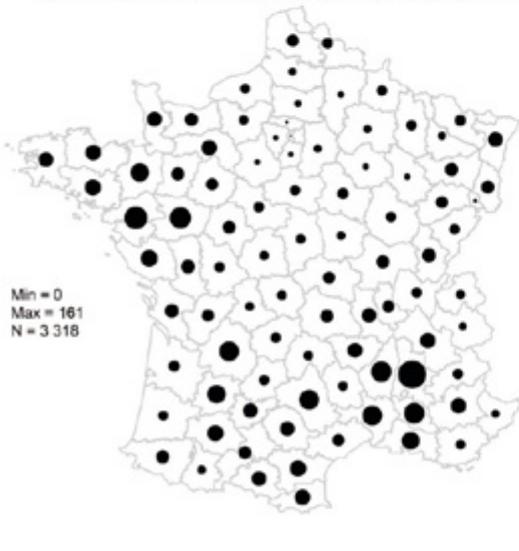
Nombre d'exploitations en agriculture conventionnelle et réalisant plus de 50% du chiffre d'affaires en circuit court (C)



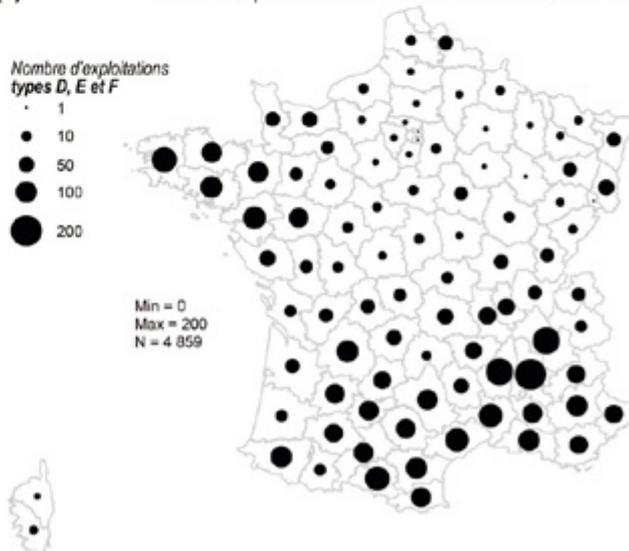
Nombre d'exploitations en agriculture biologique et commercialisant en circuit long (D)



Nombre d'exploitations en agriculture biologique et réalisant moins de 50% du chiffre d'affaires en circuit court (E)



Nombre d'exploitations en agriculture biologique et réalisant plus de 50% du chiffre d'affaires en circuit court (F)



Source : Recensement Agricole 2010, Agreste/CASD - Conception : M. Bermond et P. Guillevin, UMRI ESQ, 2018

Min : valeur minimale ; Max : valeur maximale ; N : effectif.

disponibles à grande échelle, de façon fiable, qui entretiennent un lien direct avec la transition. L'une porte sur le système de production, l'autre sur celui de la commercialisation, ce qui permet de sortir de « l'agricolo-agricole ».

La rencontre entre les deux démarches a des limites, liées notamment à la source de données, qui date de 2010. Tous constatent la rapidité des évolutions en cours dans le système alimentaire, avec un quasi-doublement des effectifs dans les entreprises du secteur bio en 4 ans. Nous n'entretenons pas l'illusion que des données datant de 2010 illustrent l'état de la transition agricole et alimentaire dans les territoires en 2019. Mais elles montrent « d'où l'on part », et ce faisant proposent une base pour que le futur recensement agricole de 2020 permette de constater les évolutions et leurs différentiels géographiques.

Une classification des exploitations, applicable à tout territoire dans les limites du secret statistique, a été élaborée. Elle se base sur la pratique ou non de l'agriculture biologique, et celle des circuits courts, à raison de plus ou moins de 50% du chiffre d'affaires. Ont été considérées comme « indicatrices de transition » les exploitations en agriculture biologique, quel que soit leur mode de commercialisation, et les exploitations non-certifiées bio vendant en circuits courts à plus de 50%. Elles représentent une exploitation sur 8 à l'échelle de la France, avec une forte domination des exploitations non-biologiques en circuits courts, qui fournissent les deux tiers des effectifs. À l'époque, les exploitations bio ne représentaient que 3,6% des exploitations françaises.

Sans surprise, on note à l'échelle nationale une sur-représentation des fermes maraîchères et en polyculture-élevage parmi les « indicatrices de transition », ainsi que des petites fermes, surtout liées aux circuits courts.



Tommes des Bauges © Parc Naturel Régional du Massif des Bauges / Gilles Lansard

Une première exploitation « à plat » à l'échelle départementale montre des situations bien différenciées selon les 4 types indicateurs de transition. Au sud d'une ligne Besançon-Bordeaux, tous les types de fermes indicatrices sont plus représentés qu'au Nord. Mais on y note la forte présence d'exploitations en circuits courts issus de l'agriculture conventionnelle, et on peut deviner le poids des régions fromagères et viticoles (sur l'agriculture biologique en circuits longs pour ces dernières).

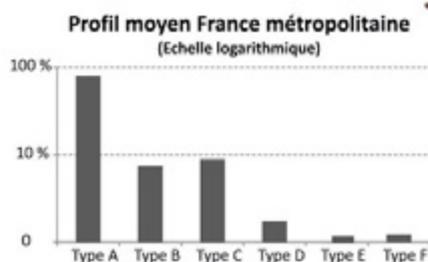
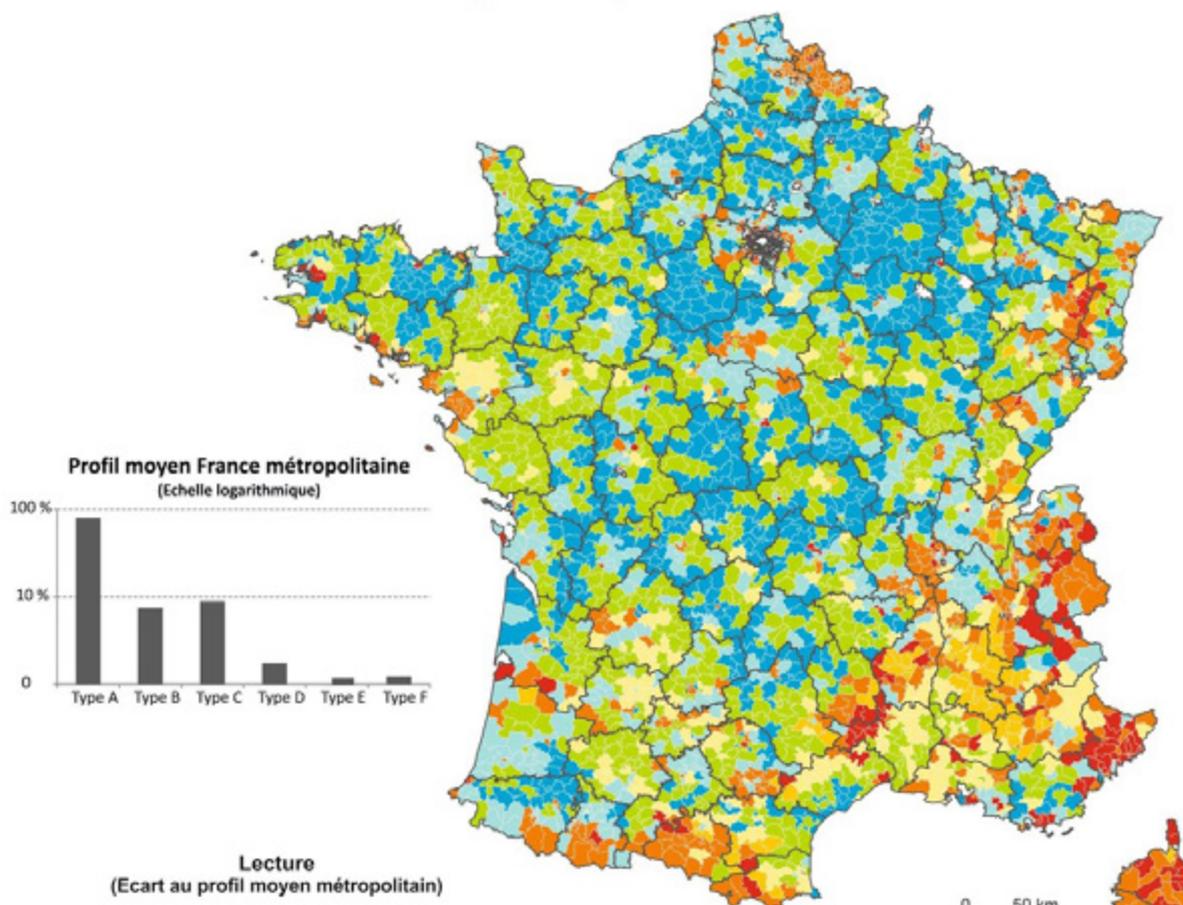
Une carte de la transition

Une exploitation plus fine, à l'échelle cantonale permet, par une analyse multivariée de tous les types (y compris « non transitionnels ») de dresser une autre carte. Les couleurs bleues signalent les bastions des formes les moins associées à la transition, les couleurs jaune et orange clair indiquent une transition en cours plutôt tirée par les pratiques productives (bio en circuits longs ou moins de 50% de circuits courts), pendant que l'orange foncé pointe l'influence des fermes bio en circuits courts et le rouge la pratique des circuits courts quel que soit le mode de production. On y retrouve une géographie agricole nuancée d'alimentaire (approvisionnement en vin, fruits ou fromage chez le voisin) de la France, avec au sud de la ligne déjà

évoquée une diversité de produits favorable aux circuits courts, les régions de spécialités (fromage, vin, charcuteries), mais aussi quelques « avant-postes » dans la France du nord, avant tout tirés par les circuits courts (autour des métropoles de Paris ou du nord, Vosges-Alsace, Sud Bretagne, élevage caprin).

Ce travail montre qu'il est possible, à partir d'indicateurs simples, d'avoir une approche quantitative et géographique sur les transitions agricoles et alimentaires en cours. Il illustre aussi la dépendance à la qualité des données, en particulier la fréquence des recensements : les questions sur les circuits courts ont été posées pour la première fois en 2010. Sa systématisation laisse augurer d'un observatoire de la transition agricole et alimentaire, d'abord alimenté par les données du recensement agricole 2020, en attente d'informations pour la transformation / distribution / consommation. Pour conclure sur le lien avec les IARD, une telle carte montre qu'elles ne surgissent pas au hasard. Certains contextes territoriaux se montrent favorables, déjà plus engagés dans une transition ou accueillants pour des porteurs de projets qui peuvent plus facilement exprimer leurs projets et leurs idéaux.

Typologie des cantons selon le profil de répartition des six types d'exploitation en 2010



Lecture (Écart au profil moyen métropolitain)

- - - Sous-représentation forte
- - Sous-représentation nette
- Légère sous-représentation
- Conforme à la moyenne métropolitaine
- + Légère sur-représentation
- ++ Sur-représentation nette
- +++ Sur-représentation forte

Classe	Couleur	Écart	Type d'exploitation						Nombre de cantons
			Exploitations non biologiques en circuit long (Type A)	Exploitations non biologiques avec moins de 50% du CA en circuit court (Type B)	Exploitations non biologiques avec plus de 50% du CA en circuit court (Type C)	Exploitations biologiques en circuit long (Type D)	Exploitations biologiques avec moins de 50% du CA en circuit court (Type E)	Exploitations biologiques avec plus de 50% du CA en circuit court (Type F)	
Classe 1	■	++	-	-	-	-	-	838 cantons	
Classe 2	■	□	+	□	-	-	-	613 cantons	
Classe 3	■	+	-	-	+	□	□	961 cantons	
Classe 4	■	-	□	□	++	+	+	262 cantons	
Classe 5	■	- -	+	+	++	+++	++	95 cantons	
Classe 6	■	- -	++	+	-	□	□	478 cantons	
Classe 7	■	- - -	-	+++	-	-	++	193 cantons	

Typologie issue d'une CAH sur les coordonnées factorielles d'une ACP (Variance intra-classe : 29,74 % de la variance totale).
Test de conformité d'une moyenne à une norme très significatif (au seuil de risque d'erreur de 1%) pour l'ensemble des valeurs, à l'exception de la valeur du type C pour la classe 2 de cantons.

Source : Recensement agricole 2010 - CASD





DES INITIATIVES AU SYSTÈME TERRITORIALISÉ

Les champs de lavande de St Ferréol © Parc Naturel Régional des Baux de Provence

Des initiatives locales aux mesures de politiques publiques et aux dynamiques territoriales

L'observation au service de la transition agricole et alimentaire



Par Sophie Dupraz

Responsable programme Alimentation responsable et durable de RESOLIS

L'observation de la transition agricole et alimentaire constitue le socle sur lequel nous développons notre programme d'alimentation responsable et durable. Elle est le fondement de la pédagogie de la transition, ou pédagogie de l'exemple, que nous construisons avec nos partenaires depuis cinq ans pour faciliter et accélérer cette transition.

Nous avons tout naturellement choisi comme premier objet d'observation les Initiatives d'Alimentation Responsable et Durable (IARD) des acteurs de la chaîne agro-alimentaire afin de mettre en lumière leur créativité et leur diversité. Nous avons élaboré une grille de caractérisation de ces IARD, en collaboration avec un groupe d'étudiantes de Sciences Po, en nous appuyant sur l'analyse d'un premier échantillon de 100 initiatives collectées en 2015 en France. Cette caractérisation permet de qualifier chaque IARD par sa localisation, le type d'acteurs, le type d'actions et le type d'externalités positives sociales, environnementales, pédagogiques, culturelles, et de développement local générées par l'initiative. Elle a été affinée en 2019 pour l'adapter aux dernières innovations de terrain, mais sa structure globale reste la même depuis le début et supporte parfaite-

ment la confrontation au terrain. Les acteurs publics ont évidemment un rôle majeur à jouer dans le déploiement et l'accompagnement de la transition agricole et alimentaire. Nous avons donc démarré un second chantier d'étude axé sur les mesures de politique publique en faveur d'une alimentation responsable et durable (MESARD) portées par les collectivités territoriales, en leur appliquant une caractérisation calquée sur la typologie des IARD, et en distinguant les MESARD d'appui direct aux initiatives et les MESARD indirectes de « bonification » du territoire. Nous avons enfin intégré un troisième objet dans notre système d'observation, que nous avons appelé TERARD pour « Territoire d'alimen-

tation responsable et durable ». Un TERARD représente les dynamiques territoriales de transition pouvant conduire à la constitution de Projets Alimentaires Territoriaux. Il est caractérisé par un territoire délimité, par les acteurs qui déploient dans ce territoire des initiatives ou des mesures agricoles et alimentaires et par un projet de transition commun.

Ce système d'observation des dispositifs de transition a donc suivi une logique de construction, confortée par les projets menés avec nos partenaires. Nous avons pu, et nous continuons à mener à bien ce travail d'observation avec la collaboration de nombreux étudiants, en stages individuels ou en projets collectifs.

Les projets collectifs Sciences Po

Par Christine Piers, Responsable pédagogique

Les projets collectifs sont proposés aux étudiants en M1 de Sciences Po. Véritable mise en situation professionnelle, ils sont l'occasion pour des groupes de 3 à 5 étudiants de travailler pendant 8 mois avec un partenaire de terrain et de développer de nombreuses compétences liées à la gestion de projet et au travail en équipe. Il est important pour les étudiants, dont l'engagement est bénévole, d'être assurés de l'utilité de leurs travaux.

RESOLIS travaille depuis de nombreuses années avec le département des Projets collectifs de Sciences Po et pilote chaque année plusieurs projets, le plus souvent avec un autre partenaire. Les étudiants ont ainsi la possibilité de creuser le sujet de la transition agricole et alimentaire, aussi transversal qu'essentiel, ce qui a déjà donné lieu à des vocations ! Ils rencontrent des acteurs de terrain et reçoivent un appui méthodologique et des conseils de la part des partenaires commanditaires tout au long du projet. Leurs travaux sont valorisés par des publications et l'organisation de réunions de restitution. Cette collaboration entre étudiants et partenaires professionnels est essentielle pour les étudiants qui reçoivent un important apport pédagogique et acquièrent ou renforcent la connaissance d'un sujet. Quant aux partenaires, ils bénéficient des compétences de recherche et d'analyse et du regard critique des étudiants.

Nous souhaitons profiter de cette publication pour les remercier tous et montrer la continuité de leurs travaux qui contribuent grandement au développement de notre programme ARD.

2012/2013

→ **Pauline Charazac, Anne Colombari, Camille Demange, Céline Juteau et Marie Verrot**, Sciences Po, Projet « *Nourrir les villes et développer les campagnes* » en partenariat avec la Chaire UNESCO en Alimentation du Monde de Montpellier SupAgro

2013/2014

→ **Nina-Léa Besama-Mourlaas, Gemme Cornuau, Chiara Fioretto, Viviane Tréves**, Sciences Po, Projet « *Identification et analyse d'initiatives d'alimentation responsable et durable* » en partenariat avec la Chaire UNESCO en Alimentation du Monde de Montpellier SupAgro

2014/2015

→ **Pierre-Marie Decoret, Lauren Kamili, Laurène Petit, Hélène Schinkel, Marie Valin**, Sciences Po, Projet « *Alimentation durable et responsable - Systèmes alimentaires territorialisés* » en partenariat avec Régions de France

2015/2016

→ **Ludovic Bonduel, Baptiste Douillet, Julien Legoux, Salomé Prezioci, Mathilde Vaultier**, Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, module tutoré « *Alimentation et climat* ». Responsables pédagogiques : Sylvie Capitant, Maître de conférences et Charlotte Guénard, Maître de conférences

→ **Karine Fessart, Baptiste Gardin, Alix Pornon, Delia Roling, Juliette Viard-Gaudin, Giulia Zaharia**, Sciences Po, Projet « *Jardins Urbains* » en partenariat avec l'Institut du Monde Arabe

→ **Patrick Agbassi, Costanza Bersani, Anne-Lise Bohaud, Danaé Léger, Erell Tassin, Ariane Thenaday**, Sciences Po, Projet « *Femmes et environnement* » en partenariat avec la Fondation Raja et la Fondation de France

→ **Camille Depauw, Lise Gouves, Elise Wouts**, VetAgro Sup Clermont-Ferrand et Salma Loudiyi enseignant tuteur ; Projet « *Identification des initiatives d'alimentation responsable et durable en Auvergne* » en partenariat avec le Conseil Régional d'Auvergne

→ **Fiona Kinniburgh, Claire Latouche, Anna Valdebouze, Louise Véron**, Sciences Po, Projet « *Identification de projets novateurs dans le domaine de la précarité alimentaire* » en partenariat avec Régions de France et la Chaire UNESCO en Alimentations du Monde de Montpellier Sup Agro

→ **Sonia Benmahiddine, Camille Chevalier, Morgan Faisant de Champchesnel, Eline**

Bellini-Kamgang, Sophie Pequery, Marco Ravelojaona, Institut d'étude du développement économique et social (IEDES) / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, module tutoré « *Valorisation des innovations dans les systèmes alimentaires locaux en Afrique de l'Ouest* » en partenariat avec le CFSI. Responsables pédagogiques : Sylvie Capitant, Maître de conférences et Charlotte Guénard, Maître de conférences

→ **Céline Canon, Elodie Cravino, Gladys Faudon, Elsa Poisbeau**, Université Aix-Marseille, Yvette Lazzari, Mariane Domoizel, enseignants tuteurs, Projet tuteuré « *Recensement et analyse d'initiatives locales d'alimentation responsable et durable en PACA* » en partenariat avec L'observatoire régional des circuits courts de la Région Provence-Alpes-Côte d'azur, le Réseau Rural et la Plateforme Créativité et Territoires

2016/2017

→ **Juliette Greaud, Maxime Quignon, Elisa Werthle**, VetAgro Sup Clermont-Ferrand et Marion Guillot enseignant tuteur, Projet « *Initiatives de lutte contre la précarité alimentaire en Rhône-Alpes* »

→ **Alice Antoine, Gaëlle Chaillet, Ilaria Franco, Chloé Rousset, Angèle Tasse**, Sciences Po, Projet « *Les luttes contre la précarité alimentaire en Europe* » en partenariat avec le CIVAM

→ **Ingrid Forey, Etienne Halbeher, Laura Marmor De Lucca, Lucie Pélissier, Amandine Pieux, Marion Vonfeld**, Sciences Po, Projet « *Alimentation durable et responsable : sensibilisation et plaidoyer* » en partenariat avec le CFSI

→ **Marjolaine Basmadjian, Thibaut Boudaud, Laurana Bouveron, Garance Charlot, Julie Clavelier, Melissa Decugis**, Sciences Po Grenoble, Projet « *Politiques publiques d'appui aux IARD* » en partenariat avec l'IRG

→ **Antonin Faure Daran, Marine Giraud, Victoria Guibert, Corentin Marais, Léa Scorsino, Antonin Faure Daran**, Sciences Po Grenoble, Projet « *Les pays de la région Rhône-Alpes-Auvergne, quels rôles dans la transition agricole et alimentaire ?* » en partenariat avec l'IRG

→ **Flore Tissoine**, Université Aix-Marseille, stage : « *de l'initiative au Système Alimentaire Territorialisé : enjeux, pratiques, gouvernance* »

→ **Pauline Le Gal**, Sciences Po Bordeaux, stage : « *Genre et environnement* »

→ **Simona Vuletic**, Institut Catholique de Paris, stage « *Programme ARD* »

2017/2018

→ **Philippine Bernard, Justine Bichon, Elise Huber, Federica Pozzi**, Sciences Po, Projet « *État de la transition agricole et alimentaire dans les Parcs naturels régionaux* » en partenariat avec la Fédération des PNR de France

→ **Lyse Marques, Lyse Mauvais, Manon Piednoël, Nicolas Yahyaoui**, Sciences Po, Projet « *Analyse des actions de coopéra-*

tion internationale des Parcs Naturels Régionaux » en partenariat avec la Fédération des PNR de France

→ **Jana Beyer, Andrea Mathez, Eva Morel**, Sciences Po, Projet « *Transition Alimentaire : Le rôle des collectivités dans les projets alimentaires* » en partenariat avec l'IUFN

→ **Alexandre Louradour, Soliane Picard, Clara de Roussel de Prévaille, Marina Yamaoka**, Sciences Po, Projet « *La transition agricole comme vecteur de création et maintien des emplois* » en partenariat avec le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire et Terralim

→ **Pierre Caron, Delphine Gozillon, Justine Mouquet, Pauline Pironneau, Pierre Rigault**, Sciences Po, Projet « *Quelles mesures de politiques publiques pour appuyer une nécessaire transition agricole et alimentaire ?* »

→ **Hélène Leboedec, Samuel Lechaptois, Kuanchen Sung, Amouck Waechter**, Sciences Po, Projet « *Action extérieure des collectivités territoriales (AECT) en faveur de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural* » en partenariat avec Régions de France

→ **Léo Keller**, Sciences Po Toulouse, stage « *Programme ARD* » - 2017

2018/2019

→ **Clara Ducloyer, Capucine Dupont, Valentine Gerves, Hervé Lemeunier des Graviers**, Sciences Po Rennes, Projet « *La transition alimentaire dans le secteur de la restauration privée en Ille-et-Vilaine* » en partenariat avec Terralim

→ **Clara Artoni, Marion Dop, Zina Akrouf**, Sciences Po, Projet « *Accompagner la transition alimentaire solidaire : le rôle et l'impact d'une entreprise et de sa Fondation, l'étude de cas du Groupe Carrefour et de sa Fondation* » en partenariat avec la Fondation Carrefour

→ **Sidonie de Kermel, Heini Demougeot, Alina Koschmieder, Laure-Lou Tremblay**, Sciences Po, Projet « *Les Parcs Naturels Régionaux et les Projets Alimentaires Territoriaux* » en partenariat avec la Fédération des PNR de France

→ **Fausta Gabola, Justine Guérin, Gilles Collombet-Gourdon, Thibaud Laval, Rémi le Quilliec**, Sciences Po, Projet « *Étude d'impact du Fonds Avenir Bio sur l'emploi et la structuration de filière* » en partenariat avec l'Agence Bio

→ **Wafa Zeghouane**, Université de Lorraine – Faculté de droit et Sciences économiques Nancy, stage « *Impact de la transition agricole et alimentaire sur l'emploi* »

→ **Nathalie Perrone**, Université Paris-Dauphine, stage « *Contribution au programme ARD* »

→ **Laetitia Roussel**, Université du Mans, stage « *Etude TIC et transition alimentaire et Publication ARD* »

→ **Mathilde Berthelot**, Sciences Po, stage « *Enquête sur les mesures de politiques publiques en faveur d'une agriculture durable et d'une alimentation responsable* »

CE QUE NOUS DISENT LES COLLECTIVITÉS



Ferme ouverte de Saint-Denis avec Zone Sensible et Le Parti Poétique © Sylvain Gouraud

Les villes sur le chemin d'une alimentation durable, responsable et solidaire



FRANCE
URBAINE

Par Kader Makhoulf

Conseiller Europe, international
et sécurité chez France urbaine

Urbanisation, démographie, raréfaction des ressources, scandales sanitaires... les nouvelles attentes citoyennes sont autant de facteurs qui interrogent le système alimentaire actuel.

Les villes, actrices incontournables de la transition du système alimentaire

Conscientes des enjeux en présence, les collectivités françaises, et notamment les villes, se mobilisent depuis plusieurs années en repensant leurs stratégies alimentaires, en déve-

loppant et soutenant des projets innovants sur leurs territoires. Promotion des circuits de proximité, lutte contre la précarité alimentaire, restauration collective, soutien à l'installation d'agriculteurs, jardins partagés, actions de sensibilisation et d'éducation à une alimentation saine et durable, les leviers d'action sont nombreux et participent directement à **l'émergence de nouveaux modèles de production et de consommation alimentaire**.

Malgré cette réalité, la question alimentaire et agricole est souvent prise comme exemple pour souligner une opposition superficielle entre des espaces ruraux de production et des espaces urbains de consommation.

Perçues comme les gagnantes d'une « mondialisation heureuse », les villes sont pourtant au cœur des transitions. Si les territoires urbains que nous représentons génèrent une part importante de la richesse et de l'innovation de notre pays, ils sont également le lieu où des problèmes persistants tels que la précarité alimentaire, le chômage, la ségrégation, la pauvreté, le mal-logement, la qualité de l'air, le changement climatique et la transition énergétique demeurent les plus graves. **Pour relever ces défis, les villes et les métropoles tissent au quotidien et dans un esprit de solidarité des liens avec l'ensemble des acteurs de leurs territoires et au-delà pour œuvrer à la cohésion sociale et territoriale de leurs bassins de vie** sur l'ensemble des politiques publiques dont elles sont responsables. Rappelons que si les métropoles comportent toutes, dans leurs périmètres administratifs, des territoires péri-urbains et ruraux, elles sont aussi en interdépendance avec les territoires qui les entourent.

France urbaine, une association d'élus engagée

France urbaine s'engage depuis plusieurs années. Plusieurs étapes ont marqué l'implication de l'association en faveur de la

transition agricole et alimentaire :

1. Une publication qui dresse un panorama des initiatives locales

Soutenue par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour valoriser l'expertise de ses membres à l'international, France urbaine a lancé, en 2017, une réflexion sur le thème de l'agriculture et de l'alimentation. Devant le foisonnement d'initiatives et compte tenu des enjeux en présence, France urbaine, association d'élus qui rassemble l'ensemble des territoires urbains de plus de 100 000 habitants (grandes villes, métropoles, communautés urbaines et grandes agglomérations) a sollicité ses membres pour dresser un panorama des initiatives locales en matière d'alimentation et d'agriculture. Afin de garantir une homogénéité, chaque contribution devait mettre en lumière deux dimensions :

- L'Alliance des territoires qui marque l'interdépendance fonctionnelle, entre des territoires plus ou moins voisins, administrativement indépendants ;
- La dimension sociale et citoyenne des projets développés par les collectivités.

La publication « Villes, agriculture et alimentation : expériences françaises¹ », fin 2017, à laquelle ont contribué 36 membres de l'association a été le point de départ des travaux de France urbaine sur ce sujet.

2. Un groupe projet « Stratégies alimentaires territoriales » pour consolider une dynamique collective

Partant du constat que les collectivités et en particulier les grandes villes et les métropoles sont des acteurs clés de la transition du système alimentaire, les membres de France urbaine ont collectivement acté la nécessité de se regrouper au sein d'une instance commune pour poursuivre leurs travaux et peser davantage dans le débat public. Ainsi, le groupe « Stratégies alimentaires terri-

toriales » de France urbaine, qui rassemble des élus et des techniciens, s'est fixé quatre priorités de travail lors de sa création fin janvier 2018 :

→ la défense des intérêts des collectivités dans le cadre de l'élaboration des normes nationales et européennes ;

→ Le partage d'information et d'expériences entre membres ;

→ la valorisation des actions des collectivités urbaines à l'international ;

→ La construction d'un plaidoyer, en lien avec l'ensemble des acteurs concernés, en faveur des territoires sur la scène internationale.

3. Une Déclaration pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire

Fin décembre 2018, 75 membres de France urbaine ont signé la déclaration de France urbaine « *Pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire*² ».

Issue des travaux au sein du groupe « Stratégies alimentaires territoriales », **la déclaration de France urbaine vise à créer un mouvement collectif en faveur de la consolidation de nouveaux modèles de production et de consommation alimentaire**. Elle comprend une série d'engagements aux niveaux local et international afin d'accélérer le mouvement de transition en cours et montre ainsi le rôle clé que jouent les villes dans ce mouvement. France urbaine reste pleinement mobilisée pour décliner ces engagements politiques comme en témoigne l'étude lancée en juin 2019, en partenariat avec RESOLIS, sur le thème de la lutte contre la précarité alimentaire.

Ces travaux seront l'occasion de nourrir le plaidoyer français en faveur d'une transition agricole et alimentaire, notamment dans le cadre de la préparation du Forum urbain mondial qui se tiendra en février prochain.

1. http://franceurbaine.org/fichiers/archives/fiches_mars2018_fr_bd.pdf

2. <http://franceurbaine.org/actualites/les-elus-de-france-urbaine-sengagent-pour-une-alimentation-durable-responsable-et>

Les Régions françaises, faire de la transition agricole et alimentaire une opportunité pour l'économie et la cohésion des territoires



Par Hélène Aussignac

Conseillère agriculture, agro-alimentaire, pêche et forêt, Régions de France

Les questions agricoles et alimentaires ont toujours été au cœur des politiques régionales, souvent comme l'un des principaux moteurs des économies régionales et secteurs pourvoyeurs d'emplois, toujours comme pilier central de l'aménagement des territoires régionaux. Les Régions sont un échelon de coordination des stratégies publiques agricoles et alimentaires, car elles sont à la fois un espace de planification et d'opérationnalité.

Ces compétences ont en outre été consacrées au niveau des Régions par les récentes lois de « réforme territoriale » (2012 à 2015) qui ont notamment abouti :

→ au renforcement des prérogatives des Régions sur leurs compétences historiques et à une extension dans les domaines de la transition écologique ;

→ à la refonte de la carte des Régions ;
→ à la délégation de la gestion des fonds européens aux Régions ; en particulier le Fonds Européen pour l'Agriculture et le Développement Rural (FEADER) qui a encore renforcé

leur fonction de coordination des politiques agricoles, alimentaires et de développement rural.

L'idée qu'une transition agricole et alimentaire était impérieuse s'est forgée au fil du temps mais de façon continue au sein des Régions. Le renforcement plus récent de leurs compétences dans ces domaines les a incitées à formaliser une première fois leur appel à une nécessaire transformation des systèmes, au travers de la Déclaration de Rennes « Pour des systèmes alimentaires territorialisés » en 2014, année de l'agriculture familiale (ONU). S'en sont suivis la création d'un groupe SAT (2015), des engagements dans les COP (21, 22, 23), la signature d'une convention avec RESOLIS, mais surtout une évolution et une mise en cohérence des politiques des Régions au service de cette ambition.

Au travers de Régions de France, les Régions ont ainsi pris très au sérieux la réunion des Etats généraux de l'alimentation (EGA), elles ont apprécié les débats très ouverts qui se sont développés dans les quatorze ateliers. Malheureusement les Régions n'ont pu que constater lors des conclusions que toutes les approches territoriales avaient été écartées au bénéfice des seules filières, et avaient largement disparu des suites concrètes des EGA.

Sans méconnaître l'importance d'une approche « filières » sur le plan économique notamment, Régions

de France a donc souhaité rappeler l'importance des approches territoriales, plus à même d'intégrer les critères environnementaux et sociaux. Elles ont souhaité rappeler l'importance d'un renforcement du rôle des territoires dans l'orientation et la mise en œuvre des politiques agricoles et alimentaires, à la lumière de ce qu'elles avaient déjà pu expérimenter, avec succès, à travers la gestion du 2nd pilier de la PAC.

Cette vision d'une indispensable transition et d'une refonte de la gouvernance et des outils de politiques publiques a pris corps fin 2018 au travers d'un « Livre Blanc des Régions pour une agriculture durable et une alimentation responsable ». Ce livre blanc et ses 24 propositions constituent un plaidoyer inédit. Ils forment pour les Régions une véritable feuille de route pour accompagner la transition des systèmes agricoles et alimentaires. La réalisation de ce livre blanc a entre autres été permise grâce au partenariat établi entre Régions de France et l'association RESOLIS, qui a apporté son expertise dans l'observation et la caractérisation des pratiques préexistantes au sein des politiques publiques régionales. Toujours avec l'appui de l'association, l'enjeu à l'avenir est de poursuivre cette caractérisation et essayer à tous les niveaux les bonnes pratiques, à des fins de mise en œuvre ou d'actions de plaidoyer pro-territoires et pro-transitions.

Une stratégie alimentaire pour relocaliser l'alimentation, le cas de la région Centre-Val de Loire



Entretien avec Christelle de Crémiers

Vice-Présidente de la Région Centre-Val de Loire déléguée au tourisme, aux terroirs et à l'alimentation

Propos recueillis par Ariel Martinez

Chargé de mission Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) en Région Centre-Val de Loire, RESOLIS



Le projet RESOLIS / Région Centre Val de Loire

Depuis 2017, la Région Centre-Val de Loire porte une stratégie alimentaire régionale marquée par un fort esprit de transition et de refonte du système alimentaire actuel vers des horizons plus vertueux. Initiés par la Loi d'Avenir 2014, les Projets Alimentaires Territoriaux sont considérés comme des outils de changement systémique et des facteurs de développement local pour les territoires de la région. C'est pourquoi, depuis le mois de mars 2019, et en partenariat avec le réseau INPACT Centre, RESOLIS assure le suivi de la stratégie alimentaire et l'accompagnement des territoires vers des PAT territorialement pertinents et en adéquation avec les ambitions régionales.

Cette mission s'inscrit dans la logique de RESOLIS : mettre en valeur l'expertise acquise et accumulée autour des processus de transition alimentaire pour soutenir des dynamiques territoriales. C'est ce fil conducteur qui guide également les projets que nous menons avec d'autres partenaires comme Régions de France, la Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France ou encore France urbaine.

Vous travaillez à la mise en œuvre d'une stratégie alimentaire régionale portant sur la transition et la reterritorialisation de l'alimentation. Quel constat de la situation agricole et alimentaire de votre région sous-tend cette ambition politique ?

Le contexte n'est pas propre à la région Centre-Val de Loire mais à la situation mondiale dans son ensemble. Dès 2015, nous avons décidé de nous saisir de la compétence régionale pour faire en sorte, qu'au moins au niveau de notre territoire, nous puissions parvenir à un changement systémique de l'alimentation, qui recoupe quatre aspects :

- **La santé publique** : caractérisée par les inquiétudes citoyennes liées à la multiplication des scandales et les dangers que constitue l'alimentation ultra transformée qui domine actuellement notre assiette et nos modes de vie.

- **L'environnement** : les impacts de l'activité agricole sur la pollution des sols, la dégradation de la biodiversité, le réchauffement climatique, ... sont bien connus. Mais attention à ne pas perdre de vue les effets des autres maillons de la chaîne alimentaire et notamment du maillon « transformation » !

- **L'économie** : la tendance est à l'agrandissement des exploitations

et la diminution du nombre d'agriculteurs pour pouvoir entrer sur le marché et être concurrentiels. Dans ce système conventionnel, les agriculteurs sont tous sous perfusion et en ont marre... parfois de manière dramatique. Beaucoup d'acteurs souffrent de cette situation et ce sont, bien entendu, des territoires qui se vident de leur substance, l'équilibre des territoires étant directement lié à la terre et aux hommes qui la travaillent.

- **Le social** : c'est le volet déterminant dans la décision de la Région de se lancer dans une politique alimentaire à part entière qui a aujourd'hui un budget propre, une stratégie ...

votée à l'unanimité et des dispositifs pour concrétiser ses orientations. Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) font partie de ces outils. Il s'agit de dire que non seulement les trois premiers critères se vérifient empiriquement mais qu'il existe un « biais social » dans la « malbouffe ». Le lien entre les maladies liées à l'alimentation et les conditions socio-économiques ne sont plus à prouver. Auparavant, « plus on était pauvre, plus on souffrait de faim », alors qu'aujourd'hui « plus on est pauvre, plus on mange mal ». Ceci fait partie des combats que la Région peut être honorée de mener. Dans cette optique, une saine et équitable alimentation pour tou.te.s est au cœur de notre politique. Je veux casser l'image qui consiste à penser que les préoccupations pour manger sainement, notamment bio, c'est un « truc de bobo ».

La Région Centre-Val de Loire est l'une des premières Régions à se lancer dans une stratégie alimentaire tournée vers un esprit de transition et de recherche d'alternatives au système alimentaire conventionnel. Quelles en sont les orientations principales ?

Une fois les constats établis, on a défini plusieurs axes stratégiques¹ pour structurer notre politique. Il me semble important d'insister sur l'axe central de la **relocalisation de l'alimentation**. Relocaliser l'alimentation permet véritablement de changer de système, c'est un levier très puissant. Nous avons constaté que la quasi-totalité des productions régionales quittent le territoire, que les activités de transformation désertent la Région et que celles qui restent s'approvisionnent pratiquement à 100% à l'extérieur de la Région, mais aussi que nous vivons dans un environnement abîmé par l'utilisation de pesticides

et de produits de synthèse, que des gens n'arrivent pas à vivre de leur travail et que les territoires se vident peu à peu de leur substance. Lorsque ces constats sont liés au fonctionnement du système alimentaire actuel, il faut un instrument de changement systémique et reterritorialiser l'alimentation peut en être un. Il faut donc le voir comme cela et l'assumer. Il ne s'agit pas seulement de privilégier la variété de « pomme du coin », mais bien de repenser en profondeur le fonctionnement du système alimentaire dans un territoire et les liens entre les acteurs qui y prennent part.

C'est cet aspect-là, la relocalisation de l'alimentation, qui va se décliner tout au long de la stratégie et qui va en constituer le fil directeur auprès des différents acteurs de la chaîne, de la production à la restauration collective, en passant par l'enseignement, la recherche, les citoyens.

Notre objectif, que la Région partage avec les autres parties prenantes à la démarche, est ainsi de faire du territoire régional un espace dans lequel on mange « naturellement bien », d'abord pour les habitants et ensuite pour les personnes qui viennent visiter la Région et goûter nos traditions culinaires. Étant Vice-présidente déléguée à l'alimentation mais également au tourisme, je pense que le développement d'une alimentation saine, nutritive et de qualité sur notre territoire peut également être un facteur d'attractivité et nous sommes actuellement en train de travailler en ce sens.

Parallèlement à votre démarche, les échelons infrarégionaux ont de plus en plus tendance à intégrer les questions agricoles et alimentaires dans leurs politiques locales, notamment autour de la notion de « Projets Alimentaires Territoriaux ». Comment perce-

vez-vous ces dynamiques et comment vous positionnez-vous face à celles-ci ?

La loi d'Avenir de 2014 qui définit les PAT est assez ambivalente. Elle a la grande vertu de définir les PAT, mais elle reste néanmoins très en deçà de ce qu'attendent les citoyens en termes de connaissance des aliments et d'accessibilité à une alimentation non artificialisée. Elle est aussi en deçà de la volonté des élus de faire de la transition alimentaire un levier pour atténuer la fracture territoriale. C'est pourtant un passage obligé ! De fait, pour les collectivités qui se lancent dans ces démarches ou qui vont le faire, l'écart entre ce qui doit être fait pour changer le système alimentaire et ce que prévoit la loi est bien trop important. Nous sommes donc en train de communiquer sur ce point avec des présidents des EPCI et des autres territoires pour rendre leurs actions plus efficaces localement et les amener à aller plus loin que ce que suggère la loi en matière de transition alimentaire et agricole.

La Région entend mettre en place des conditions favorables pour atteindre l'objectif d'un système alimentaire plus vertueux. Il ne s'agit pas seulement de mettre en relation les acteurs existants comme le prévoit la définition légale des PAT mais bien de les transformer et de les faire évoluer vers une plus grande prise en compte des dimensions environnementales, sociales ou culturelles. Ceci suppose d'introduire des acteurs qui ne sont actuellement pas pris en compte lorsqu'on parle de système alimentaire. Autrement dit, cela signifie qu'un PAT, dans une vision régionale, serait incomplet s'il n'introduit pas de nouveaux acteurs qui aujourd'hui n'existent pas, soit parce qu'ils ont disparu, soit parce qu'ils n'avaient pas de place pour s'exprimer. La loi de 2014

1. Axe 0 (transversal) : Rapprocher les producteurs et les consommateurs.

Axe 1 : La restauration collective comme levier de changement.

Axe 2 : La gastronomie et les terroirs : vitrine de l'art de vivre en Centre-Val de Loire.

Axe 3 : Les acteurs économiques : relever le défi de la qualité nutritionnelle.

Axe 4 : Les initiatives citoyennes et l'éducation à une alimentation durable.

Axe 5 : Systèmes alimentaires territoriaux : accompagner l'émergence dans les territoires.



Production de miel © Marc Mesplie

est muette sur ce point. Elle dit qu'il faudrait qu'on se parle davantage, c'est-à-dire que les GMS (Grandes et Moyennes Surfaces), la restauration rapide ou les entreprises agroalimentaires parlent davantage aux gros producteurs locaux. Mais ce n'est pas du tout pareil que de réintroduire de la diversité et de faire en sorte que ce soit les territoires infra-départementaux qui se saisissent de la question en fonction de leurs acteurs locaux et de leurs caractéristiques propres.

C'est notamment pour ces raisons que la Région s'est attachée à définir sept critères régionaux pour orienter plus précisément les PAT des territoires². Mais ces objectifs ne seront pas atteints sans leviers de financement. En ce sens, nous avons proposé un accompagnement de ces démarches à travers les Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale (CRST) pour orienter les PAT vers la prise en compte de ces critères. Là encore le soutien de

l'Etat est indispensable, c'est pourquoi nous sommes en discussion avec la DRAAF et les autres entités déconcentrées pour s'accorder sur ces orientations des PAT et le suivi de ces démarches qui se multiplient dans la région.

Les thématiques agricoles et alimentaires cristallisent souvent certaines tensions entre les acteurs d'un territoire, particulièrement lorsqu'elles en constituent le cœur d'activité comme c'est le cas dans votre région. Comment a été accueillie votre stratégie alimentaire par les principaux acteurs territoriaux ?

L'accueil a finalement été positif mais cela a pris du temps. Il a fallu deux ans pour que le changement de lunettes s'opère, quel que soit l'acteur. On est passé d'une situation où il y avait un acteur majeur que sont les chambres d'agriculture à une situation beaucoup plus en maille où chacun a une place qui est

reconnue par les uns et les autres. Le travail est beaucoup plus collaboratif car chaque acteur, identifié comme ayant un rôle majeur dans les questions de politiques alimentaires régionales et locales, a été invité à prendre sa part. Deux voire trois ans ont été nécessaires pour mobiliser tout le monde et parvenir à cette **stratégie partagée**. Aujourd'hui nous sommes fiers d'avoir treize têtes de réseaux régionaux (ou assimilés) qui ont participé activement à son élaboration et qui continuent à s'investir dans son suivi.

Lorsqu'on s'inscrit dans un changement systémique, un des critères fédérateurs d'une démarche est celui du **diagnostic**. À un moment donné, lorsqu'on partage une situation objectivée par un document chiffré on doit également pouvoir partager une politique commune. Ceci implique tout d'abord de repenser sa manière de travailler, de se mettre à le faire de concert et donc de partager le pouvoir décisionnel... et ce n'est pas chose facile. Ce temps de mise en place et d'acculturation de notre manière de travailler a été nécessaire et est toujours en consolidation. Ce changement de regard à 360° nous permet d'entrevoir des pistes jusqu'alors peu envisagées.

À présent, ce sont aux élus de donner chair à ce projet et c'est avec eux qu'il faut désormais faire ce travail. Il est important de redoubler d'efforts sur l'articulation des échelles administratives afin de pouvoir parler d'une seule voix autour d'un cadre de référence commun. À cet égard, nous avançons avec la DRAAF, et le fait que l'Etat, à travers le préfet de Région, nous ait confié, à égalité avec lui, la compétence de la politique alimentaire, est quelque chose de très important et de très valorisant pour notre région. L'articulation et la coopération entre les échelles seront la clé de la réussite de cette stratégie alimentaire et gage de cohérence territoriale.

2. Les 7 critères régionaux que doivent prendre en compte les PAT : enjeux agricoles, gouvernance plurielle, diagnostic partagé, échelle du projet limitée aux bassins de vie, protection de l'environnement, démocratie alimentaire et développement de l'économie locale.

CE QUE NOUS DISENT LES TERRITOIRES

Les Parcs naturels régionaux, territoires d'alimentation responsable et durable



Les Parcs naturels régionaux sont à plusieurs titres des territoires propices au développement de systèmes alimentaires territorialisés. Du fait de leur positionnement sur le développement durable et de leurs missions au croisement des champs de l'économie et de l'environnement, mais aussi en tant qu'ensemblier des politiques publiques, les parcs ont acquis une compétence en matière d'expérimentation et de pédagogie et une légitimité dans le domaine de l'animation territoriale. Dans la plupart de nos parcs, l'agriculture occupe une place centrale dans l'économie des territoires. Ils sont souvent pionniers dans l'appui aux démarches agroécologiques portées par les agriculteurs. De même, ils

agissent en faveur d'une relocalisation du système alimentaire, notamment par la promotion de circuits courts et de proximité (magasins de producteurs, intégration de produits locaux dans l'approvisionnement des cantines scolaires, vente à la ferme, introduction de produits locaux dans les hébergements touristiques et les restaurants, etc.). La marque « Valeurs Parc naturel régional », attribuée à des produits, services ou prestations touristiques est un encouragement pour ces démarches de transition et pour l'affirmation de la volonté de promouvoir le développement d'une économie territorialisée, d'un environnement durable et du respect des droits humains.

Ces préoccupations ne sont pas nouvelles, mais les Parcs ont souhaité s'engager plus avant en faveur d'une évolution agroécologique de l'agriculture et d'une alimentation durable et responsable. Après plusieurs séminaires portant sur cette évolution, les Parcs ont décidé d'inscrire leurs actions dans le cadre d'un

projet commun. C'est ainsi que la Fédération des Parcs a répondu aux côtés de RESOLIS à l'appel à projets du « Programme national pour l'alimentation ». Ce projet a démarré en 2018. Dans ce projet, les Parcs apportent leur savoir-faire territorial et RESOLIS son expertise en matière de transition agricole et alimentaire et, particulièrement, sa méthode de recensement des initiatives des acteurs et des mesures de politiques publiques porteuses de cette transition. Ainsi depuis 2018, grâce à cette méthode, dix Parcs pilotes se sont engagés dans l'observation des dynamiques de transition déjà à l'œuvre dans leurs territoires. Forts de ces premiers résultats, les Présidents des Parcs, réunis en juillet dans le Parc des Causses du Quercy, ont validé et publié une déclaration de caractère politique « Les Parcs naturels régionaux, territoires d'alimentation durable et responsables ». Dans ce plaidoyer, forts de l'observation et de l'accompagnement des initiatives locales de transition agricole et alimentaire, les Parcs



Gorges d'Héric © Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc / Michel Coroir

soutiennent que cette transition vers une alimentation responsable et durable repose sur trois grandes évolutions : un processus progressif de reterritorialisation du système alimentaire permettant une revitalisation économique des territoires, une mutation de caractère agroécologique de la production agricole permettant une revalorisation des ressources naturelles, humaines, culturelles et une émergence de démocratie alimentaire reposant sur une mobilisation des acteurs de la transition en faveur d'un accès de tous à une alimentation de qualité.

Il est ainsi proposé aux Parcs volontaires de procéder en quatre étapes qui viendront conforter les démarches déjà entreprises :

→ **Une phase d'observation¹** permettant d'identifier et d'analyser les initiatives d'alimentation durable et responsable des acteurs déjà engagés dans des chemins de transition ;

→ **Une phase de gouvernance** permettant d'engager un débat local et d'aboutir, d'une part, à la mise en place ou au renforcement d'une « gouvernance alimentaire démocratique », d'autre part, à organiser sous la forme d'un « pré-PAT » les

acteurs et leurs initiatives ;

→ **Une phase d'accompagnement** permettant, d'une part, d'appuyer le changement d'échelle et ou l'essaimage de ces initiatives, mais aussi d'aider de nouveaux acteurs à entrer dans la dynamique de transition, d'autre part, d'inciter les autorités publiques à renforcer et multiplier les mesures de politiques publiques dédiées à cette transition, et ainsi de donner forme et force à un PAT qui permet la transformation progressive du Parc en un territoire d'alimentation responsable et durable ;

→ **Une phase de capitalisation ...**

1. Des étudiants-stagiaires ont participé à la phase d'observation au sein de certains parcs pilotes : Cécile Biret pour le PNR du Queyras, Adèle Gspann pour le PNR des Vosges du Nord, Adrien Nottin pour le PNR des Boucles de la Seine Normandie, Morgane Thominiaux pour le PNR du Golfe du Morbihan, Gabrielle Tragin pour le PNR du Perche, Marie Veys pour le PNR de Scarpe-Escaut.

et de valorisation des expériences de transition qui permettent de consolider une nouvelle et forte « Pédagogie de la transition agricole et alimentaire » et de renforcer les liens de partenariat entre les Parcs et d'autres territoires de notre pays, voire de pays partenaires, qui souhaiteraient s'engager eux aussi dans le grand mouvement de transition écologique et solidaire ;

Les sites pilotes engagés ont valorisé le travail de recensement des initiatives et des mesures de politiques publiques différemment selon le degré d'avancement de leur projet et selon leurs motivations propres. Le Parc du Queyras décrit très clairement dans son texte le lien entre l'observation des acquis et l'action d'animation du territoire et l'enclenchement d'une dynamique territoriale s'appuyant sur l'évolution du système alimentaire. Le Parc des Vosges du Nord a créé une méthodologie décrite dans un livret destiné aux porteurs d'initiatives et transcrite dans une carte interactive. Ce travail a été valorisé dans un documentaire sur l'agriculture et l'alimentation durable. Le Parc a été lauréat de l'appel à projet PNA en 2019. Dans le Luberon, le repérage était ciblé dans le cadre d'une communauté de commune. Il a été présenté à la comcom et aux acteurs de son territoire lors du Forum Alimentation que le Parc organise tous les deux ans.

Les PAT, un outil de la transition

Pour que le repérage porte ses fruits et que la mayonnaise prenne, il apparaît indispensable de réunir tous les porteurs d'initiatives interrogés, mais aussi les collectivités territoriales avec leurs administrations afin de créer une émulation et une dynamique s'appuyant sur le travail de repérage, qui présente les acquis du territoire et le socle sur lequel peut se construire une stratégie alimentaire territoriale. Un tel exercice, comme le passage en comité syndical, va donner une légitimité et une portée politique à la démarche.

La Fédération des parcs s'engage à porter au niveau national et international un plaidoyer en faveur de la transition alimentaire et de l'émergence à grande échelle d'une alimentation responsable et durable. »

La Fédération des parcs accompagne les Parcs dans leurs actions et facilite les échanges entre eux, mais elle s'engage aussi à porter au niveau national et international un plaidoyer en faveur de la transition alimentaire et de l'émergence à grande échelle d'une alimentation responsable et durable, pilier d'un mouvement en faveur d'une grande transition écologique et solidaire. Une feuille de route précise les actions à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. Parmi ces actions, nous avons créé avec RESOLIS et AgroParistech la chaire « Interactions » (Innover dans les territoires et accompagner les transitions), visant à travailler ensemble sur la transition agricole et alimentaire. Un partenariat est en train de se construire avec l'Université de Laval au Québec afin de partager les expériences des territoires français et québécois.

Un des outils privilégiés de cette transition alimentaire est le projet alimentaire territorialisé (PAT). Les Parcs se sont emparés de cet outil que ce soit comme porteur de projets, partenaires ou même organismes fédérateurs de plusieurs PAT sur leurs territoires. Une étude menée par des étudiantes de Sciences Po (octobre 2018-mai 2019) portant sur le positionnement de 48 des 53 PNR vis-à-vis de l'outil PAT montre que :

→ 9 ne sont pas porteurs mais

accompagnent des PAT existants portés par d'autres acteurs.

→ Pour le quart restant, la question alimentaire n'est pas encore une priorité suffisamment affirmée. Même si tous travaillent sur la promotion de circuits courts, certains territoires mettent en avant qu'ils ne sont pas propices à des productions diversifiées ou encore sont soit trop petits soit trop vastes pour travailler à l'échelle d'un PAT. Cet argument n'est pas forcément un obstacle, puisque certains Parcs porteurs d'un projet de PAT n'hésitent pas à élargir leurs périmètres d'actions.

Cette étude identifie les facteurs qui facilitent et ceux qui freinent le développement des PAT. Les principaux freins sont le manque de personnel, de financement, de soutien politique, la difficulté de créer un espace de discussion entre acteurs, le manque d'engagement des acteurs locaux, mais souvent la présence d'un PAT préexistant sur le territoire peut annihiler la volonté du parc d'en lancer un autre plus à sa main. Parmi les éléments facilitateurs, citons une bonne connaissance des acteurs locaux et une capacité à les mettre en réseau, une capacité à mobiliser des appuis extérieurs. En effet, les Parcs ont une capacité à innover et à expérimenter sur des sujets transversaux et territoriaux. L'alimentation est par nature un sujet pluridisciplinaire, son ancrage territorial apparaît aujourd'hui comme une condition nécessaire à la transition écologique et solidaire dont nos sociétés et notre planète ont besoin. ●

Les Parcs Naturels Régionaux et les projets alimentaires territoriaux : synthèse

Par Sidonie de Kermel, Heini Demougeot, Alina Koschmieder, Laure-Lou Tremblay
Étudiantes, projet collectif Sciences Po

**48
PARCS
INTERROGÉS**

**54%
DES PARCS**
intéressés ou déjà engagés dans
la construction d'un PAT

**19%
DES PARCS**
accompagnent des PAT portés
par d'autres acteurs

Si l'agriculture est déjà souvent au cœur des chartes des Parcs, le volet alimentation n'apparaît pas dans plus de la moitié d'entre elles. À l'heure où les Parcs Naturels Régionaux s'approprient progressivement la thématique de l'alimentation, les initiatives dans ce domaine se multiplient. Ainsi, les Parcs sont de plus en plus concernés par les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT).

L'enquête menée par les étudiantes pour la Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France en partenariat avec RESOLIS a permis de dresser un état des lieux au sein de 48 des 53 Parcs entre Novembre 2018 et Mai 2019.

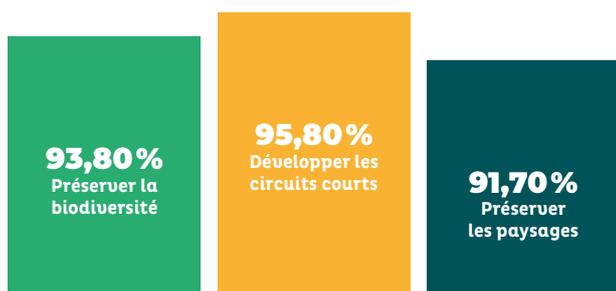
Une grande majorité des Parcs travaille sur les questions relatives à l'alimentation et à l'agriculture. Le PAT constitue alors un outil avec des objectifs à long terme plutôt qu'une finalité en soi puisqu'il s'inscrit dans une dynamique plus large de développement durable des territoires.



— Les Trois piliers des PAT et les domaines d'intervention pour les Parcs



— Les rôles du parc



— Les domaines d'action principaux des Parcs



— Les leviers du PAT

Le Parc Naturel Régional du Queyras et sa démarche de PAT



Témoignage de Xavier Bletterie

Chargé de projet agriculture et forêt,
Parc naturel régional du Queyras

Le PNR du Queyras est partie prenante d'une dynamique très positive sur le sujet de la Transition agricole et alimentaire (TAA). Comment s'est posée la question de l'alimentation dans votre territoire ?

L'agriculture locale a hérité d'une histoire marquée par la république des Escartons, l'exode rural et les catastrophes naturelles. Elle a dû s'adapter à la haute montagne : isolement géographique, climat rude et fortes pentes. Le Queyras est une terre d'élevage, activité qui semble la plus adaptée à ces conditions. En même temps de nouveaux modes de production se développent ainsi qu'une diversification vers l'apiculture, le maraîchage et la cueillette. Ces initiatives se multiplient tout comme celles liées aux nouveaux modes de consommation. Elles amènent à reconsidérer la vision de l'agriculture traditionnelle et à envisager d'autres solutions à l'impasse agricole que rencontre aujourd'hui le territoire avec la baisse du nombre d'exploitations et par conséquent l'augmentation de la SAU (surface agricole utile) moyenne de ces dernières, la difficulté d'accès aux bâtiments agricoles et au foncier, ou encore la fragmentation de celui-ci dû à la pression de l'urbanisme et du tourisme. Pour autant les atouts sont nombreux : les fromageries en vendant à 80% leurs produits dans le département valorisent la produc-

tion laitière ce qui assure le maintien des exploitations actuelles. Un abattoir intercommunal subsiste, repris en 2017 par un groupe d'agriculteurs dans une dynamique et aventure humaine remarquable. La richesse environnementale de notre territoire constitue également un enjeu pour maintenir et développer une agriculture adaptée aux ressources locales.

L'aventure du projet alimentaire territorial (PAT) a commencé en 2016 avec l'identification de cet outil qui semblait répondre aux attentes de la charte du Parc. Ce faisant, il ouvrait de nouvelles perspectives avec la question alimentaire - sujet non abordé par la charte du Parc mais éminemment transversal - tout en permettant de relier les différentes fonctionnalités d'un territoire.

Le Parc du Queyras comptabilisant 2 500 habitants et une quarantaine d'exploitations agricoles, la question de l'échelle s'est posée rapidement. Le PETR du Grand Briançonnais quant à lui constitue un territoire avec une taille suffisamment critique en termes de marchés, densité et diversité d'acteurs économiques. Un accord entre le Parc et le PETR a validé le principe de l'animation de la démarche PAT par le PNR, à l'échelle du PETR.

La première étape en 2016 a surtout centré le travail sur l'agriculture en raison de l'héritage historique de la mission agriculture et de la convention cadre de partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Hautes Alpes. Elle a révélé un jeu d'acteurs locaux complexe et a conduit à la seconde étape en 2017 qui a permis l'ouverture à la thématique alimentaire pour enrichir la diversité des acteurs présents et investir ce nouveau sujet.

En 2018, vous avez travaillé avec RESOLIS sur l'observation et la capitalisation des initiatives d'alimentation responsable et durable (IARD) et des mesures de politique publique en faveur de l'alimentation responsable et durable (MESARD). Comment ce travail s'est-il inscrit dans la démarche déjà engagée ?

C'est dans ce contexte que le Parc s'est saisi de l'opportunité de partenariat proposée par la Fédération des PNR et RESOLIS pour décliner la méthodologie RESOLIS sur le territoire du PETR. Ce relevé a mis en avant un fourmillement d'initiatives sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. Elles proposent des solutions à divers problèmes : perte de confiance des consommateurs, absence d'un cadre sécurisé pour l'installation des producteurs, diminution des outils de transformation, productions agricoles peu diversifiées et structuration de certaines filières en filières longues. Les bons résultats de ces initiatives (emplois maintenus et créés, chiffre d'affaires en augmentation, changement des mentalités, création ou renforcement des liens sociaux) prouvent leurs impacts positifs à la fois au niveau local et aussi sur des aspects plus macro comme l'environnement, l'économie et le social. Principalement menées par des acteurs associatifs, ces initiatives prônent une production agroécologique et la structuration des filières courtes qui valorisent notre territoire et le rendent attractif.

De plus, ce travail a permis une reconnaissance mutuelle entre le Parc et les porteurs d'initiatives : ces derniers reconnaissent le PNR comme un partenaire potentiel, le Parc valorise leur initiative. La restitution du relevé d'initiatives a été un moment particulièrement fort. Un



Le collectif de la transition agricole et alimentaire © Parc Naturel Régional du Queyras

collectif de la TAA composé de tous les acteurs du territoire a émergé et a conforté le Parc en tant qu'animateur du PAT à l'échelle du PETR. Ce temps de légitimation de l'action du Parc du Queyras constitue la troisième étape de la démarche de PAT.

Maintenant qu'un collectif d'acteurs s'est constitué pour travailler sur la TAA, quelles sont les prochaines étapes ? Quelle stratégie est privilégiée ?

Ce collectif est constitué par les porteurs d'initiatives, les partenaires techniques, institutionnels et financeurs. Le regard de RESOLIS sur l'histoire du système alimentaire et de la TAA a permis au collectif de trouver un début de sens commun et a abouti à un plan d'actions :

- Evolution des IARD volontaires (essaimage ou changement d'échelle).
- Construction d'initiatives 100% TAA de l'amont de la production à l'aval de la consommation. L'idée a été présentée sous le libellé : De la graine à l'assiette et de l'assiette au champ.
- Rapprochement des IARD d'une même famille dans de petits réseaux autour de trois sujets principaux : approvisionnement en restauration collective ; lutte contre la précarité alimentaire et pour l'accès à une alimentation de qualité des personnes en difficulté ; éducation à l'alimentation saine.
- Accès à des mesures de finance-

ment pour appuyer les porteurs de projets. La présence des collectivités territoriales est de bon augure, mais les financements peuvent aussi être recherchés dans des mesures de politique publique nationales et européennes et dans des mesures qui pourraient être décidées suite à l'étude menée par RESOLIS pour le compte de la Caisse des Dépôts et du Ministère de la transition.

→ Mise en cohérence de toutes les initiatives et mesures de politique publique et émergence d'un « territoire de TAA » qui pourrait être présenté si besoin comme un PAT.

La stratégie de la démarche PAT est de proposer le PETR et le Parc du Queyras comme clés d'entrée sur le territoire et de s'appuyer sur les actions concrètes des partenaires. Trois axes la composent :

1. réalisation et partage d'actions opérationnelles structurantes ou emblématiques menées par des acteurs du collectif.
2. constitution d'une feuille de route PAT. Le calendrier est favorable avec le renouvellement proche du label PNR. Le PAT constitue une brique du contrat de transition écologique et solidaire porté par le PETR.
3. proposition d'une gouvernance à géométrie variable à trois échelles : le projet opérationnel qui souvent fait l'objet de financement et donc d'une gouvernance classique COTECH / COFIL, le collectif de la TAA (fédéra-

tion d'un grand nombre d'acteurs) et la constitution d'une cellule pour animer ce collectif s'appuyant sur les structures fédératrices, têtes de réseau, disposant de moyens salariés.

Depuis la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt d'octobre 2014, les collectivités territoriales s'emparent du sujet PAT. Quels rôles peuvent avoir les Parcs dans ce type de démarche ?

Les PETR et PNR sont intéressants car ce sont des structures de missions qui ne disposent pas de compétences régaliennes comme les collectivités et autres EPCI. Pour ces raisons, elles peuvent investir de nouveaux sujets comme l'alimentation. Par leur souplesse, elles peuvent agir à des échelles différentes de leur périmètre administratif.

Nous proposons, en valorisant nos cotisations statutaires, de dégager un espace-temps qui permette la circulation et le partage d'information ainsi que la capitalisation de connaissances afin de favoriser l'émergence et l'accompagnement de projets cohérents avec les spécificités locales. L'objectif est de mettre la complémentarité des légitimités et des compétences au service du territoire et de ses habitants. C'est une démarche d'ouverture. Chacun doit pouvoir prendre le leadership d'un projet en fonction de sa pertinence mais sur la base d'un projet collectif et partagé.

CE QUE NOUS DIT NOTRE PARTENAIRE ESPAGNOL

Faire du système alimentaire le moteur de la transition et du développement local



Par Mónica Herrera Gil

Chargée de mission de Dynamisation
Agroécologique, CERAI

et Lola Vicente-Almazán Castro

Chargée de mission de Dynamisation
Agroécologique, CERAI



En 2015, une importante réflexion en faveur de la relocalisation des systèmes alimentaires dans les territoires a été impulsée par des mouvements sociaux et des acteurs institutionnels. D'un côté, le lancement du pacte des politiques urbaines alimentaires de Milan a incité les villes à développer des systèmes alimentaires durables pour garantir une alimentation saine à tous, protéger la biodiversité et réduire le gaspillage alimentaire. De nouveaux groupes politiques proches des mouvements sociaux et s'intéressant à l'alimentation durable sont arrivés au pouvoir lors des élections municipales espagnoles de 2015. Ils ont adhéré au pacte de Milan et ont mis en œuvre au niveau local une nouvelle politique alimentaire. Des villes comme Valence, Saragosse, Valladolid, Madrid et Barcelone se sont engagées dans une démarche d'analyse et accordées sur des actions pour améliorer l'alimentation de leurs citoyens. En 2016 le

Réseau des Villes pour l'Agroécologie est créé pour soutenir les villes et les collectivités locales qui s'engagent dans la transition alimentaire. La Fondation Daniel et Nina Carasso appuie depuis plusieurs années divers projets autour des systèmes alimentaires durables et a permis à des organisations telles que le CERAI de pouvoir effectuer efficacement leurs travaux de recherche.

C'est donc dans les villes que ces propositions de transformation du système agroalimentaire ont été les plus visibles. Cependant le milieu rural espagnol est actuellement un véritable foyer où s'expérimentent de nouvelles façons de concevoir l'agriculture, l'alimentation et leurs relations avec le territoire. Mais cette explosion d'initiatives locales qui génèrent des Systèmes Alimentaires Territorialisés (SAT) n'a pas encore été étayée par des données, des études et encore moins par une systématisation des enseignements qui en

sont tirés. Dans ce contexte l'opportunité s'est présentée pour le CERAI de développer un travail d'identification de 100 initiatives d'alimentation responsables et durables (IARD) en Espagne et d'en valoriser les impacts positifs. Le système alimentaire actuel a des impacts négatifs aux niveaux global comme local tout au long des chaînes agricole et alimentaire. L'Espagne n'y a pas échappé, et les produits alimentaires mondialisés promus par l'agro-industrie et les grandes chaînes de distribution ont gagné du terrain : dans l'alimentation des familles espagnoles la partie « mondialisée » dépasse désormais la partie « territorialisée ». Seulement 4% de la population active se dédie au secteur agricole, contre 66,7% au début du 20^{ème} siècle. La crise est évidente, tout comme la nécessité d'inverser la tendance.

Le CERAI, avec l'appui de la fondation ACM¹ et de Mensa Civica, a mis à profit son expérience dans la construction

1. Fundación Asamblea de Ciudadanos y Ciudadanas del Mediterraneo

de SAT pour donner de la visibilité au mouvement de transition en cours à travers sa publication « 100 iniciativas locales para una alimentación responsable y sostenible »². La méthodologie RESOLIS a été adaptée afin de développer des outils pour valoriser les impacts positifs des IARD. Basées sur les principes de souveraineté alimentaire, d'économie sociale et solidaire et d'écoféminisme, les 100 initiatives travaillent localement à transformer le système alimentaire sur les plans environnemental, social et économique. Elles misent sur la proximité et sur la diversification, tout en cherchant à s'intégrer aux réseaux territoriaux. Elles visent également à être justes pour toutes les parties prenantes, tout en apportant un soin particulier au bien-être de chacun. Sur les 100 initiatives identifiées le secteur productif domine avec 45 initiatives, suivent la restauration (14) et la transformation (13). En ce qui concerne la répartition géographique, la sélection a identifié des initiatives réparties sur l'ensemble du territoire espagnol, tout en donnant de la visibilité aux zones les moins peuplées. Le secteur le plus représenté de notre échantillon est donc la production, les initiatives des autres secteurs ont été trouvées en nombre réduit sur le terrain. Plusieurs facteurs expliquent cet apparent déséquilibre. D'un côté, les porteurs de projets qui misent sur le changement et la vie à la campagne se tournent vers la production avant la distribution ou la commercialisation. De l'autre le foncier est souvent un héritage familial ce qui permet un investissement initial plus faible que dans les autres secteurs qui nécessitent plus d'infrastructures.

Parmi les principales conclusions tirées, notons l'importance des bénéfices que génèrent les IARD autour d'elles et dans l'économie locale. Il s'avère en revanche nécessaire de développer des stratégies de différenciation face aux grands acteurs industriels qui se positionnent désormais sur le bio. Les IARD doivent alors souligner leurs spécificités et les

valeurs de la production paysanne : qualité, attention à l'environnement, développement local, confiance, bien-être animal... Il est également important de créer des réseaux efficaces d'entraide pour apporter des solutions aux principaux problèmes communs et pour se faire entendre auprès des acteurs publics. Enfin, on note l'importance d'élaborer et de mettre en œuvre de bonnes stratégies de communication.

Les principales difficultés concernent l'atteinte d'un équilibre à la fois économique, social et familial, d'où la nécessité de travailler au développement d'outils de soutien. Dans ce domaine, le travail réalisé par URGENCI et Ecologistas en Acción prend tout son sens. Ils œuvrent à la mise en place de stratégies efficaces autour de la soutenabilité des projets agroécologiques qui permettent aux personnes de concilier vie familiale et vie professionnelle.

En ce qui concerne les politiques publiques de gestion du système alimentaire, très peu de mesures d'appui à la transition alimentaire sont mises en œuvre, notamment en termes de participation citoyenne (conseils alimentaires, élaboration de stratégies alimentaires, ...). Il existe encore un fossé entre la gestion de la politique alimentaire et le secteur artisanal de la production, de la transformation et de la distribution. L'existence d'entités et d'organisations sociales qui réalisent des projets d'aide à ces secteurs et servent de pont entre les processus impulsés par le public et le travail local développé par les IARD est alors d'autant plus importante.

Les appuis des collectivités publiques se concrétisent différemment. Si les appuis « directs » sont plutôt positifs, comme la création de marchés ambulants municipaux ou la cession de bâtiments, on peut s'interroger sur l'efficacité des aides économiques et des subventions. Elles impliquent trop souvent des processus bureaucratiques peu flexibles, qui ne sont ni adaptés aux

besoins sur le terrain, ni à la capacité de gestion ou à la taille des projets. Pour tenter de résoudre ce problème, de nombreuses organisations effectuent un travail de plaidoyer : elles espèrent pouvoir obtenir des changements normatifs pour adapter la législation à la réalité des petites initiatives du secteur agricole et alimentaire. Citons par exemple les avancées concernant plusieurs politiques régionales et locales qui ont permis d'assouplir les normes d'hygiène et de sécurité, d'adapter les guides de bonnes pratiques pour la transformation, de créer des bâtiments partagés, etc. La mise en lumière des « 100 initiatives », la connaissance de leurs réalités et de leurs impacts peuvent aider les collectivités publiques à rendre leurs aides plus efficaces et plus utiles. De même pour renforcer la gestion durable du modèle alimentaire il apparaît important de créer des structures de prises de décision et de gestion stables, publiques et participatives, composées d'acteurs divers, qui puissent perdurer quels que soient les changements politiques.

À la suite de l'identification des 100 IARD, une seconde phase d'investissement a démarré, afin d'identifier les outils d'accompagnement des initiatives qui souhaitent entreprendre un nouveau projet, se consolider ou encore changer d'échelle.

Nous sommes à un moment crucial de consolidation du chemin emprunté. Il n'y a plus de doute sur la remise en question du système agroalimentaire actuel. Il est de notre responsabilité de travailler pour que les initiatives de transition puissent être les plus pérennes possible afin de permettre à leurs porteurs d'en vivre dignement. Il est de notre responsabilité à tous de prendre en main notre alimentation et de soutenir un changement de modèle permettant aux personnes et aux territoires de faire du système alimentaire le moteur de la transition et du développement local.

2. <https://cerai.org/publicaciones-de-cerai/100-iniciativas-sat/>





CONCLUSION



Des paysages structurés par l'homme et l'agriculture: prés de fauche en fond de vallée et alpages en altitude © Parc Naturel Régional du Queyras



Initiative Instituto Despensa Natura, Espagne © CERAI

Ce que nous avons construit et ce qui nous reste à construire



Par Henri Rouillé d'Orfeuil

Membre de l'Académie d'Agriculture de France,
Pilote du programme Alimentation responsable
et durable de RESOLIS

Et Sophie Dupraz

Responsable programme Alimentation
responsable et durable de RESOLIS



Notre programme a cinq ans et nous voilà face aux cinq prochaines années. Nous avons mené au cours de l'année 2019 des exercices de réflexion stratégique et, grâce à la Fondation Daniel et Nina Carasso, nous avons pu bénéficier de regards experts et extérieurs¹. Mais c'est sur la base de ce que nous avons construit que nous devons envisager l'avenir et c'est sur ce construit que nous voulons conclure ce numéro spécial de notre journal.

Nous avons réussi à nous situer dans l'actualité de l'un des enjeux majeurs de notre avenir, la transition agricole et alimentaire, qui est l'un des principaux piliers de ce que nous dénommons en France la transition écologique et solidaire et que d'autres appellent la grande transition, la « Big one ». Nous n'avons pas souhaité nous situer comme spectateur, même si pour nous l'observation est essentielle, mais comme un acteur, modeste, du grand jeu qui se joue à la fois dans tous les territoires et à l'échelle du monde. Cette posture d'observateur et d'acteur nous a amenés à construire une vision de la transition alimentaire, qui nous sert de boussole et de feuille de route, une méthode et des outils, notamment d'observation, un patrimoine de données, des partenariats et des alliances pérennes avec des grands acteurs du jeu, une capacité indirecte de communication et de plaidoyer. Rien n'est parfait, rien n'est figé, rien n'est emballé, tout est en chantier et reste à construire et le restera, ne serait-ce que parce que notre sujet ne se présente pas comme un état statique mais comme une dynamique.

Nous souhaitons conclure le travail d'analyse et de mémoire, que nous

avons présenté, nous ou nos partenaires, dans ce journal, par la mise en avant de cinq chantiers ouverts mais à des stades d'avancement différents. Ces chantiers n'auront pas trop des cinq années qui viennent pour nous faire franchir plusieurs étapes dans cette dynamique de transition. Cinq années c'est peu et, pourtant, cinq années c'est déjà du temps long compte tenu des urgences qui sont devant nous.

• • • • • 1 • • • • •

Premier chantier : Construire une « reconnaissance » du champ et du monde de la transition agricole et alimentaire (TAA).

Le mot transition est l'un des plus utilisés, il existe un ministère et une ministre d'Etat rien que pour elle, d'innombrables acteurs s'en revendiquent, mais de quoi la TAA est-elle le nom ? Nous avons conclu notre étude, menée avec Terralim, sur « l'impact de la transition agricole et alimentaire sur l'emploi » en insistant sur la nécessité de pouvoir s'appuyer sur une définition de la dynamique de TAA. Nous y avons réfléchi, nous avons interagi avec quelques grands réseaux d'acteurs, avec le Ministère de la Transition écologique et solidaire et avons conclu que cette définition était nécessaire si nous voulons que la TAA devienne une grande cause nationale et que les acteurs qui la portent bénéficient d'appuis publics et privés adaptés. Nous avons besoin d'un label ad hoc à attribuer aux initiatives de TAA ou d'ARD, d'une politique ad hoc et d'une loi pour la TAA. Les EGA, sur ce point, n'ont rien apporté. Cet échec nous a convaincus que, comme pour l'énergie, deux lois, l'une pour le conventionnel, l'autre pour le transitionnel, pouvaient

seules permettre au transitionnel de prendre son envol.

• • • • • 2 • • • • •

Deuxième chantier : Organiser à plus grande échelle la participation des étudiants

dans le cadre d'une formule pédagogique à définir en liaison avec leurs établissements d'origine. Nous avons pu constater, au Sénégal, qu'il n'était pas négligeable d'ajouter par une loi aux deux grandes missions de l'université – l'enseignement supérieur et la recherche – une troisième mission de « service aux communautés ». Pour RESOLIS, le principal mode de production des données en matière de TAA passe par une mobilisation d'étudiants de niveau master soit sous forme de stages soit sous forme de projets collectifs. Cet apport est considérable pour RESOLIS. Nous pouvons considérer que notre observatoire est en grande partie le fruit de générations d'étudiants de différentes disciplines. Mais, il nous revient que c'est win-win. L'expérience acquise par les étudiants est aussi très bénéfique. De notre côté, nous veillons à ce retour pédagogique, notamment en valorisant le travail de chacun ou de chaque groupe lors d'un événement final ou d'une publication sous la ou les signatures des étudiants. Néanmoins, le suivi des étudiants n'est pas une mince affaire, les limites de cette mobilisation estudiantine sont celles des ressources humaines de RESOLIS. Pour pouvoir dépasser ces limites, il faudrait concevoir une formule pédagogique, incluant un modèle économique, permettant d'élargir les ressources humaines dédiées aux tâches d'accompagnement des étudiants et de valorisation de leurs travaux, ...

1. Particulièrement de Steven Bertal, directeur-associé fondateur de Génération2 SCOP

formule qui pourrait être négociée avec des établissements ou avec des tiers financeurs.

• • • • • 3 • • • • •

Troisième chantier : Accompagner la marche des territoires vers l'alimentation responsable et durable.

C'est le sens et le titre de la déclaration de la FPNRF (Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France) « PNR, territoire d'alimentation responsable et durable ». Ce chantier bénéficie des relations fortes, confiantes et contractuelles de RESOLIS avec les grandes fédérations de collectivités territoriales : Régions de France, la FPNRF et France Urbaine. Ces fédérations ont élaboré avec nous des « déclarations » pro-TAA de caractère politique, une feuille de route et parfois ont mis en place un groupe opérationnel ouvert à leurs membres. RESOLIS a construit une méthode et des outils d'observation de la TAA. Ces outils nous ont permis d'identifier les sujets-clés de la TAA : les IARD, les MESARD et les TERARD, dans cette chronologie. Il nous faut maintenant inverser la chronologie et mener nos observations dans des cadres territoriaux, susceptibles de devenir des TERARD, et le cas échéant des PAT. Car nous avons constaté que la vertu de l'observation est d'abord de créer un réseau d'acteurs et d'asseoir dans un territoire une dynamique de transition. Nous avons aussi réfléchi à la décentralisation de notre observatoire grâce à des filtres

construits à partir des codes INSEE. Nous allons installer des micro-observatoires dans les parcs et, pourquoi pas dans les régions ou dans de grandes institutions nationales. Nous avons aussi mis en avant une notion de Territoires-pilotes : Nous avons déjà mis sur pied avec la FPNRF dix parcs-pilotes, nous pouvons considérer que la Région Centre-Val de Loire est pour nous une région-pilote et peut-être que le Vaucluse, avec qui une collaboration s'engage, pourra devenir département-pilote. Notre idée est que, au-delà d'une phase d'observation, nous pourrions accompagner dans ces territoires-pilotes les acteurs locaux dans des actions de valorisation des données et d'accompagnement de la dynamique de TAA.

• • • • • 4 • • • • •

Quatrième chantier : Consolider et valoriser au niveau national des expériences et des dynamiques de TAA.

Si c'est d'abord au niveau des territoires locaux que se construisent les dynamiques de TAA, c'est aux niveaux national et européen, que doit se populariser la TAA et se mettre en œuvre les principales actions de communication ou de plaidoyer pour agir sur les politiques publiques et la PAC. Dans ces domaines, RESOLIS est surtout intervenue dans le cadre de nos alliances avec les fédérations de collectivités, voire de plateformes associatives comme la Plateforme citoyenne pour une transition agri-

cole et alimentaire ou la Plateforme pour une autre PAC. Cette approche partenariale est excellente, mais peut-être pourrions-nous consacrer davantage d'attention et de moyens à faire voir et valoir le travail de notre programme.

• • • • • 5 • • • • •

Cinquième chantier : Construire un réseau et un programme international autour d'une volonté commune de promouvoir une Alimentation Responsable et Durable (ARD).

Ce chantier est déjà largement engagé. Nous collaborons avec des équipes d'une dizaine de pays avec comme « droit d'entrée » la mise en route d'un projet de repérage et de caractérisation de « 100 IARD ». Ces projets, là où ils ont pu aboutir, deviennent la base de dynamiques de TAA, comme cela a été le cas au Québec, Costa Rica, Espagne, Sénégal... Notre collaboration se limite le plus souvent à un appui méthodologique léger et à distance. Tout repose sur la qualité et la capacité des partenaires. Au-delà de ces collaborations et projets parallèles, nous avons ébauché des actions de caractère régional pour le pourtour de la Méditerranée (notamment avec l'Assemblée des citoyennes et citoyens de la Méditerranée et nos partenaires espagnols), pour l'Afrique de l'Ouest (avec le Réseau des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest et AfriCités), pour l'Amérique latine (avec la CGLU) et de manière plus large avec la CGLU-monde, qui a décidé de lancer un programme international dans le prolongement d'une « Communauté de pratiques », que nous avons animée avec Régions de France... Cette ouverture est doublement intéressante, d'une part pour faire naître des programmes nationaux dans de nombreux pays, d'autre part, pour porter un plaidoyer en direction des organisations internationales en faveur de nouvelles régulations, notamment dans le domaine-clé du commerce.



Bocage dans l'Avesnois © Marc Grzemeski / PNR de l'Avesnois

Nos partenaires financeurs



Nos partenaires opérationnels





CATALOGUE DES INITIATIVES

*Découvrir les 350 initiatives
de notre enquête de terrain sur
[resolis.org/observatoire-
alimentation](https://resolis.org/observatoire-alimentation)*

PRODUCTION AGRICOLE

1 ASMC (Un Arbre Sur Mon Chemin)	La plantation de vergers et le parrainage selon Un Arbre Sur Mon Chemin	  
Abricotoit	ABRICOTOIT : choisissez ce que vous mangez, en produisant vos propres fruits & légumes	  
Amaranthus	Amaranthus Project : développer la culture et la transformation de l'amaranthe en France et au Pakistan	 
Association Florimont	Graine de Quatorzien : un projet innovant d'agriculture urbaine autour des graines, dans le 14 ^{ème} arrondissement de Paris	   
Association l'épicerie	Espace permaculture des 7 nains: la sensibilisation à l'environnement dans les Alpes	  
Simple et sauvages	Association Simple et Sauvages	  
Atelier d'Architecture Autogérée (AAA)	L'Agrocité de R-Urban: pratiques et réseaux de résilience urbaine	   
Buron Saint Georges	De l'orge à la bière: production à taille humaine et selon des techniques anciennes dans le Cantal	  
Christelle Garnier	Agrobiologiste dans l'Yonne	 
Collectif d'Urgence	Jardin de l'espoir : jardin biologique partagé et insertion à Alençon	   
DHG (Domaine des Hautes Glaces)	Domaine des Hautes Glaces: une ferme-distillerie de montagne	   
Entreprise Individuelle Les jardins d'illas	Les jardins d'illas: maraîchage en traction animale	 
ESPEREM	Jardin sur le toit : jardin solidaire & partagé sur le toit d'un gymnase du 20 ^{ème} arrondissement de Paris	  
Ferme de la Combe Bernard	Ferme de la Combe Bernard en Isère: bio, local et gérée par une femme!	   
Ferme de Pont Gros	Ferme innovante en combinaison d'activités dans l'Isère	   
Ferme du Baron Perché	La Ferme du Baron Perché: cultiver la biodiversité et les variétés anciennes	 
Ferme et Refuge des Croq'épines	Elevage caprin alternatif: redonner au vivant ses droits fondamentaux	 
Ferme Jolivel	L'installation et la transmission selon la Ferme de la Pignerie	  
Gaec agri-yourte	Une serre bioclimatique pour une ferme permaculturelle dans les Alpes de Haute Provence	   
GAEC de Trevarn	GAEC de Trevarn : d'une ferme laitière herbagère à un écosystème d'activités	    
Gaec du sasse	Agriculture safranée à taille humaine à Bayons (04)	   
GIEE agriculture de conservation des sols	Le GIEE Agriculture Ecologiquement intensive, « pour produire autant et autrement »	 
Graines de Soleil	Les animations « Graine à l'assiette » du jardin d'insertion Graines de soleil	   
Guerrilla Gardening France	Jardin collaboratif et citoyen Afghan, Canal Saint Martin, Paris	  
Hericourt	L'Abeille Enchantée: apiculture et viticulture en conversion biologique dans les Pyrénées-Orientales	 
Incroyables Comestibles	Les jardins urbains partagés d'Incroyables Comestibles Paris: espaces de solidarité et de sensibilisation	  
INRA	La Prévalaye Paysanne: système alimentaire expérimental à Rennes	    
Jardin de l'Univert	Jardin partagé de l'Univert à la Goutte d'Or (Paris)	  
Jardin d'even	La boutique des herbes du Jardin d'even	   
L'élément naturel	L'élément naturel : des produits rares, de qualité, et respectueux de l'environnement	  

La Cave à Pleurotes	Production de champignons à partir de marc de café recyclé à Bordeaux	  
La Crueize	À La Crueize, les cochons protègent une forêt du Languedoc.	  
La Ferme Musicale	La Ferme Musicale: activités et visites pédagogiques d'une exploitation agricole biologique	   
L'Âme des Simples	La production et transformation de plantes médicinales de l'Ame des Simples	  
Le Coucou Exploitation Forestière	Les Ruches kenyanes : parrainage de ruches pour permettre les dons du miel destinés aux associations d'aide alimentaire	   
Le jardin d'O	Le Jardin d'O : une agriculture biologique responsable et locale	 
Le Mat Drôme	D'oasis urbaine en archipel vivrier, Jardins collectifs et agriculture urbaine dans la zone urbaine sensible des hauts de Valence	  
Le Potager du Villard	Le Potager du Villard, un système de production alternatif pour la conservation de la biodiversité	  
Le Sanglier Philosophe	Le Sanglier Philosophe : une exploitation de plantes d'herboristerie en Haute-Savoie	 
Les Jardins de Lucie	Les Jardins de Lucie	   
Les Jardins du Petit Verger	Une micro-ferme innovante dans le Morbihan	 
Lutin Jardin	Une installation bio dans de petites surfaces : l'exemple de Lutin Jardin et des habitants de Montferrier-sur-Lez et Saint-Clément-de-Rivière	  
Nature'lich	Nature'lich : un espace d'expérimentation agricole et sociale dans les Vosges du Nord	  
Office de Tourisme et d'animation de Nérès les Bains	Les Incroyables Comestibles à Nérès-les-Bains dans l'Allier : carrés jardins intergénérationnels	 
Optim ISM	Optim ISM : des jardins collectifs à vocation d'insertion professionnelle en Bretagne	   
Partageons les jardins!	Jardins et Territoires en transition: pour échanger, apprendre et contribuer à la transition écologique	  
Parti Poétique	Zone sensible : bienvenue sur la dernière ferme historique du 93	   
Pensée(s) Sauvage(s)	Terres communes: des jardins solidaires promouvant la participation citoyenne et la lutte contre la précarité en Ile-de-France	  
Point Green	Potager En Ville: une plateforme pour des espaces à potager ou à cultiver en France	  
Pôle Eco Design	« La Marcotte », une ferme urbaine citoyenne de l'Institut INSPIRE	   
Prêt à Pousser	Prêt à pousser : cultiver des jardins autonomes chez soi	 
Régie de Territoire des deux rives	Régie de Territoire des 2 rives: insertion professionnelle et développement durable en Auvergne	   
S.A.R.L Peretto	Les grenades bio de l'entreprise française Peretto	 
SCEA DE LIGNIERES	La Ferme de Lignières: l'élevage dans le bon sens	
SCIC Le Biau Jardin	Le Biau Jardin : société coopérative et entreprise d'insertion en maraîchage, bio, local et solidaire dans le Puy-de-Dôme en Auvergne	   
Secours Catholique	Le Jardin de la rencontre à Saint-Brieuc du Secours Catholique: jardin partagé et échanges	 
Séverine ASENSIO-JOSEPHINE	Faire (re)découvrir les plantes médicinales des Antilles grâce à l'agriculture biologique	  
Toits Vivants	Projet Toits Vivants Mozinor : réintroduction de l'agriculture urbaine en région parisienne	 
Vergers Urbains	Les projets de l'association Vergers Urbains à Paris	 
Vergers Urbains	« Jardins Mobiles » : créer un espace public de rencontres autour du jardinage (Paris 18 ^{ème})	 



Externalités sociales



Externalités pédagogiques



Externalités développement local



Externalités culturelles



Externalités environnementales

Vergers Urbains	Lab'AU Pajol, laboratoire d'initiatives agricoles en milieu urbain à Paris	 
V'île Fertile	Le potager urbain de V'île Fertile: une production alimentaire de proximité au coeur de Paris	  
Ynsect	Ynsect : production d'insectes pour la nutrition animale et la chimie verte	  

TRANSFORMATION DE PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

A table citoyens	Valorisation de fruits invendus en confiture RE-BELLE !	   
Abattoir de La Mure (Provi SA / Sicorbiasa)	L'Abattoir de la Mure (Provi SA / Sicorbiasa) en Rhône-Alpes : vente directe, diversification et fonctionnement coopératif	 
Abattoir des Hautes Vallées	L'Abattoir des Hautes Vallées : un projet commun valorisant le travail des éleveurs et les circuits courts	   
APTO 84	Apto 84 : 24 agriculteurs s'auto-organisent autour de leurs unités mobiles de pressage et de triage des graines	   
Bières bio Mont d'or	Bières bio Mont d'or (Rhône-Alpes)	  
Biofuture SAS	Quintesens, commercialisation d'huiles biologiques sur mesure	  
Chiche SAS	Les légumineuses: Chiche!	 
Coopérative Jardins de la Haute Vallée	Les Jardins de la Haute Vallée de l'Aude : des ateliers de transformation pour les producteurs fruitiers	  
ECLA 53	ECLA53 une structure pour une viande bovine de qualité et équitable à destination de la restauration hors domicile	  
Escalagaü	Escalagaü : un élevage d'escargot écoresponsable	  
Ethique et tac	Une boisson éthique, bonne et bio: Green Bulles Bio	 
Fabrique des bonnes habitudes	Le cuir de Fruit Cru'andiz : Le cuir de fruit sain, savoureux et stylé pour gourmandiser en conscience.	 
Fédération Régionale des CIVAM Occitanie	Ensemble pour la mise en place d'une filière meunerie locale sur le Causse Méjean, en Occitanie	   
Flex and Relax	Flex & Relax: produits bio comme alternatives à la consommation de viande	  
Fromagerie 13 blés	La fromagerie des 13 blés: trois soeurs pour une agriculture locale, solidaire et durable	   
Fromagerie Bio du Maine	La production de la coopérative agricole	  
Fruits d'Avenir	Fruits d'Avenir : commercialisation et valorisation de produits obtenus grâce aux arbres fruitiers anciens en Pays Dignois	  
Héricourt Roselle	Apiculture et viticulture traditionnelle en Occitanie	 
IDE-AL	Pressage d'huile de noix à froid pour IDE-AL, une entreprise d'aide à l'insertion	   
Illico Cuistot	Illico Cuistot: des kits pour réaliser facilement de savoureux repas à Amiens avec des produits locaux	  
La Patte Jeanjean	La Patte Jeanjean, une fabrique de pâtes locales à partir de cultures percheronnes	 
La Reinette Verte	Association la Reinette Verte	   
Le pain de la liberté	Le pain de la liberté : des produits bio, sans gluten et au féminin	  
Les 3 Chouettes	Les 3 Chouettes: des pickles de légumes bio cultivés et cuisinés en circuit-court	  
Les fées du potager	Le Collectif « Les fées du potager »	   
Les Incrépides	Kokineo des Incrépides	  

Minoterie Guiard	La baguette du Perche : une structuration de la filière céréalière sur le territoire	 
Nature et aliments	NATURE ET ALIMENTS : changer le regard sur le handicap en entreprise agroalimentaire biologique	 
Tossolia	La Société Coopérative d'Intérêt Collectif Tossolia : production du fromage de soja au niveau local	  

DISTRIBUTION / COMMERCIALISATION

Alter-conso	Alter-Conso, une coopérative de distribution de paniers agricoles dans l'agglomération lyonnaise	  
AMAP bio COURNON	L'AMAP Cournon d'Auvergne biologique et sa démarche NESO : système de contrôle participatif	 
AMAP de Bellême	AMAP de Bellême	 
AMAP de Mortagne-au-Perche	AMAP de Mortagne au Perche : Association pour le maintien de l'agriculture paysanne	 
AMAP des 6 Vallées	AMAP des 6 Vallées	 
ARToPIE	Un groupement d'achat collectif via Artopartage de ARToPIE en dehors des grands groupes agro-industriels	
Association des producteurs Bio d'Alsace du Nord	MarchéBus: promouvoir l'accessibilité des produits bio du territoire de l'Alsace du Nord auprès de l'ensemble des habitants	  
Association Mosellane d'Economie Montagnarde	Une valorisation du territoire des Vosges Mosellanes auprès des consommateurs : « Les Marchés Paysans »	  
Au Bonsens des mets	Au bonsens des mets: des produits locaux bios et des emballages biodégradables, compostables, livrés à vélo	   
Barnabé l'Épicier	Barnabé l'Épicier, une épicerie associative qui valorise les productions locales	  
Biocoop 21	Biocoop 21 : magasin éphémère biologique, vrac et sans emballages	
Collectif Potager d'Ingwiller	« Collectif potager d'Ingwiller » ou la possibilité d'acheter directement des produits biologiques de l'exploitation agricole Terre Activ'	 
CoopaParis	CoopaParis: Coopérative alimentaire de la Goutte d'Or	 
Coopérative des artisans du Queyras	La coopérative des artisans du Queyras : au service des artisans et producteurs du Queyras	  
De la Ferme au Quartier	De la Ferme au Quartier, distribution de paniers paysans en circuit court à St Etienne	 
EARL les Jardins du Clérigo	La distribution des paniers des Jardins du Clérigo dans la gare SNCF de Vannes	  
Ferme ADAM	Un distributeur automatique pour la ferme ADAM permettant de vendre en continu sa production.	 
Fermes de Figeac	Les circuits courts selon la coopérative Fermes de Figeac	  
Fermes du Monde	Fermes du Monde, développement de partenariats agricoles internationaux	  
Foodette	Foodette, paniers en ligne de saison et de proximité	 
GIE Collectif Percheron	Le GIE Collectif Percheron : un groupement d'agriculteurs locaux se rassemblent pour valoriser leurs productions	  
Juste un Zeste	Juste un Zeste : Une association favorisant les circuits courts en collaboration avec des producteurs siciliens	  
Kelbongoo	Kelbongoo : revente de produits fermiers frais en circuit-court à Paris 20 ^{ème}	
La Bonne Pioche	La Bonne Pioche : 1ère épicerie grenobloise 100 % sans emballage de produits locaux	  
La Charrette Bio	La Charrette Bio : Un camion de vente collective directe de produits biologiques	 



La Chouette Epicerie	La Chouette épicerie	   
La Cigogne	La Cigogne : valoriser les produits fermiers d'exception	   
La Cueillette Fabulette	L'agriculture et l'animation sociale selon La Cueillette Fabulette	 
La Desserte Locale	La Desserte Locale : une plateforme collaborative pour une alimentation locale, saine et de qualité en circuit court	  
La MieCycllette	La MieCycllette: une boulangerie bio et livraisons à vélo	  
La Recharge	La Recharge: une épicerie sans emballages à Bordeaux	  
La Ruche qui dit oui	« La Ruche qui dit Oui » : un réseau national de communautés permettant l'achat de produits locaux via une plateforme internet	 
La Super Halle d'Oullins	La Super Halle d'Oullins (69) : une structure favorable à la promotion de produits locaux et responsables	  
Le Goût d'ici	Le Goût d'ici, vente de produits biologiques équitables dans le département de l'Île-et-Vilaine	  
Le Goût est dans le pré (SARL)	Le Goût est dans le pré, une boutique en ligne pour une gastronomie responsable	   
LEGTA Le Gros Chêne	Au Marché du Gros Chêne: concilier pédagogie, animation du territoire et activité économique à Pontivy (56)	 
L'Éléfàn	L'Éléfàn : coopérative alimentaire participative à Grenoble	 
L'épicerie	«l'épicerie», une association de type collégiale, promouvant la production, la distribution et la sensibilisation au bio et local	 
L'équicerie	L'équicerie, service de vente ambulante à cheval	  
L'Equ'y'table	La Distribution de paniers de produits locaux dans la région grenobloise par l'Equ'y'table	  
Les Jardins de Gaïa	Le thé bio et équitable des Jardins de Gaïa	  
Les Paniers Marseillais	Les Paniers Marseillais	   
L'Hirondelle	L'Hirondelle : une épicerie biologique itinérante	  
Locavorium	Locavorium : une supérette-drive innovante de produits de qualité 100% locaux, 100% en direct des producteurs et 100% origine France.	  
L'Orange bleue Equitable	L'épicerie solidaire l'Orange Bleue (Puy de Dôme): locale, bio, équitable et monnaie locale	
Oclico SARL	Oclico.com : magasin en ligne de produits locaux et bio	  
O'tera du Sart	O'TERA: une ferme-magasin pour préserver l'agriculture de proximité dans la région Lilloise	
Péligourmet	Péligourmet, le circuit court & collaboratif des produits régionaux à Paris	  
Roul' ma soupe	Roul'ma Soupe : Soupe en Food Truck dans le bassin de Clermont Ferrand	  
SARL Vitalvie	L'Eau Vive, le magasin de produits bio et locaux à Clermont-Ferrand	 
Terre d'Arrée - Bro An Are	Bro An Are, point de vente collectif en milieu rural	  
Vers un Réseau d'Achat en Commun	VRAC, un système d'achat groupé pour améliorer la qualité de l'alimentation des habitants dans les quartiers populaires de la banlieue lyonnaise	
Voisins de Paniers	Le modèle souple et de proximité des Voisins de Paniers	   

CONSOMMATION ALIMENTAIRE

A corps végétal	« A corps végétal » et ses ateliers tous public de cueillettes sauvages et de cuisines familiales	  
------------------------	---	---

A portée de mains	« A portée de mains », une autre production alimentaire et sociale en Ardèche	  
A.N.D.E.S.	UNITERRES : quand l'aide alimentaire soutient l'agriculture locale	 
Agoraé	L'épicerie solidaire étudiante de l'Agoraé à l'Université Catholique de Lille	 
Agoraé Caen	Agoraé Caen – Epicerie Sociale et Solidaire étudiante	 
Alerte Solidarité	Epicerie sociale « coup de pouce » pour les Irignois	 
Apigot	Apigot, pour une cuisine itinérante et engagée	  
Association Les Amis du Zeybu	Les Amis du Zeybu de la ville d'Eybens (France) et leur monnaie le « Zeybu Solidaire »	   
Association Altrimenti	Altrimenti : faire du potentiel déchet alimentaire une véritable ressource !	   
Association Imagine 84 A.C.I. « Les Jardins de la Méditerranée »	L'Atelier chantier d'Insertion «Les Jardins de la Méditerranée» de l'association IMAGINE 84	  
Association la Cloche	Le Carillon, un réseau de solidarité de proximité bienveillant	 
Association Midi Chaud	Midi Chaud : une association d'alimentation solidaire	
Association Nicodème	Café associatif Nicodème : un lieu d'accueil et de mixité sociale	
Baluchon - A table citoyens	Baluchon, une aventure collective autour des plaisirs de la table et du bien vivre ensemble	  
Banque Alimentaire de Dordogne	Banque Alimentaire de Dordogne: des ateliers budget pluridisciplinaires pour améliorer la situation alimentaire des plus démunis	 
Banque Alimentaire de l'Isère	3 étoiles solidaires : faciliter la distribution de la viande aux personnes démunies	 
Banque Alimentaire de Touraine	Les chasseurs ont du cœur avec la Banque Alimentaire de Touraine	 
Bercail Restaurant	Bercail : une cuisine gastronomique, des produits authentiques	  
Biocycle	Biocycle : le relais du don alimentaire de proximité	  
CCAS d'Issy-les-Moulineaux	Le Libre Service Social du CCAS d'Issy-les-Moulineaux: alimentation et inclusion	 
Colibris	La Santé par l'Alimentation Biologique à Grans (PACA)	   
Collectif la Caentine	La Caentine : lutte contre le gaspillage alimentaire à Caen avec la distribution de produits glanés	  
Disco Soupe	Les événements collectifs de Disco Soupe : une lutte conviviale et participative contre le gaspillage alimentaire	  
Echange Nord Sud	Lutte contre le gaspillage alimentaire et les invendus via la création de « confitures solidaires »	  
Ensemble un Lieu pour des Liens Solidaires à Achères (ELLSA)	Ensemble un Lieu pour des Liens Solidaires à Achères : développer le lien, favoriser la solidarité & valoriser l'alimentation conviviale et durable	  
EPISOL	EPISOL : une épicerie solidaire pour tous sur le territoire de Grenoble	 
Ethic Etape La vie en vert	La vie en vert : un lieu d'accueil Ethic Etape tourné sur l'environnement avec une restauration majoritairement local	  
Familles laïques de Vaux-le-Pénil	Les repas partagés à Vaux-le-Pénil : un restaurant citoyen en Seine-et-Marne	
Familles Rurales de Loudéac, Projet Tables en compagnie	Tables en compagnie: des repas solidaires par les Familles Rurales de Loudéac (Bretagne)	  
Fantine en Cuisine	Fantine en cuisine, traiteur local à Bretoncelles (Perche)	   



Externalités sociales



Externalités pédagogiques



Externalités développement local



Externalités culturelles



Externalités environnementales

FR CIVAM Auvergne	Valorisation de la production locale et lutte contre le gaspillage alimentaire en Auvergne	  
FR CIVAM Auvergne	Troc Party Alimentaire en Auvergne : local, anti-gaspillage et convivial	   
Freegan Pony	Freegan Pony, ou le restaurant éphémère qui cuisine les invendus	  
GESRA (Groupement des Epicerie Sociales et Solidaires en Rhône-Alpes - Auvergne)	GESRA - Groupement des Epicerie Sociales et Solidaires en Rhône-Alpes - Auvergne	 
Gourmandises et Créations	Gourmandises et Créations : traiteur et pâtisserie bio, locale et écologique dans le Puy de Dôme	 
Initiative Catering	Initiative Catering: ateliers de cuisine et conserverie en Poitou-Charentes	  
L'Epso	L'Epso, épicerie sociale et solidaire à Montpellier	 
La Cantine Savoyarde	La récupération des surplus alimentaires de La Cantine Savoyarde	 
La GRAINE	Lier bien-être et alimentation : « Groupement Alternatif d'Initiatives Ecolos » vous ouvre les portes de son restaurant !	
La Messicole	Salon de thé « La Messicole » : cuisine saine et locale dans un village d'Ardèche	  
La Tablée des Chefs France	La Tablée des Chefs : des chefs cuisiniers solidaires contre le gaspillage et la précarité alimentaire	   
LaSalle Beauvais	Cuisine et Potager nourriciers	  
Le Bio d'Adam et Eve	Le Bio d'Adam et Eve: un resto 100% Bio!	  
Le Bocal Local	Le Bocal Local: la lutte contre les gaspillages potagers	  
Le café cantoche	Le café cantoche: consommation locale et lien social à Saint-Geniès-de-Malgoirès (30)	  
Le Pizzarium	Restaurant Le Pizzarium : des plats issus de produits locaux bios auvergnats	  
Le RECHO	Le RECHO : Créer du lien entre les populations locales et les migrants à travers la cuisine et favoriser leur insertion sociale et professionnelle	 
Le Terreau	Des légumes bio et solidaires dans les menus des cantines scolaires ardéchoises	   
Le Terreau	Paniers solidaires: une alimentation équilibrée et bio pour tous	 
Légum'au Logis	La Ferme des Buers: une variante des AMAP à Villeurbanne	   
Légum'au Logis	Légum'au Logis, bouillon de solidarités dans mon quartier !	  
Les amis de tous	La distribution de colis alimentaires à Villeurbanne selon « Les amis de tous »	
Les Champs du Cœur	Le programme « Manger à volonté » des Champs du Coeur à Paris 15	  
LieU'topie	L'épicerie solidaire étudiante du LieU' de l'association LieU'topie à Clermont Ferrand	 
Lycée professionnel Marie-Curie	Une restauration collective de qualité locale et durable à Clermont-Ferrand au Lycée professionnel Marie Curie	 
Lycée Rémi Belleau	Approvisionnement local de la cantine du Lycée Rémi Belleau de Nogent le Rotrou	  
Mairie de Loubeyrat	Une Cantine scolaire bio et locale dans le Puy de Dôme	  
Mamie Foodie	MAMIE FOODIE : le service traiteur qui met à l'honneur la cuisine de grand-mère	  
Marché Ambulant du Perche	Le Marché Ambulant du Perche, fournir les populations rurales pauvres en aide alimentaire	
MIAA	Distribution de repas aux sans-abris à Paris 19	
Moi moche et bon	Moi moche et bon : fabrication de jus à partir de fruits non conformes aux normes européennes	   

Pain perdu	Pain perdu : les jeunes contre le gaspillage du pain			
Patiza	Patiza, fast-food local provençal avec des produits de saison			
Peska Restaurant	Peska, des produits de la mer locaux et abordables			
Quartier Frais	Quartier Frais: les plats frais conçus dans des bocaux en verre recyclable et mis à disposition dans un distributeur automatique			
Re-Bon	La lutte contre le gaspillage alimentaire de Re-Bon, réseau de glanage nantais			
Renouer Groupe Coopératif	« Renouer » avec le monde du travail par la Cueillette Solidaire, une meilleure utilisation des ressources locales et moins de gaspillage alimentaire			
Réseau Cocagne	Les 30 000 Paniers Solidaires du Réseau Cocagne			
ReVIVRE Ile-de-France	Le Projet Tournées Villages, une épicerie sociale itinérante			
Samu Social de Paris	Les ateliers de cuisine aux micro-ondes du Samu Social de Paris			
Secours Islamique France	Episol : l'EPIcérie SOLidaire du Secours Islamique à Saint-Denis			
Service de Santé Universitaire (SSU)	Les SSUpers Paniers pour les étudiants			 
SOLAAL (SOLidarité des producteurs Agricoles et des filières ALimentaires)	Le don alimentaire selon SOLAAL			
Solidari'terre	Les Camions du Coeur : une association étudiante en partenariat avec les Restos du Coeur			
Sols & Fruits	Gueules cassées : valorisation des fruits et légumes moches par Sols & Fruits			 
Vertdis	Potager Citoyen : faire don de ses récoltes aux Restos du Coeur			

PRODUCTION DE SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT, D'APPUI ET DE FINANCEMENT

ADEAR05	L'espace-test agricole du Buëch-Baronnies, un dispositif multi-partenaire pour la création d'activité agricole			
ADEAR 13	Association pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural: vers une agriculture durable et autonome		 	
ADEAR Drôme	Adear Drôme : changer de regard sur l'installation des femmes en agriculture			
ADEAR Mayenne	Favoriser l'accès des femmes à l'agriculture paysanne			
AFIP Nord Pas-de-Calais	Le Gerموir, accompagnement de jeunes agriculteurs pour une installation optimale dans les Hauts de France		  	
ARBIO Aquitaine	La Charte BIO VIN SOLIDAIRE d'ARBIO Aquitaine		 	
ASARD – Association pour des Systèmes Alimentaires Responsables et Durables	ASARD: Promouvoir le développement d'une agriculture durable et d'une alimentation responsable			
ASARD – Association pour des Systèmes Alimentaires Responsables et Durables	DAM – Distance Alimentaire Moyenne : création du 1er indice scientifique de mesure de l'origine alimentaire en France			
Association le chant du pissenlit	Paysanne des temps modernes: la joie de la transmission		 	
Association Promotion de Médecine Homéopathique	L'agro-homéopathie, alternative efficace et économique de traitement de jardin		 	
Aurore	La mixité sociale selon l'espace partagé des Grands Voisins			
AVENIR 59/62	Accompagnement et mise en réseau de femmes agricultrices par l'association Avenir 59/62			



Externalités sociales



Externalités pédagogiques



Externalités développement local



Externalités culturelles



Externalités environnementales

Bio Consom'acteurs	Campagne nationale de Bio Consom'acteurs, Générations Futures et Agir pour l'Environnement « Zéro Phyto, 100% Bio ! »	  
Bou'sol	Le réseau marseillais BOU'SOL essaime les boulangeries « Pain et Partage » bio, locales et solidaires	   
Centre d'Étude Technique Agricole	Centre d'Étude Technique Agricole (CETA) du pays d'Aubagne au service du développement de projet d'agriculteurs péri-urbains	   
CILDEA	CILDEA, outil de développement rural et local	  
Comité d'Action Juridique Rhône-Alpes	Le soutien du Comité d'Action Juridique (CAJ) au secteur rural	  
Couveuse agricole Coups d'pousses	Couveuse Agricole Coups d'Pousses, un outil pour accompagner les dynamiques d'installation en Agriculture Biologique dans le Gard	    
DH.Projet	pretersonjardin.com : un potager à la portée de tous	 
Ecoscience Provence	La démarche Commerce Engagé d'Ecoscience Provence pour promouvoir et récompenser les conduites éco-responsables	 
Filière Paysanne	Filière Paysanne: Accompagner à la création d'épicerie paysannes en Provence-Alpes-Côte d'Azur	  
Filière paysanne	Filière paysanne : approvisionnements en produits issus de l'agriculture locale à Marseille	   
Fresh Me Up	Fresh Me Up : une plateforme qui lutte contre le gaspillage alimentaire destinée aux professionnels de l'agroalimentaire	  
GRAAP (Groupe de Recherche-Action sur l'Agroécologie paysanne)	Développer l'agro-écologie paysanne sur un territoire de montagne : démarche de recherche-action paysans-chercheurs, groupe FAM	    
GRAP	Le Groupement Régional Alimentaire de Proximité (GRAP) pour fédérer les acteurs de l'alimentation locale et bio à Lyon	 
IGF (Intergroupes féminins)	Choisir d'améliorer l'équilibre vie professionnelle, vie personnelle dans les métiers agricoles	 
L'Atelier Paysan	L'Atelier Paysan, coopérative d'auto-construction pour une agriculture biologique	  
La Ferme Canopée	L'installation d'agriculteurs sur des petites surfaces à la Ferme Canopée	   
La ferme de l'âne arrosé	Maraîchage diversifié bio sur petite surface en traction animale dans le Poitou-Charentes	 
La Ferme du Bec Hellouin	La production et la formation en permaculture du Bec Héllouin	   
La Ruche de la Divatte	Une « Ruche qui dit oui » dans le Maine-et-Loire pour soutenir les producteurs et rapprocher les citoyens	 
La Ruche Qui Dit Oui!	La plateforme informatique de La Ruche Qui Dit Oui! pour promouvoir les circuits courts de distributions agricoles	 
Le Cabas des Champs	Le Cabas des Champs: un groupement d'achats alimentaires solidaire et participatif	 
Le Paysan Urbain/La belle pousse	Le Paysan urbain : micro-ferme urbaine agroécologique, pédagogique et démonstrative	  
Le Serpolet - CIVAM Bio	L'Espace Test Agricole du Pays Dolois: un espace pour tester son projet d'installation agricole	   
Les Champs des Possibles	Le dispositif régional de couveuse d'activités agricoles des Champs des Possibles en Ile-de-France	   
Lycée agricole Louis Mallet	L'atelier de transformation du lycée agricole de Saint-Flour (Cantal)	  
Manger Bio 35	Manger Bio 35, une plateforme de producteurs biologiques locaux pour la restauration collective	   
MIL Perche	Mil Perche : Marché d'intérêt local du Perche ; un outil de logistique pour fournir des produits locaux aux restaurants professionnels	  
Miramap (Mouvement inter régional des AMAP)	L'association MIRAMAP, mouvement inter-régional des AMAP	 
Mouvement Colibris	Création d'Oasis grâce au Mouvement Colibris	 
OpenFood France	OpenFood France : une plateforme open source au service des circuits-courts alimentaires	 

Parcours Ecopaysans	Parcours Ecopaysans: modules d'accompagnement d'agriculteurs sur la transition agro-alimentaire	  
Phenix	PHENIX : Donner une seconde vie aux produits alimentaires	  
Plateforme Paysanne Locale	La Plateforme Paysanne Locale	  
S.E.V.E 84	La Roue : une monnaie locale en région PACA	   
SCIC Garro	La plateforme maraîchère biologique du Domaine de Garro	   
Solidarité Paysans 42	Solidarité Paysans 42, le parti pris de l'homme debout	
Solidarité Paysans 53	Les Femmes ont la Parole : groupe de discussions sur les difficultés rencontrées par les exploitantes agricoles	
Syndicat cidricole du Perche	Projet d'AOP « Cidre du Perche »	 
Terre de Liens	Association Terre de Liens Île-de-France: favoriser des initiatives collectives d'acquisition et de gestion du foncier et du bâti	 
Terre de Liens	Mouvement Terre de liens : et si vous faisiez pousser des fermes en France?	    
Terre et Humanisme	Association Terre et Humanisme : promotion de l'agro-écologie et formation	   
Terres en Villes	Terres en villes: un réseau national pour un projet alimentaire territorial co-construit et partagé	  
Terres en Villes	Terres en villes : lieu Ressource des politiques alimentaires d'agglomération	 
Un Plus Bio	Un Plus Bio, pour une restauration collective bio, locale, saine et juste	 
Un Toit pour les Abeilles	Un Toit Pour les Abeilles : lutter contre la surmortalité des abeilles en France, en Belgique, et au Maroc.	  
Mission Haies Auvergne - Union régionale des Forêts d'Auvergne	Création d'une filière de récolte et de production de plants champêtres du massif central avec un label « végétal local »	  

VALORISATION NON ALIMENTAIRE DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Abeille Avenir	Abeille Avenir : comprendre et valoriser l'abeille pour mieux protéger l'environnement et l'agriculture responsable	 
Agribio 05	Agribio 05 et les petits reporters de la fourche à la fourchette	  
Alsace-Village	Un approvisionnement majoritairement local pour l'hôtel restaurant Alsace-Village, hôtel labélisé « Hôtel au naturel ».	   
Al'Terre Breizh	« Compteur gourmand, compteur gagnant! », réduire l'empreinte de son assiette	 
Association Jardin Saint-Serge	Le Jardin Saint-Serge : un lieu de mémoire et de partage	  
Association Jardins-espaces de ressources en Vaucluse	Mission « Jardins-espaces de ressources »	  
Association 1001 légumes	Le Potager du Beaumesnil: promouvoir une agriculture diversifiée et durable et une alimentation responsable auprès d'un public rural	   
Association Du Passage des Soupirs (ADPS)	Jardin des Soupirs : jardin partagé & animations autour du jardinage à Paris 20 ^{ème}	   
Association Echanges pour une Terre Solidaire	Pour une alimentation saine et éco-responsable, par l'association Echanges pour une Terre Solidaire (Hauts de France)	  
Association Fauve	Association « Fauve » : promouvoir une alimentation citoyenne et durable par une cuisine gastronomique	  
Association Mosellane d'Economie Montagnarde (AMEM)	« De ferme en Ferme » : un rendez-vous annuel au cœur des fermes du territoire des Vosges Mosellanes !	   



Externalités sociales



Externalités pédagogiques



Externalités développement local



Externalités culturelles



Externalités environnementales

Association Résilience	Résilience, changer les pratiques de gestion des bio-déchets	  
Association Sarde Sardexka	Alimentaire mon cher Antton !	 
Atalaya	Projet Holonage : équilibre en Acide Gras Essentiels	 
Auberfabrik	Le Jardin des Fabriques à Aubervilliers: un jardin associatif, écologique et pédagogique au sein de la cité	  
Aux goûts du jour	« Aux goûts du jour », l'association qui éveille à l'alimentation durable et responsable et lutte contre le gaspillage alimentaire	  
Bio Consom'acteurs	Bioconsom'acteurs : agir pour une bio locale et équitable pour tous	 
Biocoop	Biocoop : communiquer de manière responsable sur l'alimentation et l'agriculture biologiques	    
Blabla Plat	Blabla Plat : une offre de restauration étudiante et des pratiques alimentaires plus responsables à Montpellier	  
Bon pour le climat	Bon pour le Climat : changer nos pratiques alimentaires en responsabilisant d'abord les restaurateurs	   
C koi ça	Eco-lieu Les Jeannettes : un modèle d'agriculture respectueux de l'environnement	 
CCAS de Vierzon	La Semaine du Goût de Vierzon : animations autour de l'alimentation	 
Champs Libres (CIVAM PACA)	Festival Champs Libres	 
CIVAM du Haut Bocage	La ruralité au féminin : échanges et création d'un théâtre forum par le Civam du Haut Bocage	 
CoDES05	Le CoDES05 et ses ateliers de cuisine itinérants, une cuisine riche d'échanges et d'apprentissage	 
Collectif Pays Salonais en Transition	Collectif Pays Salonais en Transition : sensibilisations pour un nouveau modèle d'économie circulaire	  
Comité Français pour la Solidarité Internationale	Festival Alimenterre	 
Composterre	Composterre au service du développement de solutions pour la gestion de déchets organiques issus de la restauration collective	
Corabio	Les défis « Famille à alimentation positive » de Corabio : augmenter la consommation de produits bios sans dépasser son budget alimentaire (Rhône-Alpes)	 
CRL10	Les jardins du Club Recherche et Loisirs du 10e (CRL10) : sensibilisations aux enjeux environnementaux	 
Ecole maternelle Le Petit Verger	Ecole maternelle Le petit verger de Gundershoffen ou la démonstration qu'il n'y a pas d'âge pour s'intéresser au contenu de nos assiettes !	
E-graine	E-graine: des méthodes pédagogiques innovantes pour la sensibilisation du grand public à des modes de consommation alimentaire durables & responsables	 
Emmanuelle Bernier	Une ferme propice aux échanges à Fontjoncouse (11)	 
Fédération Nationale Accueil Paysan	Fédération Nationale Accueil Paysan : séjours touristiques, pédagogiques ou sociaux en France et dans le monde	   
Ferme du cabri au lait - Les jardins du cabri	Une ferme pour un projet d'agro-tourisme unique en région Centre	 
Food First Information and Action Network	À la table des femmes rurales: témoignages et plaidoyer par l'ONG FIAN France	 
FRANCAS 13	La malle pédagogique « manger en conscience » des Francas 13, dans les Boûches du Rhône	  
FRCIVAM	L'opération « de Ferme en Ferme » du réseau CIVAM	 
Gens des Hauts	Gens des Hauts : l'autonomie dans l'interdépendance	   
IsaBee&Be	Le Cœur d'IsaBee&Be : vers la création d'un espace d'apithérapie dans la Mayenne	 
Jardin du Monde	Le Jardin du Monde à la Cité Internationale Universitaire de Paris: ateliers et sensibilisation aux questions environnementales et citoyennes	   

L'Apier ou le mur a des oreilles	L'apier ou le mur a des oreilles sur le rucher de la cala melosa	  
La Graine Indocile	La Graine Indocile	   
La Miellerie des Clauses	La Miellerie des Clauses de Montseret : production et vente d'une large gamme de produits issus de l'apiculture	   
La Mixture	Le Festival du Printemps de la Mixture: lien entre les milieux étudiants, culturels et agricoles	 
La Roulo	La Roulo : sur un chemin de transhumance entre Arles et Borgo San Dalmazzo par un itinéraire de Grande Randonnée	  
La Sauge	Eclosion Urbaine : festival d'Agriculture urbaine à Paris	 
La Soupe aux Cailloux	La Soupe aux Cailloux : démocratiser l'accès à une alimentation durable et responsable	 
Le Baba Food Market	Le Baba : le marché-cantine des chefs migrants	   
Le Bon Temps	Le bon temps : rompre l'isolement des personnes âgées par la participation à des ateliers de cuisine intergénérationnels	 
Les Amanins	L'approche globale et pluriactivités du Centre agroécologique Les Amanins	  
Les cigales et les fourmis	Accès aux semences anciennes pour tous pour cultiver des légumes à fortes valeurs nutritives	   
Les Détritivores	Les Détritivores	  
Les Petites Cantines	Les Petites Cantines: cuisiner sainement en bas de chez soi avec ses voisins	    
Les Piverts	Une association d'éducation à l'environnement dans les Vosges du Nord : Les Piverts.	 
L'Olivier des sages	Les ateliers cuisine intergénérationnels par l'Olivier des Sages (Lyon)	  
Lombriculture - Les Elevages de la Roche Percée	Lombricompostage : Réduction et valorisation des déchets organiques en fertilisants naturels	 
Mélanie Lavigne	Nature et jardins comestibles en région Nord-Pas-de-Calais	 
Multi'Colors	Multi'Colors : jardins pédagogiques pour les familles et sensibilisation au développement durable à Paris	   
Oasis de Pen An Hoat	La transmission de l'agroécologie à l'Oasis de Pen Hoat en Bretagne	  
Ode&Sens	Ode&Sens: transmission de savoirs autour des plantes sauvages et du jardinage au naturel	
Olmucci	Le monde apicole de façon pédagogique et ludique	   
Par quoi je commence?	« Par quoi je commence ? » : un collectif citoyen de Wissembourg souhaitant rendre leur ville plus verte et plus comestible	  
Permaraicher	Permaraicher : sensibiliser le grand public à la permaculture en Occitanie	   
PikPik Environnement	« Manger sain et durable, c'est facile et pas cher »	 
Piller	Le contenu de nos assiettes selon « La Transition Alimentaire »	  
Relations d'Utilité Publique	Le prix des Femmes Marjolaine 2015	
Réseau des Jardins Solidaires Méditerranéens	Réseau des jardins solidaires mediterraneens	    
Société Saint Vincent de Paul - Conférence du Soleil + Solidarité Soleil	Redonner de l'éclat au Soleil (Saint-Etienne) : activités autour de la consommation durable	 
Synhorcat	L'opération pilote de tri des bio-déchets de Synhorcat	  
Yuka	Yuka : une application qui scanne et analyse vos aliments	 



Nos partenaires financeurs



Nos partenaires opérationnels





FONDATION Carrefour  
Daniel & Nina

resolis.org
ISSN 2276-4275